



Document de capitalisation des acquis



Projet Sécurité Humaine à Antananarivo



Table des matières

Section I. Résumé exécutif	3
Section II. Contenu et réalisations du projet Sécurité Humaine	5
1. Présentation du projet Sécurité Humaine.....	5
2. Approche méthodologique	8
3. Réalisations.....	9
Section III. Processus de capitalisation des acquis du projet	11
1. Contexte	11
2. Objectifs des efforts de capitalisation des acquis	11
Section IV. Réception des activités par les bénéficiaires et communes d'intervention.....	13
1. Activités-phares.....	13
2. Activités dont la mise en œuvre aurait pu être améliorée	15
Section V. Bonnes pratiques.....	17
1. Les bonnes pratiques en terme d'activités	17
2. Les bonnes pratiques en terme d'approche de mise en œuvre	18
Section VI. Leçons apprises	20
Section VII. Pérennisation et réplique	23
Section VIII. Vue synoptique des investissements rapportés aux réalisations	24
Section IX. Recommandations.....	35
Section X. Conclusion	38
Liste des acronymes et abréviations	39
Annexe 1 - Fiches techniques d'activités.....	42
Annexe 2 – Dialogues communautaires (15 et 16 septembre 2014)	97
Annexe 3 - Grille d'appréciation des activités par les communautés locales, les communes d'intervention et les organisations de mise en œuvre.....	109
Annexe 4 – Synthèse des recommandations de l'Atelier de capitalisation (23 septembre 2014).....	128

Section I. Résumé exécutif

Mis en œuvre pendant trois ans et demi (mai 2011 – septembre 2014) dans vingt-cinq quartiers (Fokontany) vulnérables de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) et de sa périphérie, le projet pilote Sécurité Humaine pour la prévention de la violence et la réduction des vulnérabilités pour les habitants les plus vulnérables d'Antananarivo a permis de déployer des activités de différente nature (protection de l'enfant, promotion des femmes et protection des victimes de violences basées sur le genre, promotion des Jeunes, activités WASH, formation professionnelle, accompagnement socio-économique, développement d'outils de planification et d'outils de suivi de l'exposition des vulnérabilités au niveau local et au niveau de la ville) en testant une approche innovante caractérisée par l'intervention coordonnée et conjointe dans différents secteurs et par un cadre méthodologique fondé sur le couple autonomisation des communautés locales/protection.

Alors que le projet s'est achevé fin septembre 2014, les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre ont participé à un processus appuyé de capitalisation visant à discerner les bonnes pratiques, dégager les leçons apprises et élaborer un ensemble de recommandations à considérer dans la conception de futurs projets de développement urbain.

Du point de vue des activités mises en œuvre, les acteurs du projet et les bénéficiaires ont dégagé les bonnes pratiques¹ suivantes :

- l'autonomisation des communautés locales à travers la **création de structures locales** et le **renforcement de leurs capacités**,
- le renforcement du sentiment d'appropriation par le développement **d'outils de planification locale**,
- le renforcement des **mécanismes communautaires de protection de l'enfant**,
- l'approche **WASH responsable** avec l'établissement du **système RF2**.

Les autres activités-clés ayant emporté l'adhésion des communautés locales consistent dans :

- élaboration des **protocoles locaux pour le référencement des victimes de VBG**,
- les activités de **mobilisation sociale** pour le renforcement de la **cohésion sociale**,
- la mise en place de Centres d'accueil multi-services (**Centres Ilaiko**),
- la **formation professionnelle** de populations vulnérables.

Du point de vue de l'approche développée, les éléments considérés comme ayant apporté un bénéfice dans la mise en œuvre des activités sont :

- **l'approche intégrée** avec un encadrement des populations vulnérables cibles accompagnées à différents niveaux et avec une attention particulière portée sur la responsabilisation des différents acteurs et l'accompagnement pour le changement de comportement,
- **l'approche coordonnée et conjointe** avec une coordination des différents acteurs et une recherche de synergies ; cette approche, caractérisée par une optimisation des interventions fondée sur la valorisation des **avantages comparatifs** permettant à chaque agence de travailler avec les autorités compétentes matériellement, a permis de développer un véritable réseau relationnel entre les agences des Nations-Unies, les autorités compétentes et les partenaires de mise en œuvre facilitant la mise en œuvre du projet et permettant de créer les conditions de sa pérennisation,
- **l'autonomisation des communautés locales** par la création de structures locales, à la fois œuvre de l'approche Sécurité Humaine, préalable indispensable à la mise en œuvre des autres activités du projet et facteur-clé de succès,

¹ On entend par bonne pratique un « outil/approche/activité innovant et répliquable ou pérenne, qui a conduit à un changement de comportement ou de méthode de travail ayant produit un effet positif et significatif dans la zone et la communauté d'intervention »

- la valorisation des activités de **sensibilisation et de mobilisation sociale** des populations vulnérables pour conduire à un vrai **changement** de perception et **de comportement**.

Les acteurs du projet et ses bénéficiaires considèrent que le projet Sécurité Humaine a contribué à une amélioration des conditions de vie des populations vulnérables et appellent à ce que ses réalisations-clés soient pérennisées et capitalisées dans le cadre de futurs projets.

Section II. Contenu et réalisations du projet Sécurité Humaine

1. Présentation du projet Sécurité Humaine

Aperçu du projet

Titre du projet	Projet Sécurité Humaine pour la prévention de la violence et la réduction des vulnérabilités pour les habitants les plus vulnérables d'Antananarivo, Madagascar
Localisation et bénéficiaires du projet	25 Fokontany de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) et de sa périphérie (Communes de Bemasoandro-Itaosy et d'Ankadikely-Ilafy)
Durée du projet	Durée initiale: mai 2011 – avril 2014 (3 ans) Non Cost Extension jusqu'au 30 septembre 2014
Agences des Nations-Unies de mise en œuvre	UNICEF (lead), UN-HABITAT, UNFPA, OCHA
Budget global (USD)	USD 2,785,192
Bailleur	United Nations Trust Fund for Human Security

Objet du projet

Le projet de Sécurité Humaine a visé à soutenir les communautés et les individus dans les quartiers les plus défavorisés d'Antananarivo afin de contribuer à améliorer leurs conditions de vie à travers la prévention des violences, la réduction de l'insécurité personnelle et par une meilleure préparation aux crises et désastres. Le projet a eu pour but de mettre en place des mécanismes communautaires et de renforcer les capacités locales afin de garantir que des conditions favorables au maintien de la Sécurité Humaine fussent durablement réunies. Le projet Sécurité Humaine à Antananarivo était inscrit dans le cadre du concept de Sécurité Humaine, « *qui consiste à protéger l'essentiel vital de tout être humain contre les menaces les plus graves et les plus répandues. (...) La sécurité humaine a pour ambition de libérer la personne humaine de la peur et du besoin, ainsi que de permettre son épanouissement.* »²

Sur les sept dimensions de la Sécurité Humaine, le renforcement de quatre de ces dimensions était visé par le projet³:

- la sécurité personnelle (physique),
- la sécurité sanitaire,
- la sécurité environnementale,
- la sécurité économique.

Objectifs et produits

Objectif 1: Les capacités locales d'au moins 25 Fokontany sont renforcées pour permettre aux communautés de gérer la réduction de l'insécurité économique, sanitaire, environnementale et personnelle, à travers la mise en place d'au moins 25 mécanismes communautaires et la formation d'au moins 500 volontaires.

² Commission sur la Sécurité Humaine, *Human Security now*, 2003

³ Les dimensions de la Sécurité Humaine qui n'étaient pas intégrées dans le cadre de ce projet étaient la sécurité alimentaire, la sécurité de la Communauté et la sécurité politique.

Produit I.1: Les capacités d'au moins 500 volontaires (VQ) et 60 mobilisateurs sociaux techniques (MAS) sont renforcées et 25 chefs de Fokontany et 100 représentants locaux sont sensibilisés aux thématiques du projet.

Produit I.2: Les réseaux existants sont mobilisés et renforcés.

Produit I.3: Les Comités Locaux pour la Sécurité Humaine (KIFMO) définissent leur stratégie locale pour la réduction des vulnérabilités.

Objectif 2: Les communautés sélectionnées sont autonomisées pour assurer elles-mêmes leur sécurité et protéger les plus vulnérables de la violence/du crime et ainsi renforcer la sécurité personnelle.

Produit II.1: Des plans d'actions locales participatives pour la prévention de la violence sont établis dans chacun des 25 Fokontany et les mécanismes de protection fonctionnent.

Produit II.2: Des projets locaux de prévention de la violence sont mis en œuvre et la cohésion sociale renforcée dans tous les 25 Fokontany, les taux réels de la perception de la violence et du crime sont réduits.

Produit II.3: Les structures locales sont mobilisées, des réponses judiciaires à la violence sont appliquées.

Objectif 3: Les conditions de sécurité socio-économique, environnementale et celles relative à la santé dans 25 Fokontany sont améliorées, à travers une amélioration de la couverture et de la qualité de prestations de services de base ; la génération de revenus y afférents est augmentée ainsi que le renforcement professionnel des ressources humaines engagées dans la prestation de services communautaires.

Produit III.1: La prestation de services de base est améliorée dans 25 Fokontany et six structures pilotes d'assainissement sont construites dans trois Fokontany.

Produit III.2: Les responsabilités partagées sont établies entre les parties prenantes locales pour assurer une prestation continue et durable des services de base.

Produit III.3: La base économique est améliorée à travers la formation professionnelle pour au moins 1200 personnes, et l'appui à au moins 300 business plans.

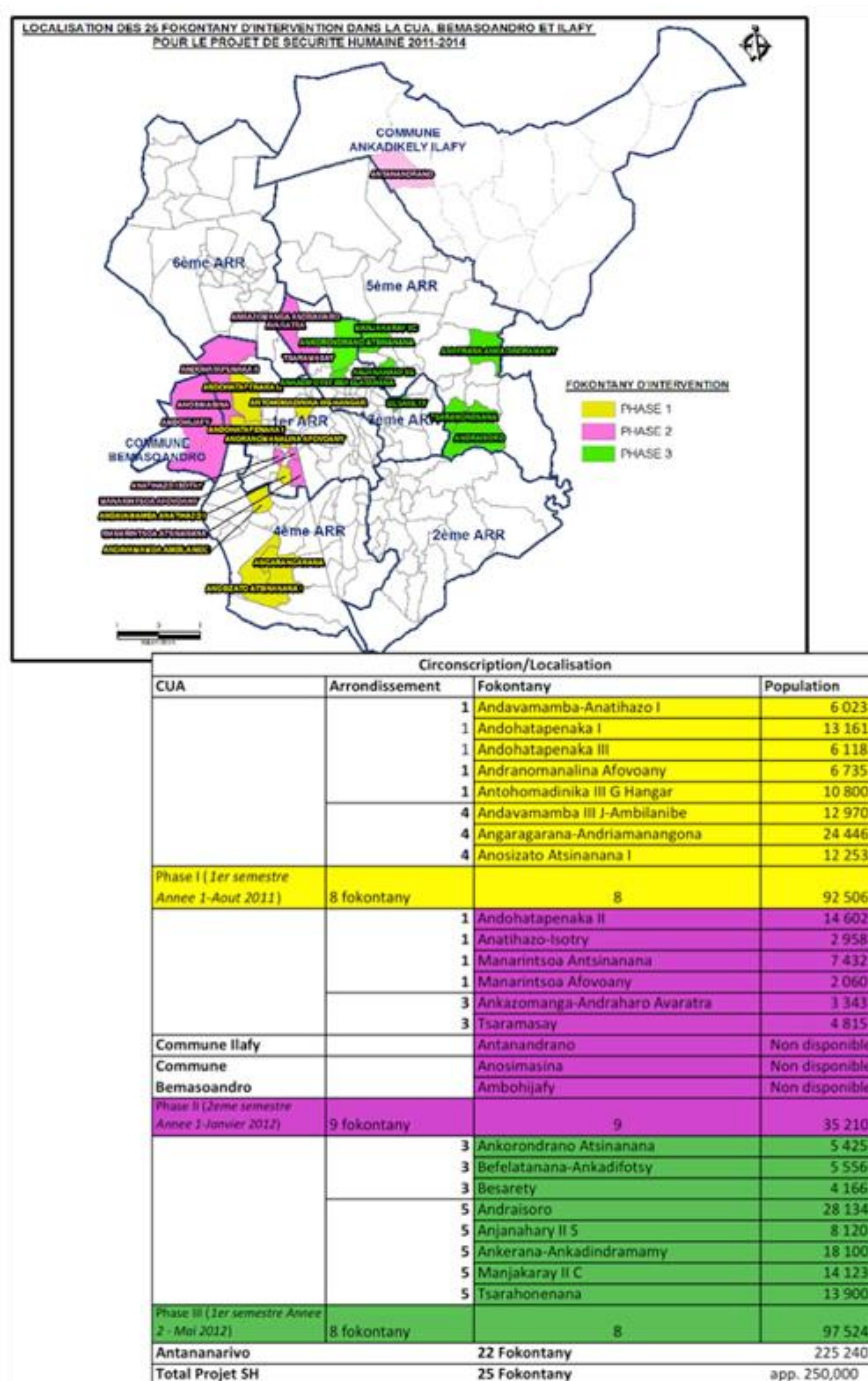
Objectif 4: Les conditions pour le suivi et la réduction des risques pour la sécurité humaine des communautés bénéficiaires au niveau de la ville sont établies.

Produit IV.1: Les conditions de base pour l'élaboration d'un système d'alerte améliorant la préparation à la crise sont en place.

Produit IV.2: La compréhension des menaces à la sécurité humaine est mise à l'échelle au niveau de la ville et les pratiques sont documentées et disséminées au niveau mondial.

Quartiers d'intervention

Les quartiers d'intervention (Fokontany) ont été sélectionnés sur la base de critères marquant la précarité de l'habitat, l'occurrence de phénomènes de violence, l'état des infrastructures de base, et des caractéristiques de pauvreté. La Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) a été associée au processus de sélection.



La localisation géographique de ces quartiers est indiquée dans la carte ci-dessous tandis que le nombre d'habitants respectif est indiqué dans le tableau suivant. Ces documents informent également sur les phases de démarrage du projet dans les quartiers. Le projet a en effet été mis en œuvre en trois phases, afin de faciliter la mise en œuvre et la coordination des activités.

Bénéficiaires

Dans le document de projet, les bénéficiaires étaient identifiés comme suit :

Bénéficiaires directs	Habitants (environ 150 000 en trois ans) de 25 Fokontany de la commune urbaine Antananarivo et de ses périphéries, comptant environ 75 000 femmes et filles et au moins 25 000 jeunes
	25 chefs de Fokontany et leurs suppléants
	Au moins 8000 parmi les étudiants en formation professionnelle et les petits entrepreneurs
	Au moins 500 volontaires communautaires, 60 mobilisateurs, 40 pairs éducateurs, et conseillers para légaux
	Au moins 40 travailleurs (prestations de services de base) par mois par Fokontany
	Au moins 150 officiers de police
Bénéficiaires indirects	Les services techniques de la commune, <ul style="list-style-type: none"> • le Service Autonome de la Maintenance des Voiries d'Antananarivo (SAMVA) qui sera impliqué dans la gestion des déchets • le Bureau Municipal d'Hygiène (BMH) • l'association de Fokontany « Fikambanan'ny Fokontany Antananarivo Renivohitra » (FIFAR), qui regroupe les ex chefs de Fokontany, sera consultée pendant la phase de mise en œuvre • la JIRAMA (Energie et Eau) • le Bureau National de la Gestion des Risques et des Catastrophes de Madagascar (BNGRC)
	La Police locale (Police des Mœurs et des Mineurs, Police Municipale), la Gendarmerie
	La Justice (Magistrats, Représentants de la Haute Cour, avocats)
	La Commune Urbaine d'Antananarivo et l'association des Communes Périphériques (OPCI-FIFTAMA)
	Les OSC, c'est-à-dire les associations locales, les églises
	Le secteur privé

2. Approche méthodologique

L'approche Sécurité Humaine se caractérise par des actions multisectorielles conduites de manière conjointe et coordonnée et un cadre d'intervention marqué par une logique d'autonomisation (dynamique ascendante) et de protection (dynamique descendante).

Approche multisectorielle

L'approche Sécurité Humaine encourage une approche multisectorielle intégrée jugée optimale pour atteindre les objectifs fixés. A ce titre, le projet Sécurité Humaine a donc reposé sur une mise en œuvre conjointe ou concertée par les différents agents d'implémentation.

L'approche Sécurité Humaine repose sur un cadre méthodologique alliant une recherche d'autonomisation des communautés locales bénéficiaires du projet couplée à la mise en place de systèmes de protection, en particulier pour les groupes d'habitants les plus vulnérables (femmes, enfants, jeunes).

Cadre d'autonomisation/protection

- Autonomisation: L'ancrage communautaire est un point pivot de l'approche Sécurité Humaine. Dans le cadre du projet Sécurité Humaine d'Antananarivo, les communautés locales ont été

renforcées par la création de structures locales: Komity Ifotony momba ny Fiarovana ny Maha-Olona (KIFMO) ou comités locaux de sécurité humaine, Mobilisateurs techniques et sociaux (MAS) et Volontaires de quartier (VQ). Ces structures locales sont conçues comme le relai de mise en œuvre des activités et mécanismes du projet au niveau des communautés locales, et comme le maillon de communication entre les structures existantes (par exemple les communes ou les centres de protection) et les communautés ; dépositaires des intérêts de la population locale et porte-paroles de leurs besoins, les structures locales créées par le projet sont placées au cœur des mécanismes de protection (signalement, référencement et suivi des individus en situation d'urgence par exemple). Parallèlement, les droits et devoirs des communautés locales et leur implication dans l'amélioration de leurs propres conditions de vie ont été accentués par le projet, par exemple par le biais des Chartes de coresponsabilité sur la prestation des services de base et par l'établissement des RF2, organismes placés sous l'autorité de la commune urbaine d'Antananarivo (CUA) et chargés de maintenir la propreté dans les quartiers et financés par les cotisations des habitants. Le projet s'est aussi efforcé de renforcer l'autonomisation des bénéficiaires en leur fournissant des moyens de subsistance (travaux HIMO, formation professionnelle pour plus de 1200 bénéficiaires, soutien à l'élaboration de plus de 300 business plans), avec une attention particulière aux activités liées au recyclage des déchets (appui au centre de tri d'Andranomanalina Centre, conception, construction et opérationnalisation des centres de tri d'Andavamamba et d'Antohomadinika IIIG Hangar). Ces travaux ont été accompagnés de renforcement des capacités des structures locales sur les sujets du projet, de sensibilisation (aspects sanitaires) et de mobilisation sociale et médiatique (cohésion sociale). Selon l'approche Sécurité Humaine, il s'est donc agi de responsabiliser les communautés locales afin de les convaincre qu'elles sont, elles-mêmes, l'agent de change de leurs propres conditions de vie.

- **Protection:** Parallèlement au renforcement des structures locales, l'approche Sécurité Humaine préconise le renforcement des mécanismes de protection, afin d'accompagner le processus de responsabilisation des communautés locales par un gain de sécurisation. Le projet Sécurité Humaine d'Antananarivo a ainsi renforcé les réseaux et mécanismes de protection : des stratégies locales pour la réduction des vulnérabilités et plan d'actions locaux contre la violence, conçus comme un cadre de sécurisation et de développement, ont été développés (et certaines infrastructures supportées) au niveau de chacun des Fokontany d'intervention; deux centres d'accueil multiservices offrant des services d'écoute psychosociale, d'orientation juridique, et des services de diagnostic et d'orientation professionnelle (Centres Ilaiko) ont été mis en place, un centre d'accueil d'urgence a été mis en place au sein de la CUA (Bureau Municipal de l'Hygiène (BMH) Isotry) fournissant un refuge et accueil d'urgence et temporaire pour la sécurité d'enfants victimes de différentes maltraitances. Une attention particulière a été portée aux groupes les plus vulnérables : 8 centres pour l'accueil des enfants ont été créés, réhabilités ou renforcés ; les structures locales créées par le projet ont été placées au cœur des mécanismes d'identification, de référencement et de suivi des cas d'urgence ; des protocoles locaux et de nouvelles procédures de prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG) par la police et les personnels médicaux ont été élaborés et adoptés ; des fournitures et équipements ont été fournis à douze structures médicales, neuf postes de police et trois postes de gendarmerie. En parallèle, des actions ont été conduites au niveau municipal (évaluation des risques et catastrophes, élaboration d'un plan de contingence, développement d'un système expérimental de suivi précoce des vulnérabilités).

Le projet Sécurité Humaine d'Antananarivo s'est donc inscrit dans l'approche méthodologique pilote propre au renforcement de la sécurité humaine.

3. Réalisations

Au bout des 3 ans et demi d'implémentation, le projet a permis d'affecter positivement les communautés locales des 25 Fokontany d'intervention (représentant 250 000 personnes environ). Les réalisations du projet ont néanmoins ciblé certains bénéficiaires plus directement. Le tableau présenté en section VIII

synthétise les réalisations du projet par activité (classées de manière thématique) et confronte les réalisations à l'investissement réalisé.

Section III. Processus de capitalisation des acquis du projet

1. Contexte

Compte tenu du caractère pilote de l'approche Sécurité humaine, l'UNTFHS prescrit des efforts d'évaluation indépendante et de capitalisation des acquis appuyés. Le document de projet du projet Sécurité Humaine d'Antananarivo prévoit ainsi la conduite d'une évaluation indépendante du projet ainsi que la tenue de dialogues communautaires et d'un forum final visant à synthétiser et disséminer les résultats du projet, l'objectif étant de disséminer les bonnes pratiques et les leçons apprises dans la perspective d'une réplique dans d'autres zones ou d'une mise à l'échelle soutenue par d'autres sources de financement.

Dans cet esprit, les agences parties au projet ont décidé l'élaboration d'un document de capitalisation consolidant les conclusions et recommandations formulées par les bénéficiaires, les communes d'intervention, les agences du Système des Nations Unies, les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, et les organisations pouvant jouer un rôle clé dans la pérennisation et la réplique des activités considérées comme des réalisations clés⁴ (fiches techniques des activités disponibles en annexe 1). Le processus de consultation des parties au projet s'est déroulé durant le mois de septembre 2014, dernier mois de mise en œuvre du projet. Suite à des consultations publiques conduites dans chaque Fokontany d'intervention, des dialogues communautaires regroupant plusieurs Fokontany d'intervention et visant à saisir l'opinion des populations cibles ont été organisés (calendrier et synthèse des résultats des dialogues communautaires disponibles en annexe 2). En parallèle, les communes d'intervention et les partenaires de mise en œuvre ont été interrogés sur leur perception des activités conduites dans le cadre du projet (grille thématique synthétisant les différentes positions disponible en annexe 3). Sur la base des éléments recueillis lors des dialogues communautaires et de ces consultations, les communes d'intervention, les agences des Nations-Unies et les partenaires de mise en œuvre ont, lors d'un Atelier de capitalisation organisé le 23 septembre 2014 par le projet et la CUA établi et validé les bonnes pratiques, leçons apprises et recommandations pour la conception et mise en œuvre de futurs projets de développement urbain (synthèse des recommandations validées par l'Atelier disponible en annexe 4). Ces conclusions ont été présentées aux représentations diplomatiques et aux acteurs du développement lors d'un Forum Final qui s'est tenu le 30 septembre 2014.

Le présent document de capitalisation, qui consolide donc les conclusions et recommandations formulées à l'occasion de ces différents événements a valeur d'évaluation interne du projet.

2. Objectifs des efforts de capitalisation des acquis

L'objectif général est de produire un document opérationnel présentant les succès et les défis rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre du projet, à l'adresse de toute institution intéressée par la réplique d'initiatives conduites dans le cadre du projet.

Ce document, également conçu comme un document de plaidoyer dans les efforts de recherche de financement de la Commune Urbaine d'Antananarivo et des communes périphériques, a pour vocation de décrire les activités considérées comme clés par les différentes parties concernées, et de conclure si elles constituent une bonne pratique, entendue comme *un outil ou une approche innovante et répliquable ou pérenne qui a conduit à un changement de comportement (ou de méthode de travail) qui a produit un effet*

⁴ Le comité technique réuni le 18 août 2014 a précisé les détails d'organisation liés à cet effort de capitalisation, ainsi que les éléments qui doivent être intégrés dans le document de capitalisation :

- Organisation de dialogues communautaires la deuxième et troisième semaine de septembre 2014, suivis d'un Atelier de capitalisation le 23 septembre, le forum final étant prévu pour le 30 septembre,
- Elaboration d'un guide global fondé sur un canevas standard pour l'ensemble des agences, afin de respecter l'approche commune du projet

*significatif dans la localité.*⁵ Il s'agit aussi de documenter les leçons apprises et de formuler des recommandations afin de créer les conditions d'une réplique ou mise à l'échelle optimale.

Les aspects propres à l'approche Sécurité Humaine, en particulier l'approche multisectorielle et la mise en œuvre conjointe et le cadre autonomisation/protection sont particulièrement pris en considération dans ce document de capitalisation, puisqu'ils sont au cœur des pratiques innovantes et pilotes à documenter.

Il convient de rappeler que le présent document ne relève pas d'un effort d'évaluation, conduit en parallèle, mais procède d'un effort de synthèse des retours d'expérience des différentes parties au projet (bénéficiaires, obligataires, communes d'intervention, partenaires de mise en œuvre, agences des Nations-Unies).

⁵ Définition adoptée par le comité technique du 18 août 2014

Section IV. Réception des activités par les bénéficiaires et communes d'intervention

Les fiches techniques d'activités préparées par les agences et les PMO et qui présentent les activités, les résultats obtenus, les défis de mise en œuvre et les recommandations, sont disponibles en annexe 1. La grille thématique de réception des activités du projet présentant l'appréciation relative des communautés locales, des communes d'intervention, des agences et partenaires de mise en œuvre (PMO) est disponible en annexe 3. Les résultats de l'atelier de capitalisation sont par ailleurs consignés en annexe 4.

Ci-dessous, sont mises en exergue les activités les plus appréciées et celles qui le sont moins par les communautés locales et les communes d'intervention.

1. Activités-phares

Communautés locales

D'une manière générale, le projet a emporté une large adhésion auprès des communautés locales bénéficiaires. La participation des communautés au processus de capitalisation en est une des manifestations. Les communautés locales semblent avoir particulièrement apprécié l'approche participative qui leur permet d'exprimer et de formaliser leurs besoins et priorités et d'être maîtres du schéma de développement de leurs quartiers. Cette approche permet une réelle appropriation des outils de planification développés au niveau local. En outre, dans la mesure où chaque acteur intervenant au niveau local voit ses responsabilités respectives clairement énoncées, les communautés locales adhèrent à ce processus qui les englobe et considèrent qu'il peut conduire à un véritable changement de comportement.

D'une manière générale, Les communautés locales sont satisfaites des activités qui ont été déployées dans leurs quartiers ou des mécanismes/dispositifs qui ont été mis en place et jugent les activités utiles dans leur ensemble. Néanmoins, lors qu'elles sont engagées à citer les activités-clés, les communautés locales plébiscitent six initiatives :

- La mise en place de **structures locales** (comités locaux pour la sécurité humaine ou KIFMO, volontaires de quartier ou VQ, mobilisateurs techniques et sociaux ou MAS) pour implémenter les activités Sécurité Humaine. Même si les Fokontany ne concourent pas tous à considérer que ces structures seront pérennes, la majorité des communautés locales semble considérer que ces structures locales devraient survivre notamment par le biais d'une formalisation (structuration en association), considérée comme essentielle pour renforcer la cohésion au sein des structures et entre elles (KIFMO, MAS, VQ), condition pour leur existence à long terme.
- Les **mécanismes et structures de protection** : les communautés locales apprécient et reconnaissent l'utilité fondamentale des mécanismes de protection des victimes de violence. A ce titre, le développement des **protocoles locaux pour les victimes de violences basées sur le genre** (VBG) et mesures associées (formation et appui aux médecins, gratuité certificat médical) sont considérée comme des avancées, même si les communautés locales souhaitent être davantage sensibilisées sur ces mécanismes. Plus encore, la mise en place ou réhabilitation des **centres communautaires d'accueil des enfants (Sahan'ny ankizy) et des centres Ilaiko** qui offrent des services gratuits, ciblant les populations vulnérables font l'unanimité. Ces structures apparaissent comme la grande avancée du projet et constituent, pour les communautés locales, des dispositifs qui répondent véritablement aux besoins des populations vulnérables,
- Le dispositif **WASH⁶ responsable** : si les communautés locales apprécient naturellement le volet HIMO (travaux de nettoyage et de curage) qui apporte un bénéfice immédiat en terme d'assainissement tout en fournissant un moyen de subsistance pour les travailleurs les plus précaires, c'est bien le caractère intégré du dispositif et la responsabilisation de chaque partie prenante que les communautés locales mettent en avant et qui rend à leur sens, l'initiative pérenne. Les activités de sensibilisation aux risques sanitaires liés à un manque de prestation de

⁶ Water, sanitation, hygien

services de base et d'assainissement ont conduit à de véritables changements de comportement (en particulier les activités de tri de matière plastiques que les communautés locales continuent de pratiquer). La mise en place du système RF2⁷, appuyée par le projet, et l'élaboration connexe des Chartes de coresponsabilité sur la prestation des services de base sont saluées par les communautés locales qui sont satisfaites que tous les intervenants, y compris elles-mêmes voient ainsi leurs responsabilités respectives formalisées. L'opérationnalisation des trois centres de tri, quoique tardive, est là aussi appréciée car source d'emplois pour des travailleurs des quartiers. Le projet semble vraiment contribuer à changement de comportement (notamment la sensibilisation sur les risques sanitaires liés à un manque de prestation de services de base.). Le développement de lavoirs mobiles et autres mobiliers urbains par UN-HABITAT qui peuvent être produits dans les centres de valorisation des déchets établis dans le cadre du projet permettrait de créer de l'emploi lié à la production de ces éléments mais aussi et avant tout de sécuriser les conditions de travail des lavandières et les conditions de sécurité de leur famille (notamment leurs enfants auprès desquels elles resteraient). L'existence de débouchés économique consoliderait davantage cette approche.

- Les **activités de sensibilisation et de mobilisation sociale** sont enfin très appréciées, notamment l'émission radiophonique Vina Lombonana dont l'arrêt est déploré. Les communautés souhaitent que le programme soit diffusé à des heures correspondant aux pauses des travailleurs et qu'il soit relayé par d'autres médias, notamment ceux de la CUA. La mobilisation sociale menée autour d'événements sportifs et sociaux est considérée comme participant efficacement au renforcement de la cohésion sociale, car renforçant les liens au sein des Fokontany et cristallisant une solidarité inter-Fokontany. Les communautés souhaitent que ces activités soient reconduites, même si l'ensemble des communautés locales relève des difficultés au niveau de l'organisation et de la gestion de ces événements, en particulier la première vague d'événements.
- Pour les communautés locales, les activités de **formation professionnelle et soutien à l'auto-emploi** ont vraiment ciblé les publics vulnérables, en particulier les jeunes, et fourni des opportunités d'insertion à des publics auparavant hors système.
- Enfin, les communautés locales apprécient le développement **d'outils de planification locale** (stratégies locales pour la réduction des vulnérabilités (SLRV) et Plans d'actions locaux pour la prévention de la violence (PALPV)) qu'ils conçoivent comme des outils de développement local et des outils de recherche de financement, et les **outils de mesure des vulnérabilités** (collecte continue de données, cartographies sommaires, marches exploratoires pour la sécurité) dont ils souhaitent d'ailleurs une mise à jour.

Naturellement, les communautés locales expriment le souhait que ces initiatives-clés soient pérennisées et multipliées. Les populations souhaitent la multiplication des structures de protection c'est-à-dire la mise en place de nouveaux Centres d'Accès aux Services - Centres Ilaiko), de nouveaux Sahan'ny ankizy. Elles souhaitent aussi le développement des structures perçues comme apportant des moyens de subsistance complémentaires dans les quartiers aux populations vulnérables (Centres de tri, formation professionnelle). Les communautés locales plébiscitent donc les actions concrètes qui participent à protéger les plus vulnérables, à changer leur environnement et à fournir des opportunités économiques. Elles réclament néanmoins plus de sensibilisation pour appuyer le changement de comportement.

Communes d'intervention

La **création des structures locales** est saluée comme une avancée, même si les communes expriment le souhait qu'une capitalisation de l'existant soit désormais l'approche privilégiée par rapport à la création de nouvelles structures. Les structures locales sont, pour les communes, des agents pouvant faciliter la mise en œuvre de leurs activités dans les Fokontany. Elles apprécient particulièrement leur rôle dans les **mécanismes de protection** et, d'une manière générale, ce sont avant tout ces activités de protection que

⁷ Structure d'assainissement au niveau des Fokontany qui fonctionne sur la base d'une redevance versée par les habitants des quartiers

les communes d'intervention considèrent comme les activités clés du projet. L'approche intégrée des services offerts et mécanismes communautaires développés est saluée, l'intégration des communes au stade même de la conception de ces mécanismes est appréciée, et les villes, en particulier la CUA (en particulier la Direction des Affaires sociales et Culturelles (DASC) et la Direction de la population et de la santé publique (DPSP)) assument leur rôle de maîtres d'ouvrage de ces initiatives, et prennent leur responsabilité afin de pérenniser les dispositifs, par exemple les **Centres Ilaiko** en organisant en collaboration avec PlaNet Finance, partenaire de mise en œuvre, le transfert de compétences. Les différents acteurs (agences, partenaires de mise en œuvre et services communaux) ont appris à travailler ensemble et un climat de confiance réciproque pose les jalons d'une collaboration pérenne et efficace, qui devra être capitalisée dans de futurs projets.

Les **activités WASH** sont un autre axe de collaboration où le projet a pu soutenir la stratégie de la CUA en matière d'assainissement, principalement à travers le soutien à la mise en place du système **RF2**. Concernant les activités de planification, la CUA apprécie les **outils de planification développés au niveau local**, qu'elle conçoit comme de vrais outils de développement local, ainsi que les **outils de planification développés au niveau de la ville : système expérimental de suivi précoce des vulnérabilités** (permettant de suivre l'exposition des populations aux vulnérabilités à travers un système de collecte de données) et **plan de contingence**, développé sur la base d'une évaluation des risques et catastrophes et d'une analyse des capacités de réponses au niveau de la ville conduite en 2012. Le Bureau de développement d'Antananarivo (BDA), bureau d'ancrage du SESPV et de la collecte de données sur les vulnérabilités considère que la ville a été bien intégrée dans le projet et que l'implication demandée à la CUA en terme de pérennisation est réaliste.

2. Activités dont la mise en œuvre aurait pu être améliorée

Communautés locales

A l'exception des activités de planification conduite à l'échelle de la ville parfois incomprises au niveau local, aucune activité n'est rejetée par les communautés locales comme inutile en soi. En revanche, les communautés locales relèvent des dysfonctionnements dans la mise en œuvre des activités. Ils critiquent ainsi l'organisation et la gestion de certaines activités (e.g. événements sportifs et sociaux dans le cadre de la mobilisation sociale pour la cohésion sociale) et dénoncent un manque de transparence financière dans la mise en œuvre de certaines activités (e.g. réalisation des travaux de réhabilitation du bureau du Fokontany de Antohomadinika IIIG Hangar dans le cadre de la mise en œuvre des PALPV). Les communautés et structures locales regrettent que le dispositif des Jeunes Pairs Educateurs (JPE) n'ait pas été davantage intégré aux structures locales du projet. Leur absence aux séances de formation organisées conjointement pour l'ensemble des structures locales créées par le projet dénote le fait que ces JPE n'ont pas été intégrés dans la stratégie d'autonomisation, ce que confirme le fait que les activités de sensibilisation de la jeunesse (Forums pour les Jeunes) ont été conduites en parallèle aux autres activités de sensibilisation plutôt que selon un agenda commun. L'appui au développement d'activités génératrices de revenu pour les jeunes (AGR) n'a pas atteint les objectifs initiaux. Le manque de connexion relatif entre la mise en œuvre du volet Jeunes et les autres activités du projet tient essentiellement à des questions d'organisation interne au sein des Nations-Unies, et les activités conduites en fin de projet (Chantiers pour les Jeunes, diffusion publique du film Dzaomalaza et organisation de débats) ont visé à encourager les jeunes à discuter des thématiques propres à la sécurisation de leur situation.

Dans l'ensemble, les communautés locales considèrent que la communication autour des activités du projet et autour des dispositifs mis en place est insuffisante et souhaitent davantage d'efforts en matière de communication.

Enfin, les Fokontany de la troisième phase déplorent aussi un déploiement trop tardif des activités du projet dans leurs zones.

Communes

Les communes regrettent de ne pas avoir été davantage associées à certains volets, notamment le volet de protection des victimes de VBG, et les activités Jeunes. Concernant les activités de planification au niveau de la ville, les communes ne commentent pas le Diagnostic de crime et violence, activité qui n'a pas abouti. La stratégie multidimensionnelle de gestion des risques au niveau de la ville, qui devait être fondée sur l'évaluation des risques et l'analyse des capacités de réponse développée en 2012 et qui n'a pas été réalisée suscite l'intérêt du directeur de cabinet du Président de la Délégation Spéciale. Ces activités n'ont en effet pas abouti. Dans l'ensemble, les communes considèrent néanmoins que leur implication a été dans suffisante même si des efforts et des améliorations sont encore à considérer afin d'optimiser les effets des actions entreprises et de maximiser les chances de pérennisation/ réplication. Les communes considèrent que le projet a apporté un soutien utile surtout pour les familles identifiées comme extrêmement vulnérables mais qu'il reste des efforts à faire en terme de coordination.

Section V. Bonnes pratiques

1. Les bonnes pratiques en terme d'activités

Les communautés locales ont élu les activités-phares du projet. Si elles sont plébiscitées, ces activités ne sauraient néanmoins toutes constituer des bonnes pratiques. En effet, une bonne pratique peut être définie comme un « *outil/approche/activité innovant et répliquable ou pérenne, qui a conduit à un changement de comportement ou de méthode de travail ayant produit un effet positif et significatif dans la zone et la communauté d'intervention* »⁸. Si l'on croise l'appréciation des communautés locales et/ou des communes, avec ce critère de pérennisation et de répliquabilité, les activités qui peuvent être considérées comme des bonnes pratiques sont :

- l'autonomisation des communautés locales à travers la **création de structures locales** et le **renforcement de leurs capacités** – les structures existent et sont renforcées, et la réplification dans d'autres Fokontany est facile et peu coûteuse -, (cf. [fiche technique page 43](#)),
- le renforcement du sentiment d'appropriation par le développement **d'outils de planification locale** (SLRV et PALPV) (cf. [fiche technique page 46](#)) – outils existants dans les quartiers du projet et disponibles pour les besoins de développement, réplification aisée et assez peu coûteuse -, et le **plan de contingence** au niveau de la ville – ce dispositif existe désormais et peut être mis à jour et c'est aussi une référence pour la réplification dans d'autres villes - (cf. [fiche technique page 49](#)); en revanche, les outils de mesure et de suivi des vulnérabilités au niveau local (cartographies, collecte continue de données), ou de la ville (système expérimental de suivi précoce des vulnérabilités (SESPV)) ne peuvent être considérés comme des bonnes pratiques dans la mesure où la mise à jour des données, cruciale, ne peut être faite sans soutien financier, (cf. [fiches techniques pages 94 et 96](#)),
- le renforcement des **mécanismes communautaires de protection de l'enfant** – centres Sahan'ny ankizy qui fonctionnent de manière autonome et mécanismes d'identification, de référencement et de suivi, fondé sur le bénévolat, en particulier l'approche innovante prise en charge intégrée des enfants victimes de négligences au sein de leurs familles -, (cf. [fiche technique page 51](#)),
- l'approche **WASH responsable avec l'établissement du système RF2** – système pérenne car basé sur les cotisations des habitants du quartier, et répliquable (et en cours de réplification dans tous les Fokontany de la CUA), (cf. [fiche technique page 56](#)),

Les activités qui pourraient être considérées comme des bonnes pratiques, à condition que leur mise en œuvre soit modifiée :

- le développement des **protocoles locaux pour le référencement des victimes de VBG** – dispositif pérenne et facilement répliquable dans les autres Fokontany de la capitale, mais dont la promotion doit être renforcée et doit passer par une plus grande collaboration avec la CUA, (cf. [fiche technique page 61](#)) ; les procédures policières et médicales d'accueil et de prise en charge des victimes de VBG sont aussi saluées, mais là encore, les populations et la CUA souhaitent une meilleure communication (cf. [fiches techniques pages 63 et 64](#))
- les activités de **mobilisation sociale pour le renforcement de la cohésion sociale** – activités qui peuvent être organisées à frais limités par les Fokontany, mais dont la transparence dans l'organisation et la gestion doivent être renforcées. Le programme Vina Lombonana, très apprécié, ne constitue pas une bonne pratique en soi compte tenu des coûts de production, mais sa rediffusion sur d'autres canaux radiophoniques est aisée (cf. [fiche technique page 66](#))

Certaines activités, quoique très appréciées au niveau local comme les **Centres Ilaiko** (cf. [fiche technique page 71](#)) - dont la multiplication est d'ailleurs souhaitée par les communautés – ne peuvent ainsi être qualifiées de bonnes pratiques car leur pérennisation est impossible sans accès à de nouveaux financements (e.g. **formation professionnelle**, cf. [fiche technique page 75](#)) ou est trop fragile (e.g. Centres

⁸ Comité de pilotage du 18 août 2014

Ilaiko, dont les coûts de fonctionnement pourraient contraindre la CUA à renoncer à offrir certains services si des relais de financement ne sont pas trouvés). D'autres activités, bien que pérennes, telles que les Centres de tri des déchets, ne peuvent être des bonnes pratiques car leur opérationnalisation a été compliquée et a conduit à un changement de stratégie de gestion – des tâtonnements qui auraient pu être évités par une phase d'analyse préalable plus poussée (cf. [fiche technique page 78](#)). Le développement du design des lavoirs mobiles (cf. [fiche technique page 82](#)), quoi que prometteur, ne peut être considéré comme une bonne pratique car des fonds sont nécessaires pour réaliser l'équipement des quartiers.

2. Les bonnes pratiques en terme d'approche de mise en œuvre

• Approche intégrée

L'accompagnement holistique des populations vulnérables correspond à l'approche Sécurité humaine qui recommande que les communautés vulnérables bénéficient d'actions de différente nature de manière simultanée et coordonnée. Cette approche intégrée a vraiment été un des axes de mise en œuvre du projet Sécurité Humaine :

- **Stratégie intégrée en matière de protection** avec un encadrement des populations vulnérables accompagnées à différents niveaux : les enfants victimes de négligence d'abord, sont identifiés puis orientés vers des structures d'accueil (Sahan'ny ankizy) ou dans une structure de réinsertion scolaire, ou encore bénéficient d'une prise en charge intégrée au sein de leur famille à travers le suivi opéré par les structures locales dans le cadre des mécanismes communautaires de protection ; parallèlement, les parents bénéficient de conseils d'ordre psycho-social et sont référés aux structures ou institutions existantes le cas échéant ; ils peuvent aussi bénéficier gratuitement de formation en compétences de la vie (Centres Ilaiko) puis de formation professionnelle (CEFOR) ou de formation en gestion d'AGR et sont appuyés et suivis dans le développement de leur propre activité (Centre Ilaiko, CEFOR). Grâce à cette prise en charge globale, les ménages ont plus de chances de sortir de leur situation de fragilité ce qui renforce en retour les chances que les enfants restent réinsérés scolairement.
- **Stratégie intégrée pour conduire à changement du comportement** : l'intervention du projet en matière de WASH responsable illustre le fait que la responsabilisation des communautés et acteurs locaux jouant un rôle en matière d'assainissement résulte d'une intervention coordonnée à plusieurs niveaux. La dimension de sensibilisation des communautés locales a été particulièrement importante dans le cadre du projet, afin de faire prendre conscience aux populations des risques sanitaires liés à un manque d'hygiène mais aussi du rôle qu'elles avaient elles-mêmes à jouer pour améliorer l'assainissement de leurs quartiers. Cette sensibilisation, qui s'est accompagnée d'activités HIMO, a contribué à l'adhésion des populations locales pour le système RF2 et pour la formalisation des responsabilités respectives des différents acteurs impliqués dans des Chartes de coresponsabilité. Les centres de tri, par les emplois créés, légitiment et consolident le dispositif.

Ces logiques peuvent se croiser et les publics vulnérables, s'intégrer dans les différents blocs du projet.

La mise en œuvre réussie d'une activité intégrée requiert une **phase de développement stratégique** importante et la plus inclusive possible. La stratégie en matière de protection a été particulièrement travaillée avec les acteurs locaux (structures locales et responsables locaux), les services sociaux de la CUA, maître d'ouvrage, et l'appui de l'UNICEF et des PMO. Grâce à cette phase préalable de réflexion, des mécanismes articulés et pérennes ont pu être mis en place. Dans le cadre du volet WASH, si les activités HIMO, sensibilisation, développement du système RF2 et élaboration des Chartes ont été articulées et développées de manière coordonnée, la stratégie de développement des centres de tri a souffert d'un manque d'analyse préalable et d'un défaut de consultation de spécialistes du secteur. Une modification du modèle à mi-parcours a été nécessaire afin de s'assurer que ces centres de tri soient opérationnels et soient gérés de manière à assurer une rentabilité conditionnant la pérennité des structures.

Il convient aussi de noter que certains aspects innovants de cette stratégie (e.g. prise en charge intégrée des enfants victimes de négligence au sein de leurs familles), éléments qui conditionnent l'articulation du système, dépendent de l'existence de **structures locales** capables d'effectuer ce suivi.

- **Approche coordonnée et conjointe s'appuyant sur les avantages comparatifs respectifs des agences**

Dès la conception du projet, les agences de mise en œuvre ont opté pour un ciblage commun des cibles, et pour une coordination forte des activités. Même si une articulation parfaite dans le déploiement des mécanismes a parfois fait défaut sur le terrain, les agences se sont efforcées de mutualiser les efforts qui pouvaient l'être (formation simultanée des structures locales sur les différentes dimensions du projet), d'associer leurs efforts en créant des synergies entre activités (PALPV appuyant le développement de micro-plans de protection de l'enfant), et une stratégie de communication uniforme (développement d'un logo). Au-delà de la bonne collaboration entre les agences des Nations-Unies, les PMO ont été conduits à communiquer, travailler ensemble et à coordonner leurs activités lorsque cela était pertinent (par exemple en terme d'activités de sensibilisation et de mobilisation sociale avec la création d'un groupe de travail).

Le projet a aussi permis d'établir une vraie collaboration avec les services techniques de la ville et à forger des relations de confiance entre les différents acteurs qui ont appris à se connaître et à travailler ensemble. De ce point de vue, le projet a été mis en œuvre de manière efficiente, chaque agence couvrant les activités entrant dans son cœur de compétences dans le cadre de son mandat et pour lequel elle disposait donc d'un **avantage comparatif**, et chaque agence travaillant avec les autorités compétentes respectivement pour les domaines considérés : activités de protection de l'enfant mises en œuvre par l'UNICEF en relation avec la DASC, activités de prévention et prise en charge des victimes de violences basées sur le genre mises en œuvre par UNFPA en relation avec la DPSP, la police, la gendarmerie et le Ministère de la Santé, activités de structuration locale, planification urbaine et assainissement mises en œuvre par UN-HABITAT en relation avec le BMH et le BDA, activités de préparation aux risques et aléas et élaboration de la réponse mises en œuvre par OCHA en relation avec le BNGRC. Au-delà de l'intensification des relations de travail avec les autorités notamment locales dans un contexte de crise, le projet a permis, du fait de la logique conjointe et de l'optimisation des avantages comparatifs, de créer un véritable réseau relationnel, intégrant également les partenaires de mise en œuvre.

Ce réseau relationnel, essentiel dans la mise en œuvre du projet, est aussi déterminant dans la définition de la stratégie de pérennisation des activités-clés du projet. Cette expérience et cette capacité qui posent les jalons d'une collaboration future constituent une bonne pratique à capitaliser !

Le rôle de la coordination nationale pour permettre cette mise en œuvre conjointe a été capital. L'existence d'une **coordination dédiée** apparaît comme un **facteur-clé de succès**, absolument nécessaire pour que le projet soit mis en œuvre de manière réellement conjointe et intégrée. Le projet Sécurité Humaine à Antananarivo a eu la chance de pouvoir compter sur une coordination d'un engagement exemplaire qui a largement contribué aux succès du projet.

- **Autonomisation des communautés locales par la création de structures locales**

Comme l'illustrent les mécanismes de protection communautaires, l'existence de structures locales est une condition sine qua non, non seulement de la mise en œuvre des activités du projet mais, au-delà, de l'existence d'initiatives visant une réduction durable des vulnérabilités dans le Fokontany. C'est la dimension de base du projet, le préalable de toute autre activité. La création des structures locales (KIFMO, VQ, MAS) a d'ailleurs été saluée par l'ensemble des acteurs ayant pris part au projet. Organes permettant la facilitation des activités du projet au sein des Fokontany, ces structures sont au cœur de la stratégie de renforcement des mécanismes communautaires de protection et ont permis la mise en place d'approches novatrices, telles que la prise en charge intégrée des enfants victimes de négligence au sein de leur famille, avec des résultats probants en terme de réinsertion scolaire durable. Ayant bénéficié de renforcements de capacités dans les domaines d'intervention du projet, et ayant développé les outils de planification locale, elles le pivot de l'autonomisation des communautés locales. Dès lors, la création et la

formation des structures locales, au cœur de l'approche Sécurité Humaine d'autonomisation des communautés locales, constituent donc un **prérequis fondamental**. Il est intéressant de noter que les KIFMO ont permis de créer une continuité dans les actions de développement au niveau local dans un contexte politique de changement des responsables locaux. Autant qu'une bonne pratique, la création de structures locales constitue donc un **facteur-clé de succès**.

La création de structures locales va de pair avec le développement **d'outils de planification locale**. Ces outils permettent aux communautés locales de s'approprier leur destin. En formalisant les rôles de chacun, ces outils responsabilisent les différents acteurs locaux. Véritables plans de développement au niveau des Fokontany articulant besoins et priorités, ils peuvent faciliter la mobilisation de ressources.

Enfin, ces structures locales sont fondées sur la valeur de volontariat. C'est la volonté d'aider son prochain qui motive les structures à jouer leur rôle au sein de leur communauté. Ce volontariat, c'est la représentation de la responsabilisation des acteurs locaux.

- **Valorisation des activités de sensibilisation et de mobilisation sociale des populations vulnérables pour conduire à un vrai changement de perception et de comportement**

A force d'actions de sensibilisation, les nouvelles structures ont gagné la confiance de leur cœur de cible, les populations vulnérables. Grâce aux activités développées dans le cadre du projet, la perception que les communautés vulnérables ont des autorités locales a changé: les habitants osent désormais aller dans les bureaux de Fokontany, ils osent aller dans les Sahan'ny ankizy et les Centres Ilaiko. Ce travail de relationnel et de sensibilisation a donc permis de bâtir une relation de confiance qui doit être préservée et nourrie qui a conduit à un réel **changement de comportement**.

Section VI. Leçons apprises

Liées à la conception du projet

- **Excès de concepts et dispositifs innovants**

Le projet Sécurité Humaine était un projet pilote, incluant de nombreuses activités innovantes. Cette accumulation a conduit au fait que certaines activités n'ont pas été suffisamment intégrées au reste des activités (e.g. volet Jeunes), et que certaines activités n'aient pas pu être entièrement mises en œuvre, faute de méthodologie disponible ou de temps pour développer l'approche qui aurait dû présider à leur mise en œuvre (e.g. diagnostic de crime et violence à l'échelle d'Antananarivo, stratégie multidimensionnelle des risques et aléas à l'échelle de la ville).

- **Le phasage, une bonne initiative mais...**

La mise en œuvre du projet en trois phases a été décidée pour faciliter la mise en œuvre du projet et pour permettre d'avoir une dynamique de leçons apprises et corrections au sein même du projet. Le phasage a bel et bien aidé à la mise en application du projet durant les premiers mois, mais la mise en œuvre du projet dans les Fokontany de la phase trois a été trop tardive. Certaines activités n'ont été réalisées que très récemment, ce qui a créé des frustrations au niveau local où les communautés, alertées du développement d'un nouveau projet, attendaient des réalisations concrètes.

Liées à la mise en œuvre du projet

- **Confusion sur les dispositifs supportés par le projet**

Le projet prévoyait le développement d'un nombre limité de structures de protection. Le processus de sélection des Fokontany a reposé sur une base volontaire et sur la base du dépôt d'un dossier. L'un des critères clés de sélection consistant dans la stratégie de pérennisation. La sélection finale a été conduite par la ville même. Le processus de sélection a donc été totalement transparent, objectif et est documenté. Néanmoins, les quartiers qui n'ont pas été élus considèrent cette situation comme un manque d'équité et se plaignent de la situation. Il semble donc qu'un effort de communication complémentaire soit nécessaire.

- **Insuffisante prise en compte des structures existantes**

Les structures locales préexistantes au projet (e.g. fiantso) n'ont pas suffisamment été prises en considération lors de la conception et de la mise en œuvre du projet. Cet état de fait a créé une distorsion dans les conditions qui régissaient l'intervention des fiantso dans leurs communautés et celle des MAS et VQ. Cette concurrence entre structures existantes et nouvelles structures est néfaste car elle ruine la motivation des premières et crée une jalousie et confusion contre-productive du point de vue de la protection que ces structures doivent apporter.

- **Manque d'alignement dans les conditions d'intervention des structures locales**

Un autre point de vigilance à ne pas minimiser dans le conflit latent entre les MAS et les Fiantso (les partenaires de base de l'UNICEF dans la protection des enfants) consiste dans l'indemnisation. Ces derniers se sentent lésés du fait qu'ils accomplissent leurs tâches d'une manière volontaire tandis que les MAS et les volontaires de quartier perçoivent une indemnité pour certaines activités. Au-delà des structures existantes, le projet a créé une confusion au sein même de ces structures, puisque tous les PMO n'ont pas proposé le même volume d'activités aux structures locales. Ce manque de cohérence a pu aboutir à un manque de motivation et contribuer aux phénomènes d'attrition constatés sur le projet puisque, trois ans après leur mise en place, seuls 50% environ des MAS et VQ sont encore actifs.

Si le rôle des structures locales comme maillon des mécanismes de protection dans leurs communautés est par nature et doit absolument rester bénévole et fondé uniquement sur le volontariat et la volonté de faire une différence au niveau local, il semble normal que ces structures comptent sur une indemnisation pour leur participation à d'autres activités (activités de formation, de collectes de données, ateliers de travail, etc.), d'autant plus qu'elles sont souvent aussi, des populations en situation fragile. Afin de protéger leur motivation, il semble primordial de parvenir à une harmonisation de leurs conditions

d'intervention quels que soient les projets qui sont appuyés. Il paraît aussi nécessaire de s'assurer que deux personnes réalisant la même tâche perçoivent la même indemnisation.

- **Risque de récupération**

Compte tenu de leur rôle-clé au sein de leurs communautés, les structures locales ont pu être au cœur de luttes intestines et de tentatives de manipulation et de récupération surtout dans un contexte politique chargé. La création de nouvelles structures, c'est la création de nouvelles obligeances et allégeances. Ces pratiques, qui ont été relativement circonscrites, peuvent être limitées au maximum par le développement de critères clairs pour la sélection.

Liées au contexte d'intervention

- **Travail avec les institutions locales**

Le changement de responsables au niveau local, lié au contexte politique, et la rotation périodique de personnels au niveau police complique les activités notamment de renforcement de capacités, et commande de former les nouveaux responsables.

Section VII. Pérennisation et réplique

Certaines activités du projet avaient un rayon d'action plus large que les 25 Fokontany du projet (e.g. procédures de prise en charge des victimes de VBG auxquelles ont été formées les forces de police et de gendarmerie travaillant à Madagascar, et les procédures de prise en charge médicales, programme Vina lombonana). La réplique d'autres activités est aisée (e.g. protocoles VBG). Pour d'autres activités, la pérennité est conditionnée par la **mise à disposition de nouveaux fonds supportant le fonctionnement des dispositifs** (e.g. **Centres Ilaiko, formation professionnelle**) ou leur **mise à jour** (e.g. **cartographies sommaires, collecte de données**), voire leur développement, le projet n'ayant qu'appuyé le développement du concept (e.g. **lavoires mobiles**). L'intégration de la commune dans le processus de pérennisation apparaît comme un atout clé, facilité par l'implication des communes en tant que maîtres d'ouvrages des activités. Elle n'est néanmoins pas suffisante.

La pérennité de nombreuses activités du projet dépend aussi de la survie des structures locales. De ce point de vue, la majorité des communautés locales considère qu'elles survivront au projet, mais conditionnent cette survie à leur « formalisation », c'est-à-dire le regroupement des structures locales en association au niveau de chaque Fokontany, processus déjà achevé dans certains Fokontany et en cours dans les autres. Pour ce qui est de leur implication personnelle, les membres des structures locales qui ont participé aux dialogues communautaires et à l'atelier de capitalisation semblent disposés à poursuivre leur mission au sein de leurs communautés. Néanmoins, il est difficile de considérer ces déclarations comme de véritables engagements à long terme, surtout lorsque le projet ne pourra plus soutenir les efforts de formation et compenser certaines activités. La question de la survie des structures locales et de leur implication personnelle est donc bien posée.

Section VIII. Vue synoptique des investissements rapportés aux réalisations

Le tableau ci-dessous synthétise les réalisations du projet par activité (classées de manière thématique) et les confronte aux investissements réalisés, permettant de dégager un coût par bénéficiaire. L'investissement requis pour pérenniser ou pour répliquer les structures est également porté, avec le nombre de bénéficiaires potentiellement affectés, ce qui permet d'illustrer les gains en terme d'efficacité dont bénéficieraient des donateurs entrant à ce stade, compte tenu des investissements du projet sécurité humaine.

Les informations portées dans ce tableau sont données à titre provisoire, certaines activités étant encore en cours d'achèvement lors de la rédaction du présent document. Les données financières sont celles transmises par les agences des Nations-Unies et leurs partenaires de mise en œuvre. Il convient de rappeler que, compte tenu du caractère intégré et conjoint du projet, les partenaires de mise en œuvre ont bénéficié de synergies pouvant, dans certains cas, réduire les coûts associés à la mise en œuvre des activités. Par exemple, en plus de l'investissement propre à la mise en œuvre d'une activité spécifique, il convient d'ajouter les investissements préalables réalisés pour la mise en œuvre d'activités pré-requises ou liées.

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplication	Commentaires
1 – Création, autonomisation des structures locales et renforcement de capacités, et planification locale				
1. 1 Etablissement des KIFMO, MAS et VQ , renforcement de capacités et implication des structures locales pour la sécurisation des quartiers	25 KIFMO formés, 60% femmes 500 VQ identifiés et formés, environ 50% toujours actifs en fin de projet 88 MAS identifiés et formés, environ 50% toujours actifs en fin de projet 50 chefs / chefs adjoints de Fokontany et 355 membres d'associations locales formés (plus de 60% de femmes)	Coûts associés à la mise en place des KIFMO faibles (seulement matériel de réunion et photocopies) Formation : Environ 10 USD par personne par jour de formation	Réplication : 50 à 100 USD par nouveau KIFMO Pérennisation (recyclage des VQ et MAS identifiés et formés dans le cadre du projet) : 500 à 1000 USD par séance de formation suivant le nombre de participants et le nombre de sujets couverts	Mise en place de KIFMO facilement répliquable à l'échelle municipale L'identification / formation de VQ ou MAS hors activités à mettre en œuvre, n'est pas pertinente Néanmoins, afin de motiver les VQ et MAS existants à continuer à jouer leur rôle de référents dans leurs quartiers, il semble souhaitable d'organiser des séances de formation/ recyclage de manière périodique
1. 2. Formation des Jeunes Pairs Educateurs (JPE), sensibilisation de la jeunesse à travers des forums pour la jeunesse et formation / sensibilisation en life-skills	80 JPE identifiés et formés aux compétences de la vie et 2,200 jeunes sensibilisés	Détails auprès de la section Communication for development (C4D) de l'UNICEF	-	-

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplication	Commentaires
<p>1. 3. Stratégies locales pour la réduction des vulnérabilités (SLRV) et des plans d'actions locaux pour la prévention de la violence (PALPV)</p> <p>et Appui à la mise en place d'un volet de ces plans (suivant les Fokontany : réfection de passerelles, ruelles, réhabilitation de bureaux de Fokontany, Sahan' ny ankizy, lavoirs et latrines publics)</p>	<p>17 SLRV et PALPV adoptés, les 8 derniers sont en cours d'adoption</p> <p>Construction/réhabilitation/équipement de 8 centres pour l'accueil des enfants</p> <p>Mise en œuvre ou rénovation de petites infrastructures pour accroître la sécurité dans les Fokontany. Dans l'ensemble, plus de 6 km de ruelles et 500m de berges sont aménagés et sécurisés, 5 bureaux Fokontany (y compris certains fonds affectés à la rénovation de CFS), 2 lavoirs publics, 2 latrines publiques sont construits ou rénovés bénéficiant à l'ensemble de la population des Fokontany</p>	<p>Environ 800 USD par Fokontany pour l'élaboration des SLRV et PALPV</p> <p>Environ 10 000 USD par Fokontany pour les actions d'infrastructure et de prévention de la violence</p>	<p>Réplication : 500 USD par Fokontany compte tenu de l'expertise développée dans le cadre du projet (PMO mais aussi CUA)</p> <p>Soutien aux actions d'infrastructure facilité par l'existence des SLRV et PALPV qui fournissent un cadre d'intervention guidé par les priorités des populations locales</p>	<p>L'élaboration de stratégies et plans d'actions locales requiert l'existence préalable de structures locales (KIFMO). Cet investissement doit donc également être considéré.</p> <p>Les stratégies et plans d'actions constituent des plans de développement élaborés par les communautés locales elles-mêmes à l'échelle du Fokontany qui facilitent l'intervention de bailleurs intéressés dans le soutien en infrastructure.</p>

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplication	Commentaires
2- Renforcement des structures et mécanismes de protection				
2. 1. Mise en place des protocoles locaux contre les violences basées sur le genre (VBG) et nouvelles procédures de prise en charge de ces victimes au niveau de la police	<p>Protocoles locaux adoptés et validés dans les 25 Fokontany</p> <p>29 policiers et 25 gendarmes ont été formés aux nouvelles procédures d'accueil et de prise en charge des victimes de VBG</p> <p>9 postes de police et 3 postes de gendarmerie ont reçu des équipements (informatique, mobilier).</p>	Détails auprès de l'UNFPA	Frais de réplication très faibles	<p>Protocoles locaux facilement applicables à de nouveaux Fokontany</p> <p>Formation périodique des personnels des forces de police et des brigades de gendarmerie souhaitable</p> <p>Module à intégrer dans la formation de base des personnels</p> <p>Soutien institutionnel nécessaire pour toutes ces actions</p>
<p>2. 2. Formation des médecins et paramédicaux sur la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG)</p> <p>Fourniture de kits d'intrants médicaux destinés à la prise en charge des victimes de VBG dans les structures médicales publiques de la ville</p> <p>Et élaboration d'un guide médical sur la prise en charge des victimes de VBG</p>	<p>Plus de 25 docteurs et 50 paramédicaux opérant dans 12 structures de santé (6 Centres de Santé de Base (CSB), 2 hôpitaux, 4 centres de santé gérés par la CUA) formés</p> <p>Kits distribués au 12 formations sanitaires</p> <p>Guide médical élaboré</p>	Détails auprès de l'UNFPA	-	<p>Formation périodique des personnels médicaux souhaitable pour la pérennisation</p> <p>La mise à l'échelle nécessite une clarification de la stratégie nationale de prise en charge</p>

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de répliation	Commentaires
2. 3. Renforcement des mécanismes communautaires d'identification, de référencement et de suivi pour les enfants en situation de vulnérabilité extrême ou en souffrance (rappel : 5 membres de KIFMO compétents dans chaque Fokontany)	750 des Fokontany personnes sensibilisées dans le cadre de l'atelier de travail pour développer le micro plan de protection de l'enfant Appui à la scolarisation de 940 enfants et renforcement des capacités productives des familles dans le cadre de la prise en charge communautaire intégrée	Détails auprès de la section Gouvernance pour la protection de l'enfant de l'UNICEF	Pérennisation : structures autonomes Réplication : Détails auprès de la section Gouvernance pour la protection de l'enfant de l'UNICEF	Recyclage et motivation des membres KIFMO en charge de la prise en charge communautaire souhaitable
2. 4. Mise en place de : - centres Sahan' ny Ankizy , - d'un centre d'accueil (structure préscolaire accueillant environ 80 enfants issus de familles très vulnérables) - d'un centre d'urgence pour renforcement de la protection des enfants (Centre d'accueil d'urgence pour les enfants victimes de maltraitance de la CUA au BMH).	6 Sahan'ny Ankizy ouverts accueillant en moyenne une soixantaine d'enfants par centre Appui en matériel et équipement d'une structure préscolaire ouverte accueillant 80 enfants Soutien au Centre d'urgence du BMH pour l'accueil des enfants victimes de violences	Détails auprès de la section Gouvernance pour la protection de l'enfant de l'UNICEF	Pérennisation : structures autonomes Réplication : Détails auprès de la section Gouvernance pour la protection de l'enfant de l'UNICEF	Recyclage et motivation des volontaires permettant aux Sahan'ny ankizy de fonctionner souhaitable

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplication	Commentaires
<p>2. 5. Services et sensibilisation offerts dans les Centres Ilaiko (Manarintsoa Centre, Isoavimasoandro)</p> <p>Liste des services offerts : écoute et soutien psycho-social, orientation juridique, diagnostic et orientation professionnelle, formation, suivi</p>	<p>Plus de 4000 bénéficiaires accueillis, dont 91% ont bénéficié d'un service Ilaiko</p> <p>Collaboration avec le service social de la DPSP pour le renforcement des capacités des familles des 940 enfants participant à la prise en charge communautaire intégrée</p> <p>11 enfants ont bénéficié du fonds d'urgence</p> <p>321 personnes référées par Ilaiko auprès des cliniques juridiques</p> <p>150 business plans soutenus sur 244 développés avec un taux de survie de 45%</p>	<p>Détails auprès de la Section Gouvernance pour la protection de l'enfant de l'UNICEF et du partenaire de mise en œuvre PlaNet Finance</p>	<p>La pérennité des structures n'est pas assurée car les frais de fonctionnement ne sont plus couverts à partir de fin novembre 2014. Bien qu'une stratégie de pérennisation ait été élaborée sur le plan technique, la continuité de ces services ne peut être garantie sans source de financement.</p>	<p>La stratégie de pérennisation des deux structures existantes implique la CUA, en particulier la DASC et la DPSP. Le transfert de compétences est en cours. Le développement d'une troisième structure est à l'étude.</p>

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplique	Commentaires
3- Mobilisation sociale				
3. 1. Campagnes de sensibilisation et événements socio-culturels pour la promotion et la protection des droits des enfants, des femmes et des jeunes	50 chefs / chefs adjoints de Fokontany et 355 membres d'associations locales formés (plus de 60% de femmes)	-	-	-
3. 2. Mobilisation médiatique pour le renforcement de la cohésion sociale : production et diffusion du programme Vina Lombonana sur Radio ACEEM	70 programmes diffusés portant sur 20 thèmes 261 personnes issues des quartiers du projet ont participé en 2013 à des focus group Plus de 200 personnes invitées	Environ 45 000 USD	Dépend du type de programme, objectifs, canaux de diffusion etc.	Rediffusion du programme Vina Lombonana possible
3. 3. Mobilisation sociale pour le renforcement de la cohésion sociale : concours de chant, tournois sportifs, concours de tamabofo (Ny Sahy)	Plus d'une centaine d'événements réalisés regroupant en moyenne 200 personnes (total : 20 000 personnes) plus 4000 personnes aux finales	Détails auprès de UN-HABITAT	Pérennisation : organisation autonome au niveau des Fokontany possible avec de petits moyens / sponsors	Facilitée par la pré-existence de KIFMO en charge de l'organisation et de la gestion des socio-events

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplication	Commentaires
4- WASH				
4. 1. Travaux de curage des canaux et nettoyage dans les quartiers	6757 travailleurs vulnérables (60% de femmes), représentant plus de 67 500 jours de travail. Au total, plus de 15 000m de canaux ont été nettoyés	Détails auprès de UN-HABITAT ou du partenaire de mise en œuvre DE.PAR	Dépend de l'action envisagée	Les travaux de nettoyage et curage doivent être coordonnés par les RF2 dans les Fokontany où ces structures ont été établies
4. 2. Sensibilisation des communautés locales sur les risques sanitaires liés au manque de services de base (porte-à-porte et concours de tri des matières plastiques) (DRV)	Plus de 188 000 personnes sensibilisées en deux phases	Environ 300 USD par Fokontany	Pérennisation, réplication : 25 USD permettent de toucher environ 25 personnes	Nouvelles actions de sensibilisation souhaitables dans les Fokontany d'intervention du projet dans une perspective de changement de comportement (effort continu)
4. 3. Appui à l'établissement du système RF2 et adoption des Chartes de coresponsabilité pour la prestation des services de base	25 RF2 institués Chartes adoptées dans 24 Fokontany	Environ 600 USD pour l'instauration d'une nouvelle structure et 250 USD par mois de frais de fonctionnement Environ 65 USD par Fokontany	Stratégie de pérennisation : frais de fonctionnement couverts par un système de cotisation perçu auprès des habitants des Fokontany Réplication : 600 USD par structure Réplication : 65 USD par Fokontany	L'instauration de RF2 nécessite le soutien de la CUA et est facilité par la réalisation d'actions de sensibilisation au préalable L'adoption des Chartes nécessite l'existence préalable de RF2 opérationnels au niveau du Fokontany et repose sur l'implication de la CUA
4. 4. Construction et opérationnalisation de centres de tri (Andranomanalina Centre, Andavamamba et IIIG Hangar)	3 centres de tri construits et opérationnels ou en cours d'opérationnalisation employant une cinquantaine d'employés (chiffres intégrant les RF2) Mobilier urbain créé, notamment des lavoirs mobiles avec un potentiel important du point de vue de l'emploi des femmes	Détails auprès de UN-HABITAT et du partenaire de mise en œuvre MIARINTSOA	-	Le développement de nouvelles structures nécessite la réalisation préalable d'études de faisabilité et d'analyse du système économique et une articulation avec les centres développés dans le cadre du projet

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplication	Commentaires
5- Soutien économique				
5.1. Soutien au développement de projets de petite échelle pour les Jeunes (Don Bosco)	13 AGR soutenues	Détails auprès de la section C4D de l'UNICEF	-	-
5.2. Formation professionnelle pour 1200 bénéficiaires	1227 jeunes formés, dont 690 orientés vers le secteur formel et 365 placés	Environ 80 USD par stagiaire - Détails auprès de UN-HABITAT ou du partenaire de mise en oeuvre CEFOR	-	L'implication des structures locales a facilité le processus de sélection des bénéficiaires
5.3. Soutien à l'élaboration de business plans (CEFOR, PlaNet Finance)	155 business plans soutenus (sur 240 business plans finalisés) avec 70 AGR fonctionnelles pour CEFOR 150 business plans soutenus (sur 244 finalisés) avec 45% de survie pour PlaNet Finance	Détails auprès de CEFOR et PlaNet Finance	-	Nécessite la pré-existence d'un processus d'identification de candidats potentiels au développement de leur propre activité, de formation de ces candidats et d'une structure de sélection et de soutien au développement des AGR

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplication	Commentaires
6- Exposition aux vulnérabilités				
6.1. Elaboration des cartographies sommaires de vulnérabilité (COOPI et YMCA)	25 cartographies réalisées et mises à jour en 2013 et 2014	Environ 1000 USD par Fokontany	-	Mise à jour réalisée à moindre coût
6.2. Elaboration d'audits locaux de sécurité (YMCA)	25 audits locaux de sécurité (marches pour la sécurité) réalisés	Détails auprès de UN-HABITAT et du partenaire de mise en œuvre YMCA	-	-
6.3. Collecte continue de données sur les indicateurs de vulnérabilité	Collecte continue de données réalisée en trois phases	Environ 50 000 USD avec le développement des indicateurs	Dépend du champ géographique et de la longueur du questionnaire	Des exercices de collecte conduits dans le futur bénéficieront: - du logiciels de base de données fYaroo sur lequel le BDA a été formé, -des structures locales (MAS) formées à la collecte et au traitement de données a permis la réalisation de ces collectes dans des conditions budgétaires particulièrement favorables. Ces ressources devraient être capitalisées dans le cadre d'exercices futurs.
7- Planification au niveau de la ville				
7.1. Diagnostic de crime et violence	Non restitué	Détails auprès de UN-HABITAT et du partenaire de mise en œuvre ECR	-	-
7.2. Evaluation des risques et catastrophes au niveau de la ville	Conduite dans le cadre des activités préparatoires au développement du plan de contingence à l'échelle d'Antananarivo	Détails auprès de UN-HABITAT	-	Résultats exploités dans le cadre de l'élaboration du plan de contingence. Mise à jour périodique souhaitable.

Thématiques et activités	Réalisations / Bénéficiaires (provisoire)	Investissement réalisé	Investissement nécessaire dans le cadre d'une stratégie de pérennisation ou de réplication	Commentaires
7.3. Plan de contingence	Elaboré et testé	Environ 60 000 USD entre les activités préparatoires (Evaluation des risques et catastrophes au niveau de la ville), les simulations et l'élaboration du plan de contingence	Environ 100 000 USD pour : l'élaboration des plans de contingence multi-risques au niveau des Fokontany, la mise en place d'au moins un centre opérationnel de gestion des crises, la conduite d'un exercice de simulation en grandeur nature (full scale simulation), la formation des autorités communales et au niveau des Fokontany sur la préparation et la gestion des crises, la mise en place d'un système de gestion automatisée des données post-catastrophes, le sensibilisation de la communauté sur les mesures à prendre pendant la phase de préparation et pendant les urgences, et la mise en place d'un système d'alerte multi-crisis constituant des éléments essentiels pour la mise à l'échelle de ce projet	Toute intervention en matière de planification urbaine bénéficie de l'effort important conduit dans le cadre du projet sécurité humaine consistant dans l'élaboration de ce premier plan à l'échelle municipale, mais aussi dans les relations instaurées avec les instances municipales, notamment le BDA, dépositaire des outils de planification et de suivi développés dans le cadre du projet
7.4. Développement d'un système d'alerte précoce (rebaptisé Système Expérimental de Suivi Précoce des Vulnérabilités, SESPV)	Achevé et remis à la ville	Détails auprès de UN-HABITAT et du partenaire de mise en œuvre EUDORA	Relais de financement nécessaire pour la conduite de collecte de données dans le futur	Outils ancrés au sein du BDA, mais l'opérationnalisation du système dépend de la mise à disposition de fonds pour la mise en place d'un observatoire des vulnérabilités et la collecte de données périodique
7.5. Stratégie multidimensionnelle de gestion des risques au niveau de la ville	Activité non finalisée	-	-	-

Section IX. Recommandations

Pour les partenaires techniques et financiers dans le cadre du développement de futurs projets

- **Pérenniser et répliquer les activités-clés du projet**

Comme indiqué ci-dessus, en dépit de leur succès, certaines activités-phares du projet ne sont pas pérennes, notamment les **Centres Ilaiko** qui offrent un service gratuit, de qualité, à des populations vulnérables n'ayant pas les moyens « d'acheter » ce service. En dépit de la forte implication de la CUA pour assurer au maximum la continuité des services, il va être difficile de maintenir la gamme de services sans appui extérieur aux frais de fonctionnement de la structure. Un autre axe de pérennisation des initiatives du projet consiste dans l'appui à la mise à jour des outils de suivi de l'exposition aux vulnérabilités (**collecte de données et SESPV**). Enfin, les PALPV, outils de développement local, listent les priorités des communautés locales en terme d'aménagement et d'infrastructures. Ils constituent donc des feuilles de route de l'aménagement des Fokontany.

- **Concevoir des actions plus ciblées dans les domaines de compétence des agences**

En dépit des vertus de l'approche intégrée, une intervention dans des domaines d'action trop éparés complique la gestion des activités, et la coordination entre les différents acteurs participant à la mise en œuvre du projet. La question de la compétence peut également se poser avec, dans le projet Sécurité Humaine d'Antananarivo, la mise en œuvre d'activités à la lisière du mandat de certaines agences. Afin de faciliter la mise en œuvre, il est donc souhaitable de développer des projets avec des champs d'actions moins larges et de convoquer les agences et partenaires compétents dès le stade de la conception du projet. Une plus grande coordination des différents acteurs aussi, dès le stade de la conception, mais également dans la mise en œuvre. Dans ce cadre, des actions plus ciblées peuvent limiter le nombre d'intervenants et rendre plus facile la coordination des différents partenaires. Les partenaires, en particulier les agences des Nations-Unies, doivent aussi s'efforcer de concevoir ensemble, et avec l'ensemble des intervenants, en particulier les Fokontany d'intervention, un planning et un plan de travail uniques.

- **Anticiper et renforcer les efforts de coordination entre agences et partenaires de mise en œuvre**

Le développement d'interventions plus ciblées devrait permettre de faciliter la mise en œuvre de projets conjoints, en minimisant le nombre d'acteurs impliqués dans la mise en œuvre. Le projet sécurité humaine à Antananarivo doit en grande partie ses accomplissements à l'engagement, à l'énergie et à la dévotion de la cellule de coordination nationale qui s'est évertuée à toujours maintenir comme principe de mise en œuvre l'objectif d'une mise en œuvre conjointe et concertée. Grâce à cette ténacité, des collaborations riches ont pu naître, créant des synergies pour des actions innovantes (e.g. l'appui en infrastructure d'UNHABITAT pour la mise en œuvre des micro-plans de protection de l'enfant développés par les Fokontany en partenariat avec l'UNICEF dans le cadre de l'adoption des PALPV).

Néanmoins, on ne peut faire reposer une mise en œuvre coordonnée sur les seuls efforts de la coordination du projet, et il paraît donc nécessaire de prévoir cette coordination dès la conception du projet afin d'éviter que les partenaires interviennent de manière simultanée et anarchique dans les quartiers pour des activités différentes, ce qui sape leur crédibilité et complique leur intervention. Les communautés locales souhaitent aussi une simplification des systèmes de rapportage d'activités et proposent aux agences de soumettre un rapport unique consolidé.

- **Promouvoir le modèle de la commune d'intervention, maître d'ouvrage**

La collaboration avec les services techniques des communes d'intervention doit être systématique et doit commencer dès le stade de conception du projet. Le modèle qui doit prévaloir est celui de la commune, maître d'ouvrage, parce que c'est le modèle naturel qui permet que les interventions des partenaires au

développement ait une cohérence d'ensemble, et parce que c'est le seul modèle qui puisse optimiser les chances de pérennisation des dispositifs mis en place.

- **Appuyer les outils de planification et de développement par des actions en matière d'infrastructure**

Cette recommandation avait été formulée par la mission de l'UNTFHS qui a visité le projet en octobre 2012. La mission recommandait de toujours être à l'écoute des besoins des populations, et de servir avant tout ces besoins. Cet effort passe par l'appui à la formalisation des priorités et besoins des communautés locales, réalisée dans le cadre du projet à travers les stratégies locales de réduction de vulnérabilité et les plans locaux d'actions pour la prévention de la violence, mais aussi par un appui matériel pour l'importance de soutenir les outils de planification par des actions correctives (soutien aux petites infrastructures ou travaux WASH responsables plébiscités par les communautés locales). Cette intervention « en nature », en appui des efforts des communautés locales à s'organiser pour changer leurs conditions de vie est essentiel pour crédibiliser ces efforts, pour motiver les populations locales et créer un environnement positif et porteur. Participer au changement de leur cadre de vie, c'est les motiver à aller plus loin. De ce point de vue, le projet a fait un peu, mais trop peu. Il a heureusement permis le développement des PALPV qui peut constituer un cadre pour la mise en œuvre de telles actions.

- **Prévoir des fonds pour pallier les urgences**

Une des critiques qui a été formulées à l'encontre du projet est le manque d'équilibre entre les fonds destinés aux actions de développement, et les fonds dédiés à la gestion des situations d'urgence. Le projet Sécurité Humaine ne comportait aucun volet pour la prise en charge d'urgences (même si des fonds ont pu réservés dans le cadre des services des Centres Ilaiko).

- **Accentuer les efforts en matière de sensibilisation et de mobilisation pour appuyer le changement de comportement**

Les acteurs du projet, en particulier les communautés locales, louent les activités de sensibilisation et de mobilisation sociale conduites dans le cadre du projet et appellent de leurs vœux davantage d'actions de communication, qu'il s'agisse de communiquer sur les dispositifs et services disponibles (e.g. protocoles VBG ou services offerts dans les Centres Ilaiko) ou qu'il s'agisse de promouvoir le changement de comportement. Les communautés locales estiment par exemple que les événements sociaux et sportifs qui regroupaient plusieurs Fokontany ont réellement contribué à un renforcement de la solidarité inter-Fokontany et que les activités IEC en matière d'assainissement ont motivé les gens à trier leurs déchets plastiques. Elles souhaitent donc être appuyées pour développer les initiatives de ce type.

Pour les partenaires au développement dans un cadre commun

- **Imposer des normes technique et sociales pour les partenaires de mise en œuvre**

Le développement de normes techniques, sanitaires et en matière de législation sociale et encadrant les conditions d'emploi des travailleurs devrait prévaloir tant au niveau des travailleurs opérant dans les structures créées par les projets qu'au niveau des PMO et de leurs éventuels sous-contractants. Une telle normalisation permettrait de protéger les travailleurs et, au-delà, participerait au soutien du développement du secteur formel, qui est à la base d'une véritable logique de développement.

- **Harmoniser les dispositifs entre projets et promouvoir une bonne gouvernance**

Chaque projet impose ses propres outils (e.g. en matière de VBG : cahier de registre et les tickets de référencement du PNUD, protocoles locaux développés dans le cadre du projet Sécurité Humaine). La multiplicité d'outils déroute les responsables locaux et produit un effet contre-productif quant au résultat recherché. Chaque projet impose ses propres niveaux d'indemnisation. Au sein même d'un projet, en fonction de l'agence ou du PMO ces indemnisations peuvent varier. Cela crée des phénomènes de compétition entre personnes travaillant pour le projet, entre agences, cela crée des jalousies et des frustrations contraires à l'esprit de volontariat que les projets cherchent à développer. Il paraît donc

nécessaire et urgent pour les partenaires au développement d'adopter des cadres communs uniques. Enfin, les bailleurs doivent s'assurer que les PMO mettent en œuvre les projets avec le niveau maximal de transparence. Là encore, la crédibilité des actions de développement est à ce prix, et il peut sembler opportun de développer des règles communes strictes en terme de gestion et de transparence financière.

Pour les communes d'intervention

- **Appuyer le processus de pérennisation par un encadrement technique**

Les communautés et autorités locales demandent aux communes, en particulier la CUA, qu'elle leur fournisse un appui technique pour leur permettre de continuer à mettre en œuvre les activités du projet.

- **Mise à l'échelle des structures locales**

Il est aussi attendu de la ville qu'elle mette à l'échelle les structures locales notamment les KIFMO dans les autres Fokontany de la ville si elle considère que ce système est utile pour le développement local et pour faciliter ses interventions locales.

- **Intégrer les outils de développement et de planification développés au niveau des Fokontany dans le plan de développement de la ville avec affectation budgétaire**

Puisque les SLRV et les PALPV sont conçus comme des plans locaux de développement, par les Fokontany mais également par les communes, il peut paraître opportun de les intégrer au schéma municipal avec une affectation budgétaire afin d'appuyer leur mise en œuvre. Les Fokontany attendent aussi de la ville qu'elle appuie la mise à jour des outils de planification (cartographies).

- **Appuyer le partage d'informations inter-Fokontany et restituer les informations**

Les Fokontany ont exprimé une certaine frustration liée au fait que, alors qu'ils sont tenus de fournir des informations et des rapports de manière périodique à la CUA, ils ne reçoivent aucun feedback sur les données remontées, dont l'utilisation et le suivi n'est jamais partagé. Tant d'un point de vue de renforcement de la motivation des acteurs locaux qu'afin d'améliorer la qualité et régularité des informations remontées, il semble souhaitable que la Commune organise périodiquement, des sessions de restitution qui constitueront également des sessions d'échange.

Pour tous

- **Capitaliser l'existant**

Le projet a permis de développer des initiatives innovantes en matière de protection. Il a aussi permis de créer des relations de travail solides entre les agences, les communes et les PMO. Il a, enfin, créé de nouvelles structures locales, légitimes dans leurs communautés. Il paraît essentiel de capitaliser ces avancées, comme le projet est venu lui-même compléter d'autres projets (e.g. : projet TanaServices). Cette capitalisation peut être faite par les communes par le biais de la réplique de certains dispositifs. Les partenaires techniques et financiers doivent aussi bâtir sur ces fondations. Les communes ont d'ailleurs exprimé le souhait que, à l'avenir, les structures locales créées dans le cadre de ce projet et les structures préexistantes (e.g. fiantso) soient utilisées par tout nouveau intervenant, plutôt que de créer encore de nouvelles structures afin que, si demain un projet touche 30 nouveaux Fokontany, il n'y ait pas un nouveau système de référence aboutissant à une situation anarchique au niveau de la ville.

Section X. Conclusion

Le projet Sécurité Humaine a permis de tester des approches innovantes qui peuvent être considérées comme des bonnes pratiques à pérenniser ou répliquer. Le projet a aussi permis aux agences des Nations-Unies, aux institutions locales, aux PMO et aux communautés locales de collaborer pour le bien des populations vulnérables d'Antananarivo. Cette action convergente et concertée visant l'appui aux groupes vulnérables a donc posé les bases harmonieuses de futurs projets de développement urbain. L'évaluation indépendante, conduite en parallèle à ce processus de capitalisation, devrait permettre de confirmer si l'approche Sécurité Humaine a été efficace, efficiente, et si elle a eu un impact sur les bénéficiaires ciblés.

Grâce au projet Sécurité Humaine, les conditions de vie de certains habitants, de certaines familles en situation de vulnérabilité ont changé, la protection des victimes a été renforcée. Les populations vulnérables ont appris à faire confiance aux dispositifs développés pour les appuyer. Aujourd'hui, ils espèrent la réplique des mécanismes clés, comme les Sahan'ny ankizy ou les Centres Ilaiko, sans savoir que le fonctionnement même des Centres Ilaiko existant est en péril. Les populations vulnérables ont de nouveaux réflexes, de nouveaux repères. Enlever ces repères pourrait les faire tomber dans une marginalisation plus grande, mâtinée de frustration et de déception.

Alors que, selon les projections de migration rurale-urbaine, près de 200 000 personnes arrivent chaque année dans l'agglomération tananarivienne dont la taille pourrait donc doubler dans les 10 prochaines années, il semble urgent que les partenaires au développement s'engagent en milieu urbain. Il faut continuer à protéger les populations locales, en continuant l'œuvre du projet Sécurité Humaine et en s'engageant dans une lutte contre les stupéfiants, une des priorités du PDS. Ensemble, soutenons l'engagement des communautés locales contre la violence et la vulnérabilité!

Liste des acronymes et abréviations

AFD	Agence Française de Développement
AHM	Action Humanité Madagascar
BDA	Bureau de Développement d'Antananarivo
BMH	Bureau Municipal d'Hygiène
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes
CAS	Centre d'Accès aux services (nommés Centres Ilaiko dans le cadre du projet)
C-CAP	Carrefour des Consultants Animateurs et Paysans
CDA	Comité de Développement Antohatapenaka
CFS	Child Friendly Spaces ou Sahan ny'Ankizy en malgache
CHS	Commission on Human Security
CLSH	Comité Local de Sécurité Humaine (baptisés KIFMO)
COOPI	Cooperazione Internazionale
CRM	Croix Rouge Malagasy
CUA	Commune Urbaine d'Antananarivo
CSB	Centre de Santé de Base
DAS	Direction des Affaires Sociales de la CUA (ancienne DASC)
DASC	Direction des Affaires Sociales et Culturelles de la CUA
DASSP	Direction de l'Assistance Sociale et de la Santé Publique de la CUA (ancienne DPSP)
DEPAR	Développement et Participation
DIPECHO	Agence de Préparation aux Désastres du bureau de la Commission Européenne pour l'aide humanitaire
DPSP	Direction de la Population et de la Santé Publique de la CUA
DRJLA	Direction régionale de la Jeunesse et des Loisirs d'Analamanga
FAO	Food and Agriculture Organization
FIFAR	Fikambanan'ny Fokontany Antananarivo-Renivohitra
FIFTAMA	Intercommunalité du Grand Tana (OPCI)
GD	Groupe Développement
HAT	Haute Autorité de la Transition
HIMO	Haute intensité en main d'œuvre (travaux de nettoyage des quartiers et curage des canaux)
HSU	Human Security Unit
Centres Ilaiko	Nom malgache donné aux Centres d'Accès aux Services (CAS)
IOV	Indicateurs Objectivement Vérifiables
JPE	Jeunes Pairs Educateurs
KIFMO	Komity Ifotony momba ny Fiarovana ny Maha-Olona (voir CLSH)
MAE	Ministère des Affaires étrangères
MAS	Mpanentana Ara-tSosialy / Mobilisateurs techniques et sociaux
MGA	Ariary (monnaie locale)
MJL	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs

MoU	Memorandum of Understanding
MPAS	Ministère de la Population et des Affaires Sociales
NGO	Non-Governmental Organization
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONC	One-Stop Centers rebaptisés Centre d'Accès aux Services, Centres Ilaiko
ONG	Organisations Non-Gouvernementales
OPCI	Organisme Public de Coopération Intercommunale
OSC	Organisations de la Société Civile
OVI	Objectively Verifiable Indicators (voir IOV)
PALPV	Plans d'actions locaux pour la prévention de la violence
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCA	Programme Cooperation Agreement
PMM	Police des Mœurs et de Protection des Mineurs
PMO	Partenaire de mise en œuvre
PPAB	Programme Participatif pour l'Amélioration des Bidonvilles (programme financé par DIPECHO et mis en œuvre par UN-HABITAT, initié in 2013)
PSC	Programme support costs
SADC	Southern African Development Community
SAMVA	Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo
SAP	Système d'Alerte Précoce rebaptisé Système Expérimental de Suivi Précoce des Vulnérabilités, SESPV
SESPV	Système Expérimental de Suivi Précoce des Vulnérabilités
SFCG	Search for Common Ground
SLRV	Stratégie locale de prévention des vulnérabilités
SPDTS	Syndicat des Professionnels Diplômés en Travail Social
ToR	Terms of Reference
UN	United Nations
UNCT	United Nations Country Team
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UN-HABITAT	United Nations Human Settlements Programme
UNFPA	United Nations Population Fund
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNS	United Nations System
UNTFHS	United Nations Trust Fund for Human Security
VBG	Violences basées sur le Genre
VNU	Volontaires des Nations-Unies
VQ	Volontaires de Quartiers
WASH	Water, Sanitation, Hygiene
WFP	World Food Program

WHO	World Health Organization
YMCA	Young Men Christian Association

Annexe 1 - Fiches techniques d'activités

Les activités identifiées comme des bonnes pratiques (page 14) sont présentées d'abord.

Les activités identifiées comme des activités-phares par les bénéficiaires et communes d'intervention (pages 10 à 12) sont présentées ensuite.

Les autres activités du projet sont présentées en fin de document.

Rappel : on entend par bonne pratique, un « *outil/approche/activité innovant et répliquable ou pérenne, qui a conduit à un changement de comportement ou de méthode de travail ayant produit un effet positif et significatif dans la zone et la communauté d'intervention* »⁹.

Liste des fiches techniques

Bonne pratique	43
Création des structures locales et renforcement de capacités	43
Appui à l'élaboration de stratégie locale de réduction de la vulnérabilité (SLRV) et de plan d'actions locales de prévention de la violence (PALPV).....	46
Appui à l'élaboration du plan de contingence	49
Renforcement des mécanismes communautaires dans le cadre de la protection de l'enfant.....	51
WASH Responsable : Activités de sensibilisation sur les risques sanitaires, adoption de charte de responsabilité sur le WASH, mise en place et renforcement de mécanismes communautaires RF2.....	56
Activité-clé.....	61
Renforcement du référencement local des survivants de violences basées sur le genre (VBG)	61
Amélioration du traitement des cas de violence basée sur le genre par la police et la gendarmerie	63
Amélioration des services de prise en charge médicale des cas de violence basée sur le genre	64
Mobilisation sociale pour la cohésion sociale	66
Centre d'accès aux services ou Centres Ilaiko	70
Formation professionnelle	74
Valorisation des déchets au niveau de deux centres à Antohomadinika 3 G Hangar & Andavamamba Anatihazo I du centre multifonctionnel et de production de brique énergétique d'Andranomanalina.....	77
Conception de lavoirs mobiles et de mobilier urbain dans les centres de valorisation des déchets.....	81
Appui aux travaux de gestion des déchets, curage des canaux et nettoyage Fokontany	83
Réalisation de sous-projets locaux de prévention de la violence	86
Promotion de la jeunesse	90
Collecte continue des données	93
Développement d'un système expérimental de suivi précoce des vulnérabilités	95

⁹ Comité de pilotage du 18 août 2014

Création des structures locales et renforcement de capacités

1. Contexte

L'approche Sécurité Humaine prône l'autonomisation des communautés locales qui doivent participer à la formulation de leurs besoins et être accompagnées par des actions de protection et de sécurisation de leurs conditions de vie. Le projet Sécurité Humaine à Antananarivo s'est efforcé de mettre en œuvre des activités multisectorielles de manière conjointe, en renforçant, au préalable, les communautés locales (création de structures locales, renforcement de capacités). Pendant plus de trois ans, ces structures locales ont été le vecteur du projet dans les quartiers d'interventions, en facilitant sa mise en œuvre, avec l'appui des PMO. Elles ont aussi été impliquées dans les initiatives de développement des outils de planification (implication des KIFMO dans l'élaboration des SLRV, PALPV et Chartes de coresponsabilité) et sont au cœur des mécanismes communautaires de protection de l'enfant et de référencement pour les victimes de VBG.

2. Description de l'activité

2.1 Création des structures locales

Dans la phase de démarrage du projet dans les Fokontany d'intervention, cette activité a consisté dans :

- la création d'un comité local de sécurité humaine par Fokontany ou **Komity Ifotony momba ny Fiarovana ny Maha-Olona (KIFMO)**,

Le KIFMO rassemble les représentants du comité exécutif du Fokontany (Chef du Fokontany, son adjoint), des chefs des secteurs, des différentes commissions (sécurité, vigilance, sociale, économique, etc.), des diverses associations (gestion d'eau, jeunes, sports, femmes, religieuses, etc.), des différentes couches populations (Ray aman-dreny, sans emplois, etc.). Composé de 25 membres, le KIFMO sert de plateforme de concertation au sein du Fokontany. Le KIFMO est l'organe-clé d'implémentation du projet. C'est le KIFMO qui formalise les outils de planification (SLRV, PALPV, Chartes de coresponsabilité), décide des actions supportées dans le cadre de ces outils de planification, et plus largement contribue à l'organisation et la mise en œuvre du projet, par exemple en participant à la définition du planning de mise en œuvre des activités.

La création de ce comité ainsi que le choix de ses membres ont été approuvés par la communauté en audience publique.

- l'identification de **88 mobilisateurs techniques et sociaux (MAS)** ayant une expertise particulière dans un champ d'intervention du projet

Personnes choisies grâce à leur dynamisme, leur niveau d'instruction, leur technicité et expérience et leur forte disposition à travailler avec les populations les plus vulnérables, les MAS ont été mobilisés auprès des Fokontany d'intervention du projet, des Fokontany environnants et au sein des réseaux des Fiantso. Tout en ayant été formés à l'ensemble des dimensions du projet, les MAS ont reçu une formation additionnelle spécifique dans une de ces dimensions. Ils jouent ainsi le rôle de référents techniques auprès des VQ et de membres des KIFMO et sont un partenaire privilégié d'exécution des activités du projet par les PMO (notamment les activités de sensibilisation, mobilisation sociale et collecte continue de données) avec une capacité d'encadrement des autres personnels.

- l'identification de 20 volontaires de quartier (VQ) par Fokontany soit **500 VQ** au total

Personne volontaire issu de son **Fokontany d'origine**, animée par l'amour de participer au développement de son Fokontany, les VQ ont pour attribution-clé d'effectuer des actions de sensibilisation sur les thématiques d'intervention du projet, d'informer la population du quartier sur les réunions et les activités organisées par le projet et sur toute autre activité visant la réduction des vulnérabilités et la prévention des violences au sein du Fokontany. Au cœur des mécanismes communautaires de protection, ils sont formés pour être capables d'identifier les cas d'abus perpétrés contre les personnes vulnérables (enfants, femmes, etc.), les rapporter aux instances indiquées (chef du Fokontany, association, Police), et faire le suivi de ces cas, et sont au cœur de la pratique innovante de prise en charge intégrée des enfants victimes de négligence au sein de leurs familles, en s'assurant que la réinsertion scolaire de ces enfants est durable.

Les membres KIFMO peuvent être MAS ou VQ. En revanche, le cumul de rôle VQ/MAS n'est pas possible.

2.2 Renforcement des capacités des structures locales

Les structures locales ainsi créées ont bénéficié de renforcement de capacités dans les champs d'intervention du projet (protection et droits de l'enfant, promotion de la jeunesse, promotion des femmes, médiation dans les cas de violence domestique, prévention de la violence en milieu urbain, développement urbain, foncier) et de séances de recyclage.

3. Résultats

Cette activité a permis la création de 25 KIFMO, l'identification de 500 VQ et de 90 MAS, et la formation de ces structures aux dimensions du projet. A la fin du projet, les 25 KIFMO continuent de fonctionner, et environ 50% des VQ et MAS continuent d'œuvrer au sein de leurs communautés. Cette attrition, qui peut paraître importante, avait été prise en considération dans les cibles initiales.

4. Défis de mise en œuvre

Compte tenu de leur rôle pivot au sein des Fokontany, les structures locales peuvent être au cœur de manœuvres dans des contextes politiques sensibles. Les structures locales doivent aussi être encadrées techniquement par les services sociaux de ville afin de se sentir supportés et d'accomplir leurs missions dans de bonnes conditions.

5. Prérequis et conditions de succès

Le processus d'identification et de sélection des structures locales doit être transparent, objectif (fondé sur des termes de référence clairs pour chaque type de structure et affichés dans les bureaux de Fokontany lors du processus d'identification), et public (notamment pour les KIFMO qui doivent être « élus » en séance publique) afin de garantir la crédibilité et la légitimité des structures mises en place.

En ce qui concerne les VQ et MAS, il est essentiel de mettre en exergue dans le recrutement, les valeurs de volontariat et bénévolat.

Enfin, il est essentiel de fournir à ces structures locales une formation initiale solide et des recyclages périodiques sur leur champ d'intervention afin de renforcer leur motivation et également de s'assurer qu'elles assurent leur rôle de manière pertinente dans leurs communautés.

6. Pérennisation

Préalable primordial à la mise en œuvre des activités du projet et **dispositif-clé** de l'approche sécurité humaine, les structures locales en constituent également un **héritage** fondamental, puisqu'elles continuent d'exister et de jouer leur rôle dans leurs communautés. Leur pérennisation est en cours par leur constitution en association au niveau de chaque Fokontany. Il s'agit d'un dispositif qui peut facilement être répliqué dans d'autres quartiers.

Appui à l'élaboration de stratégie locale de réduction de la vulnérabilité (SLRV) et de plan d'actions locales de prévention de la violence (PALPV)

1. Contexte

Dans le cadre des objectifs I et II du projet de Sécurité Humaine, l'Association CCAP fut le partenaire de mise en œuvre d'ONU-HABITAT et d'UNFPA de l'activité « appui à l'élaboration de stratégie locale de réduction de la vulnérabilité et de plan d'actions locales de prévention de la violence dans les 25 Fokontany ». L'intervention comporte deux phases : phase 1 pour les 17 premiers Fokontany et phase 2 pour les 8 Fokontany restants. L'élaboration de stratégie locale de réduction de la vulnérabilité constitue l'une des tâches principales du KIFMO de chaque Fokontany.

2. Description de l'activité

L'activité est mise en œuvre après la mise en place des structures locales, le renforcement de leurs capacités et la réalisation de la première collecte des données sur la vulnérabilité. La stratégie décrit la manière dont la communauté locale du Fokontany compte réduire la vulnérabilité et les actions de prévention de la violence à réaliser. Il s'agit d'une stratégie locale dont **le maître d'ouvrage est la communauté avec la coordination du KIFMO et le chef Fokontany**. Les actions proposées relient uniquement les acteurs du Fokontany et non les acteurs hors Fokontany. Elle est élaborée suivant une approche participative et validée par la communauté locale dans le cadre des mini-ateliers locaux avec l'appui technique et l'encadrement d'UN-HABITAT, des MAS et de l'association CCAP qui est le partenaire de mise en œuvre. La stratégie couvre toutes formes de vulnérabilité locale même celles n'ayant pas été prises en considération dans le cadre du projet. Tous les mini-ateliers ont été organisés dans le Fokontany concerné et comportent trois étapes :

1. Mini-atelier de restitution des statuts de la vulnérabilité qui est le point de départ de l'exercice d'analyse causale et précédé d'une formation des participants sur la planification stratégique locale (objectif, principe de base, processus...). La restitution a été basée sur les résultats de la cartographie sommaire, de la première collecte de données et complétés par la connaissance des participants de la situation de leur Fokontany.
2. Analyse FFOM ou forces, faiblesses, opportunités, menaces et identification de solutions menées sur la base des informations de l'étape précédente
3. Mini-atelier de définition de la stratégie du Fokontany et du plan d'actions locales de prévention de violence et validation. Chaque stratégie comporte des réponses aux 5 catégories d'insécurité : personnelle, sanitaire, socio-économique, habitat et politique.

3. Défis de mise en œuvre

1/ La réussite de l'exercice de planification stratégique au niveau de la communauté vulnérable et présentant un niveau d'instruction assez faible (moyenne 4 années d'étude).

Une participation active de la communauté dans le processus et les activités du projet déjà mises en œuvre ont facilité la conduite de l'exercice. On a remarqué la capacité des participants à établir l'interliaison entre différentes catégories de vulnérabilités.

2/La prédisposition des participants à travailler d'une manière continue dans les trois exercices

En effet, certains participants obligés doivent trouver des ressources journalières et ne peuvent participer à deux ateliers, rendant difficile la continuité des réflexions dans les ateliers ce qui à amener CCAP lors de la phase 2 avec les 8 Fokontany à procéder à assembler deux mini-ateliers en une journée.

3/La collaboration MAS/Fokontany : en effet, les MAS sont impliqués dans la mobilisation de la communauté et la conduite des exercices. Leur expérience avec la communauté et avec les VQ et les KIFMO a rehaussé le niveau de discussion.

4. Prérequis et conditions de succès

- L'implication de la communauté locale dans le processus (représentativité et participation dans les activités de sécurité humaine),
- L'engagement des autorités du Fokontany dans le processus d'élaboration (en tant que lead au niveau local, la présence du chef Fokontany et de son adjoint et leur engagement conditionnent la réussite de la recherche de solutions par les participants),
- La clarté du processus d'élaboration, des objectifs à atteindre et du délai de mise en œuvre (une bonne formation au début du processus et un bon encadrement durant les mini-ateliers et l'usage du langage des quartiers vulnérables garantie la clarté du processus),
- La bonne répartition des tâches entre les différents acteurs du Fokontany (la bonne connaissance des participants du rôle et des attributions des principaux acteurs du Fokontany renforce la définition des solutions et des actions à entreprendre),
- Les actions de mobilisation sociale préalable effectuées par le CLSH avec l'appui des MAS permettant d'atteindre le quorum durant les mini-ateliers.

5. Etat des lieux et pérennisation

La pérennisation des acquis en matière d'élaboration de stratégie locale est garantie par la maîtrise d'ouvrage du KIFMO et la continuité de leurs actions après le projet. La stratégie ne dépend pas uniquement du chef Fokontany mais relie toute la communauté. Le suivi et l'actualisation de la stratégie font partie de la formation reçue par le Fokontany, le KIFMO et les VQ. En outre, la stratégie validée est ouverte à tous les partenaires du Fokontany et sa mise en œuvre ne dépend pas du projet de sécurité humaine. Chaque municipalité via ses départements prendra la relève dans l'encadrement des Fokontany pour assurer la continuité du processus.

En termes budgétaires, l'élaboration de la stratégie coûte environ 800 usd par Fokontany (expertise, encadrement, logistique, collation et bureautique) ; sa mise à l'échelle au-delà des 25 Fokontany d'intervention du projet utilisant la structure technique de la municipalité requiert 500 usd par Fokontany.

La mise à l'échelle de cette planification locale nécessite l'institutionnalisation de la structure locale et de la pratique communautaire et dépend de la volonté de chaque municipalité à procéder à la réplique dans les autres quartiers vulnérables.

6. Conclusion

L'élaboration d'une stratégie locale par les populations vulnérables elles-mêmes est une bonne pratique dans la mesure où elle relaie la notion de planification stratégique en l'absence d'un plan de développement de Fokontany (PDQ). La SLRV et le PALPV sont alors des alternatives pour les Fokontany, leur permettant de développer une véritable vision de leur développement social. Le système de suivi et d'actualisation de l'outil est déjà acquis par les KIFMO. Apprendre aux populations vulnérables à œuvrer pour leur propre sécurité humaine n'est pas utopique. L'efficacité des mécanismes de réponses adoptés par la communauté elle-même lors de la mise en œuvre des activités et la recherche de solutions à leur sécurité comme on a rencontré dans le cadre du RF2, du WASH responsable, de la mise en œuvre de petits projets de prévention de violence (GRANTS) permet de justifier l'objectif « autonomisation des plus vulnérables ». Toutefois, devant l'importance des problèmes de vulnérabilité locale la communauté souhaite intégrer directement les responsables/entités externes au Fokontany dans les solutions

stratégiques qu'elle a avancées pour plus d'efficacité. Une solution qui peut corrompre le caractère local de la stratégie et du plan d'actions.

Appui à l'élaboration du plan de contingence

1. Contexte

La Ville d'Antananarivo présente une vulnérabilité élevée par rapport aux catastrophes naturelles en particulier les inondations, les épidémies, les incendies qui sont les plus fréquents, mais aussi une exposition aux catastrophes d'origine humaine même si leur fréquence est très faible, à savoir les accidents industriels, l'effondrement des grandes installations, la toxication des sources d'eau potable, les émeutes, etc.

D'une manière générale, il n'y a pas de politique en place sur la prévention et la réduction de ces risques et aucune planification sur le type de réponses à ces risques quand ils se présentent.

2. Description de l'activité

L'activité qui implique directement OCHA se limite au volet préparation et réponse à ces catastrophes, sur la base de la priorisation des risques établie lors de **l'évaluation des risques et analyse de la capacité de réponse conduite par UNHABITAT**. L'activité consiste à mettre ensemble les acteurs concernés (Autorités de la CUA, BNGRC, région Analamanga, les Districts concernés, les institutions spécialisées comme l'APIPA, la météo, l'INSTN, l'IOGA, l'IPM, etc., les services déconcentrés des ministères, les Fokontany, les partenaires techniques comme les agences onusiennes, les ONGs, le secteur privé comme les opérateurs de téléphonie mobile, etc.) pour planifier les actions de préparation et de réponses aux catastrophes et s'entendre sur la structure et le mécanisme de coordination sur la base des textes et lois existants. Le plan a été testé lors d'un exercice de simulation fonctionnel rassemblant les mêmes acteurs et un exercice de leçons apprises a été conduit après la mise en œuvre du plan par rapport aux risques cyclones et inondations.

Un plan d'évacuation pour répondre à un événement climatique extrême pouvant provoquer une inondation exceptionnelle (qui peut se passer tous les 50 ans) est en cours de préparation comme annexe au plan de contingence.

3. Défis de mise en œuvre

- L'inadéquation entre les lois et textes sur la gestion des risques et catastrophes et sur la décentralisation à Madagascar,
- Le manque de lois et textes sur la gestion des crises ; par exemple il n'y a aucune loi qui décrive la prérogative des Maires et des Chefs Fokontany pour chaque niveau d'alerte au cyclone (avis d'avertissement, avis de danger imminent, etc.),
- Tendance à réagir sur les aspects « secours d'urgence » seulement, qui n'implique que les services des sapeurs-pompiers,
- Le problème de non-respect du plan d'urbanisme qui accentue cruellement la vulnérabilité de la ville face à toutes ces catastrophes.

Comme mitigation, l'exercice de simulation fonctionnelle a permis d'éclaircir beaucoup de questions relatives à la coordination et aux rôles respectifs des différents clusters humanitaires en dehors des secours d'urgence.

4. Prérequis et conditions de succès

- Alignement des Lois et Textes entre la décentralisation et le GRC,
- Mise à jour régulière de l'analyse des risques et des capacités en matière de GRC dans la ville d'Antananarivo,
- Disponibilité des bases de données de référence sur les catastrophes.

5. Perspectives de pérennisation

Comme l'appui de l'UNOCHA et d'autres partenaires en matière de GRC ne se limite pas à ce projet Sécurité Humaine, la pérennisation de ces acquis reste réaliste soit à travers des appuis conjoints avec le BNGRC soit à travers des appuis cibles pour la ville d'Antananarivo.

L'élaboration des plans de contingence multi-risques au niveau des Fokontany, la mise en place d'au moins un centre opérationnel de gestion des crises, la conduite d'un exercice de simulation en grandeur nature (full scale simulation), la formation des autorités communales et au niveau des Fokontany sur la préparation et la gestion des crises, la mise en place d'un système de gestion automatisée des données post-catastrophes, le sensibilisation de la communauté sur les mesures à prendre pendant la phase de préparation et pendant les urgences, et la mise en place d'un système d'alerte multi-crisis constituent des éléments essentiels pour la mise à l'échelle de ce projet. Cela représente un investissement d'environ 100,000 USD.

6. Conclusion

L'approche adoptée par les autorités communales ne s'est plus limitée à un esprit de secours mais plutôt de prévention et réduction de l'exposition aux risques, de préparation aux catastrophes ainsi que de relèvement après les catastrophes. Le cas de la mobilisation de ressources bien avant la saison cyclonique 2013-2014 pour nettoyer et entretenir les canaux d'évacuation et les bassins de rétention d'eau a permis de prévenir une inondation extrême a Antananarivo. L'utilisation de la technologie comme le SMS pour faciliter le circuit de communication entre les acteurs communaux est un des grands changements de comportement (partage des alertes, convocation réunions, etc.).

1. Historique

Une des stratégies de base du Projet Sécurité humaine est de renforcer les capacités de réponse de la communauté de base pour prévenir les violences, afin de renforcer la sécurité personnelle et socio-économique. Si les réseaux de protection de l'enfant existaient au niveau des Fokontany, ils étaient faibles, et le projet Sécurité humaine a eu pour objectif de les renforcer.

2.1. Le concept

L'environnement de protection de l'enfant **

1. Services sociaux de base et services spécialisés

- CSB : premiers soins d'urgence**
- HUGOB :** prise en psychosociale et médicale, traitement médicamenteux des enfants de violence sexuelle
- Autres services de police en charge judiciaire, psychosociale, médicale**
- CENTRE-ILIAM ** :** Services intégrés de prise en charge psychosociale et de réinsertion sociale des enfants victimes de la violence sexuelle
- ECOLIS :** intervention sociale des enfants victimes de séquestration **
- Centre d'Accueil d'urgence d'enfants victimes de maltraitance ****
- PROTECTION DES MOEURS ET PROTECTION DES ANCIENS :** Éthique, savoir, respect...

BUREAUX D'INSTRUC. SOCIALE, CSA **

Appui technique auprès des chargés de bureau, police et chargés de psychosociale - orientation

Facilitation des Salons aux les scolaires

2. Mécanismes communautaires / structures de base de protection de l'enfant ** :

- Identification, accueil, écoute, prise en charge communautaire quand cela suffit (écoute et soutien psychosocial) ****
- Référéncement aux services quand requis, Liaison avec les services, quand requis Et accompagnement ****
- Prévention : petites structures communautaires (Sahariny ankity, préscolaires...) ; Sensibilisation Appui au retour à l'école ... ****
- Suivi et remontées mensuelle des données : plus de régularité ... ****
- Prévention face aux vulnérabilités des enfants ****
- Prise en charge face aux maltraitances d'enfants/ violence, négligence ... ****
- Processus de plénière ****

** Référéncé avec le Piloté Sécurité Humaine, et avec l'assistance technique de **unicef**

Ce processus de renforcement de l'ancrage communautaire de la protection de l'enfant s'est

¹⁰ Loi 2007-023 en son article **Art. 67, alinéa 1** « La maltraitance est définie comme toutes formes de violences, d'atteinte ou de brutalités physiques ou morales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation y compris la violence sexuelle perpétrées sur un enfant par ses parents, ses représentants légaux ou toute autre personne ».

Sécurité Humaine et a été intégrée dans les plans d'actions locaux pour la prévention de la violence (PALPV).

2.2. Mise en application : Le processus de renforcement de l'ancrage communautaire de la protection de l'enfance)

Tout au long du processus, la participation et l'implication des acteurs communautaires ont été les principes directeurs, pour des résultats tangibles.

- 1- Formation des VQ, MAS et KIFMO sur la thématique de protection de l'enfant – lors de séances de formation consolidée avec les autres dimensions du projet,
- 2- **Sur la base des problématiques et activités contenus dans les plans d'actions locaux des Fokontany :** Développement de la **stratégie de protection de l'enfance au niveau communautaire**, avec deux axes d'intervention : (1) Adresser la négligence et l'insuffisance de protection parentale des enfants (2) prévenir la violence et prendre en charge les victimes,
- 3- Tenue d'une journée de travail pour chacun des Fokontany pour développer le **microplan de protection** de l'enfant, avec la participation de 750 personnes pour l'ensemble des Fokontany. A l'issue des journées de travail, les critères de vulnérabilité des enfants ont été définis, ainsi que les actions à entreprendre pour l'axe « négligence et insuffisance de protection parentale » et pour l'axe « violence ». Les outils à utiliser ont été explicités et partagés.
- 4- Réalisation par les acteurs communautaires des actions convenues.

Pour l'axe « négligence et insuffisance de protection parentale » :

- Prise en charge **intégrée** des enfants au sein de leurs familles, avec l'appui à la scolarisation des enfants et le renforcement des capacités productives des mères avec le Centre ILAIKO, et l'assistance rapprochée du Service Social de la DPSP. Ceci a concerné 940 enfants issus de la liste mère de 2400 enfants vulnérables. Ceci a nécessité d'opérationnaliser le mécanisme communautaire d'identification, de prise en charge et de suivi, avec la réalisation d'un ensemble de tâches pour lesquelles les acteurs communautaires des 25 Fokontany se sont totalement impliqués. **(Cf. encadré)**
- Mise en place de Sahan'ny Ankizy pour 6 Fokontany. Pour les Fokontany où les SAHA sont opérationnels, les VQ y travaillent bénévolement, et ils sont impliqués **(Cf. Schéma)**
- Appui en matériels et équipement à une structure préscolaire de Fokontany accueillant 80 enfants issus de familles très vulnérables.

La prise en charge intégrée d'enfants vulnérables avec leurs familles par les acteurs locaux avec le mécanisme communautaire

1. Identification des enfants : sur base des critères de vulnérabilité convenus, visites à domicile dans les ménages, ayant abouti à l'établissement d'une liste mère de 2400 enfants vulnérables
2. Identification d'une deuxième liste d'enfants vulnérables en âge scolaire (6-10ans)
3. Suivi par 5 VQ/KIFMO par Fokontany de la formation dispensée par les assistants sociaux de la DPSP sur l'appui aux familles pour formuler leur projet de vie
4. Visite à domicile au niveau de chaque ménage concerné par les acteurs communautaires pour échanger avec la famille et les enfants
5. Travail avec les services (écoles, DASC et DPSP) pour la scolarisation ou la réinsertion scolaire des enfants.
6. Suivi de la scolarité des enfants
7. Travail avec les services (Centres ILAIKO, DASC et DPSP) pour le renforcement des capacités des familles : les acteurs communautaires se sont investis dans l'accompagnement des familles (suivi des formations ILAIKO, montage et lancement d'AGR, suivi du lancement de l'AGR, suivi de l'épargne avec le livret)
8. Suivi de la réinscription scolaire des enfants.
9. Envoi de rapports au Service Social de la DPSP.

Pour l'axe « violence »

- **Prise en charge des enfants victimes de violence** : les acteurs communautaires continuent leur identification, prise en charge, et référencement aux services quand c'est requis (centres de sante, Police, centres ILAIKO, service social de la commune, ...).

C'est une activité qui a été renforcée avec le Projet Sécurité humaine avec (1) plus de régularité de la remontée mensuelle des données de la part des Fokontany - cf. encadré (2) le rapprochement des services avec les acteurs communautaires : plusieurs échanges ont été organisés avec les responsables des différents services de prise en charge (PMPM, gendarmerie, HUGOB, pool des avocats pour mineurs, CSB).

- **Prévention** : les acteurs communautaires continuent les sensibilisations au sein des communautés, avec des affichages et visites a domicile. Actuellement ils sont en cours de finaliser le plan de sensibilisation par Fokontany.

La prise en charge des enfants victimes de violence, par les acteurs locaux, avec le mécanisme communautaire

25 Fokontany	2013
Cas régulés au niveau des Fokontany	158
Cas rapportés aux services de protection	100
Cas référés aux BAS (Bureau d'Action Sociale)	150
TOTAL	408

Les cas graves pris en charge par les acteurs communautaires d'un Fokontany durant les deux dernières années : 03 enfants utilisés comme domestiques dans les ménages et maltraités, 03 cas de viol, 1 cas de violence physique grave.

Bref descriptif d'un cas grave : S est une fille de 14 ans, employée comme domestique et maltraitée : elle a été brûlée au courant électrique par son patron. Alertés par les voisins, les volontaires de quartier ont pris leurs responsabilités : signalement auprès de la police, soins médicaux auprès du CSB II de la Commune Urbaine d'Antananarivo (pris en charge par l'auteur), recherche de sa famille. L'enfant a été remis à sa famille à Ambositra par l'initiative des acteurs locaux et du Fokontany. La poursuite judiciaire du « patron » est en cours au tribunal.

2.3. Résultats

Dans les 25 Fokontany, structures et mécanismes communautaires pour la protection de l'enfance sont renforcés et mobilisés pour la prévention de la violence afin d'assurer une sécurité humaine dans 25 Fokontany, dans une perspective de durabilité.

- Pour la **prise en charge intégrée** d'enfants victimes de négligence ou manquant de protection parentale : les familles qui ont bénéficié d'un appui pour développer une petite AGR sont suivies. 90% des enfants scolarisés sont restés à l'école. C'est une **innovation** qui peut être documentée dans une perspective éventuelle de répliation,
- Pour la prise en charge des enfants victimes de violence, les acteurs communautaires continuent de se mobiliser. Ils parviennent aussi à remonter les rapports,
- Les Sahan'ny ankizy qui sont des structures communautaires contribuent à la prévention de la violence envers les enfants, tout en permettant aux mères de travailler.

La prise en charge des enfants victimes de violence, par les acteurs locaux, avec le mécanisme communautaire

Description de la prise en charge intégrée avec leurs familles d'enfants vulnérables (victimes de négligence) d'âge scolaire. (6 à 10 ans)

- Suite aux visites à domicile et plusieurs séances de travail entre eux, les acteurs communautaires de chacun des 25 Fokontany ont pu remplir le tableau de la liste mère de 2400 enfants vulnérables.
- Prise en charge intégrée avec leurs familles de 940 enfants d'âge scolaire issus de la liste mère, qui a nécessité un ensemble de mesures qui impliquaient totalement les acteurs communautaires :
 - (a) formation de 5 VQ/KIFMO par Fokontany pour pouvoir aider les familles à formuler leur projet de vie. Cette formation a été dispensée par les assistants sociaux du Service social de la CUA
 - (b) Visite à domicile au niveau de chaque ménage concerné par les acteurs communautaires pour échanger avec la famille et les enfants
 - (c) Travail avec les services (écoles, DASC et DPSP) pour la scolarisation ou la réinsertion scolaire des enfants.
 - (d) Suivi de la scolarité des enfants
 - (e) Travail avec les services (Centres ILAIKO, DASC et DPSP) pour le renforcement des capacités des familles : les acteurs communautaires se sont investis dans l'accompagnement des familles (suivi des formations ILAIKO, montage d'AGR, suivi du lancement de l'AGR, suivi de l'épargne avec le livret)
 - (f) Suivi de la réinscription scolaire des enfants.
 - (g) Envoi de rapports au Service Social de la DASC.

Structures communautaires :

Six Sahan'ny ankizy :

Liste des Fokontany : Andohatapenaka I, Andohatapenaka II, Andohatapenaka III, Anosimasina, Ambohijafy, Ankerana Ankadindramamy, Anjanahary et Antanandrano, Andravoahangy

- **Utilité** : espaces d'accueil d'enfants qui ne sont pas à l'école ; elles servent donc pour la prévention de la violence, tout en favorisant la sécurité personnelle des enfants et la sécurité économique des ménages. Mises en place dans le cadre des plans d'action locaux de prévention de la violence.
- **Mise en opérationnalité** :
 - Equipement/ aménagement : fonds UNHS
 - Formation du personnel : fonds UNHS
- **Durabilité** :
 - Personnel : elles sont gérées par des membres de la communauté : VQ ou personnels du social des Fokontany qui travaillent bénévolement.
 - Fonctionnement : petits goûters pour les enfants :
fonds UNHS au départ – Puis participation parentale & du Fokontany



Une structure préscolaire :

- **Utilité** : pour 80 enfants très vulnérables. Elle sert pour la prévention de la violence, tout en favorisant la sécurité personnelle des enfants et la sécurité économique des ménages. Mise en place dans le cadre des plans d'action locaux de prévention de la violence.
- **Mise en opérationnalité**
 - Equipement/ aménagement : fonds UNHS
 - Formation du personnel : fonds UNHS
- **Durabilité** :

- Personnel : elle est gérée par des membres de la communauté : VQ ou personnels du social des Fokontany qui l'animent.
- Fonctionnement : petits goûters pour les enfants : fonds UNHS au départ – Puis participation parentale & du Fokontany

3. Challenges rencontrés et mitigation

La prise en charge intégrée de l'enfant victime de négligence au sein de sa famille est nécessaire pour traiter dans un plus long terme la vulnérabilité du ménage. Sa mise en œuvre a cependant nécessité une masse de travail importante tant pour les assistants sociaux de la CUA que pour les acteurs communautaires. Une bonne organisation et une entente cordiale a facilité la réalisation.

Les VQ s'occupent de plusieurs thématiques à la fois. Un nombre restreint a été spécialisé pour la protection de l'enfant.

4. Prérequis et conditions de succès

La protection de l'enfant n'est pas un thème nouveau pour les acteurs communautaires

Implication du Service Social de la DPSP dans le renforcement des capacités et l'encadrement des acteurs communautaires

Complémentarité du travail des Centres ILAIKO et du Service Social de la CUA

Acteurs communautaires impliqués et motivés

5. État des lieux en terme de pérennisation

Durabilité des Sahan'ny Ankizy :

- Repose sur la motivation du personnel : VQ ou personnels du social des Fokontany qui travaillent bénévolement.
- Autres frais de fonctionnement réduits : petits goûters pour les enfants : fonds UNHS au départ – Puis participation parentale & du Fokontany

Durabilité des mécanismes communautaires

- La prise en charge d'enfants victimes de violence est une activité devenue habituelle pour les acteurs communautaires.
- 20 Fokontany sont en cours de se constituer en association locale pour la protection de l'enfance. Un fonds (totalisant 5200 US\$ pour les 25 Fokontany) leur sera octroyé pour servir de fond de roulement
- Concernant la prise en charge intégrée des enfants vulnérables au sein de leurs familles : 90% des enfants réinsérés à l'école y sont maintenus. Cette approche innovante est à documenter, pour apprécier la possibilité de réplique.

Il s'agit d'une bonne pratique compte tenu des résultats et des conditions favorables à la pérennité.

WASH Responsable :

Activités de sensibilisation sur les risques sanitaires

Adoption de charte de responsabilité sur le WASH

Mise en place et renforcement de mécanismes communautaires RF2

ACTIVITE-CLE 1 : ACTIONS DE SENSIBILISATION DES POPULATIONS DES 25 FOKONTANY SUR LES RISQUES SANITAIRES

1. Contexte

Cadrage de la mission : volet III du projet : mise en place d'une stratégie pérenne de gestion des services de base pour assurer la continuité des prestations de services après mise en œuvre du projet et dans des situations de crise

Objectif des actions de sensibilisation : conscientiser la population des 25 Fokontany sur les risques sanitaires relatifs au manque de services de base et susciter leur engagement et responsabilisation pour le maintien durable de la propreté

Réalisations : 02 campagnes de sensibilisation sur les deux années (1 et 2)

2. Description de l'activité

Approche adoptée : intervention basée sur une approche participative et une stratégie de proximité (principes fondamentaux définis par le PSH), et collaboration étroite avec la CUA (DASSP/DPSP), les structures locales (KIFMO, VQ, MAS) et les RF2/RFF

Techniques de sensibilisation utilisées : (i) visites à domicile (VAD),

(ii) pose d'affiches,

(iii) animation populaire (projection de publi-reportage en année 1 et concours de ramassage de matières en plastique en année 2)

Cibles : communauté locale issue des 25 Fokontany classée suivant cinq entités:

(i) ménage,

(ii) commerçants,

(iii) AUEs,

(iv) artisans, PME et grandes entreprises

(v) établissements scolaire et religieux.

Résultats : 131 882 personnes issues des ménages sensibilisées (67 165 femmes et jeunes filles) en année 1 ; 54 754 personnes issues des ménages sensibilisées (14 434 femmes et jeunes filles) et 2248 autres entités en année 2

3. Défis

- Réticence de la communauté à participer et à s'engager aux activités en raison de la conjoncture actuelle ayant impacté sur l'attitude générale de la population : lassitude, méfiance, refus d'engagement et accueil général mitigé
- Mobilisation communautaire : manque de mixité sociale

4. Prérequis et conditions de succès

Facilitation des démarches par le Fokontany

Existence de structures locales (VQ, RF2/RFF) pour la planification locale des actions de sensibilisation

5. Etat des lieux et pérennisation

Activités de sensibilisation continues et pérennes si RF2/RFF existants opérationnels : réalisation d'actions de sensibilisation périodique

Eléments budgétaires associés à la mise à l'échelle (coût de mise en place de nouvelles structures ou établissement de nouveaux mécanismes dans d'autres zones non touchées par le projet) : **598 000 ar** par Fokontany

6. Recommandations pour une mise à l'échelle réussie

Renforcer les RF2 existants dans la sensibilisation de la population

Renforcer la collaboration avec les RF2 et les structures locales existantes (ex. VQ ou autres groupements et comités locaux) afin d'assurer la continuité des actions de sensibilisation au niveau local

7. Conclusion : Changements constatés suite aux actions de sensibilisation :

Appropriation et prise en main des actions de sensibilisation par les RF2/RFF existants ; prise de connaissance de la population des maladies contagieuses dus au mauvais assainissement du Fokontany ; conscientisation de la population sur la valeur réelle des déchets (utilité et bénéfices du tri) et évolution des comportements (poursuite des actions de tri des ordures/plastiques). Il faut renforcer la communication sur les activités réalisées et renforcer la collaboration avec le Fokontany et la CUA pour faciliter la mobilisation communautaire.

ACTIVITE-CLE 2 : ACTIONS D'APPUI A L'ELABORATION DE LA CHARTE DE RESPONSABILITES SUR LES SERVICES URBAINS DE BASE AU NIVEAU DES 25 FOKONTANY

1. Contexte

Cadrage de la mission : volet III du PSH → mise en place d'une stratégie pérenne de gestion des services de base pour assurer la continuité des prestations de services après mise en œuvre du projet et dans des situations de crises

Objectif de la mission : mobiliser, impliquer et susciter l'engagement et la responsabilisation de la communauté locale et les entités existantes au niveau du Fokontany pour le maintien durable de la propreté

2. Description de l'activité

Approche adoptée : démarche ascendante et participative, collaboration étroite avec la CUA (DASSP/DPSP), le Fokontany et les RF2/RFF

Étapes de mise en œuvre : (i) information sur la charte de responsabilités, (ii) collecte d'avis par entité et élaboration du projet de charte, (iii) concertation et validation du projet de charte, (iv) signature de la charte de responsabilités

Cibles : communauté locale issue des 25 Fokontany classée suivant les entités existantes au niveau du Fokontany

Résultats : 24 chartes de responsabilités élaborées et signées sur les 25 Fokontany

3. Défis rencontrés

Manque de coopération de la part de certaines entités disposant déjà d'une organisation particulière en matière de gestion du WASH (ex. organisation communautaire de collecte de déchets)

Insuffisance de cadre légal, d'application des mesures restrictives et de force exécutoire pour soutenir convenablement l'application de la charte au niveau local

4. Prérequis et conditions de succès

Facilitation des démarches par le Fokontany (réunion par entité pour collecte d'avis)

Existence des RF2/RFF pour assurer le suivi de l'application de la charte

5. Etat des lieux et pérennisation

Possible si : (i) RF2 existants opérationnels, (ii) implication de la CUA dans le suivi de l'application de la charte à travers l'opérationnalisation des inspecteurs d'hygiène, en collaboration avec la police municipale

Éléments budgétaires associés à la mise à l'échelle (coût de mise en place de nouvelles structures ou établissement de nouveaux mécanismes dans d'autres zones non touchées par le projet) : **130 000ar par Fokontany**

Expériences éventuelles de réplcation dans d'autres zones géographiques par d'autres sources de financement que le projet et résultats si disponibles : Chartes adoptées dans d'autres Fokontany hors zones d'intervention PSH par d'autres ONG œuvrant dans la mise en place des RF2 (ex. CARE/WSUP, EAST, ENDA-OI...)

6. Recommandation pour une mise à l'échelle réussie

Améliorer l'implication de la commune, et assurer la collaboration avec le Fokontany et le PMO dans la mise en œuvre du processus

Renforcer la communication sur la charte de responsabilités avant le démarrage du processus d'élaboration (sensibilisation porte-à-porte) afin d'améliorer la mobilisation communautaire

7. Conclusion

Changements constatés au niveau local : renforcement de la responsabilisation et concrétisation des engagements par les entités : taux d'application des engagements inscrits pour chaque entité évalué à plus de 50% pour 18/25 Fokontany (ex 1. pose de corbeille devant chaque commerce avec contrôle périodique assuré par les membres du RF2 pour Fokontany Ankerana Ankadindramamy, ex 2. paiement des cotisations par les ménages en contribution au fonctionnement des RF2, même si taux de recouvrement reste inférieur à 50% pour la 14/25 Fokontany)

Changement constatés au niveau de la CUA : entérinement et intégration du processus d'élaboration de la charte de responsabilités dans le processus de mise en place des RF2

Appliquer les règlements et les cadres légaux existants (ex. Code municipal d'hygiène) pour rendre effective l'application de la charte

ACTIVITE-CLE 3 : ACTIONS D'APPUI A LA MISE EN PLACE DES RF2

1. Contexte

Cad战略 de la mission : volet III du PSH → mise en place d'une stratégie pérenne de gestion des services de base pour assurer la continuité des prestations de services après mise en œuvre du projet et dans des situations de crises

Objectif de la mission : instaurer une stratégie de gestion pérenne des services de base et des infrastructures relatifs au WASH, assurer la continuité des services et l'amélioration de l'accès au WASH pour tous

2. Description de l'activité

Approche adoptée : approche participative, collaboration étroite avec la CUA (DASSP/DPSP)

Etapes de mise en œuvre : (i) information sur le RF2, (ii) constitution au niveau local, (iii) formation des membres, (iv) proclamation officielle et transfert de gestion des matériels

Cibles : 25 Fokontany

Résultats : 25 RF2 mis en place (34% opérationnels, 54% fonctionnels et 12% non fonctionnels)

3. Défis rencontrés

Mobilisation communautaire : manque de mixité, pas de représentativité des différentes couches sociales dans la structure, RF2 composé généralement par les populations vulnérables

4. Prérequis

Implication du Fokontany dans la mobilisation communautaire

Réalisation d'actions de sensibilisation (VAD) auprès de chaque ménage, toutes catégories confondues

5. Etat des lieux et pérennisation

Pérenne si : implication de la CUA dans le suivi des RF2 à travers les rapports reçus et à travers l'opérationnalisation des inspecteurs d'hygiène (descente sur terrain)

Éléments budgétaires associés :

- à la pérennisation (coût de fonctionnement des structures et mécanismes déjà existants) : estimation pour un Fokontany de 5 secteurs à **520 000 ar/mois** (2 agents salariés par secteur avec un salaire moyen : 50 000ar et autres coûts de fonctionnements à 20 000ar)
- à la mise à l'échelle (coût de mise en place de nouvelles structures ou établissement de nouveaux mécanismes dans d'autres zones non touchées par le projet) : **1 196 000ar** (coût moyen par RF2 mis en place)

6. Recommandations pour une mise à l'échelle réussie

Améliorer l'implication de la commune, et assurer la collaboration avec le Fokontany et le PMO dans la mise en œuvre du processus

Suivre des procédures de constitution: élection des représentants par entité et élection des membres du bureau en assemblée générale ;

Assurer la représentativité des entités existantes au niveau du Fokontany et intégration de différentes catégories sociales et de nouvelles personnes ressources (autres que personnel du Fokontany)

7. Conclusion

Changements constatés au niveau local : renforcement de la responsabilisation et concrétisation des engagements par les entités : taux d'application des engagements inscrits pour chaque entité évalué à plus de 50% pour 18/25 Fokontany (ex 1. pose de corbeille devant chaque commerce avec contrôle périodique assuré par les membres du RF2 pour Fokontany Ankerana Ankadindramamy, ex 2. paiement des cotisations par les ménages en contribution au fonctionnement des RF2, même si taux de recouvrement reste inférieur à 50% pour la 14/25 Fokontany)

Changement constatés au niveau de la CUA : entérinement et intégration du processus d'élaboration de la charte de responsabilités dans le processus de mise en place des RF2

Il faut renforcer l'appui au démarrage des RF2 (outils de gestion : fournitures de bureau et supports de communication) et renforcer la communication sur le RF2 et le décret municipal portant mise en place du RF2 au niveau local

Renforcement du référencement local des survivants de violences basées sur le genre (VBG)

1. Description de l'activité

Chaque Fokontany intervient d'une manière différente dans le référencement et surtout dans la prise en charge des survivants de VBG. Cette situation renforce davantage une situation de ré-victimisation des survivants. De ce fait, la standardisation d'un protocole local accepté par l'ensemble des intervenants au niveau des Fokontany est vivement sollicitée. Pour ce faire, différentes actions sont mises en œuvre afin d'aboutir à un protocole uniformisé. Ces actions sont développées de la manière suivante

- Recueil des pratiques de chaque Fokontany dans la prise en charge et de référencement des survivants de VBG,
- Assemblage des pratiques considérées comme intéressantes au niveau des Fokontany,
- Collecte des autres protocoles existants déjà en œuvre (protocole fait par le projet VBG du PNUD au niveau de la CUA),
- Élaboration du draft du protocole local de prise en charge et de référencement des survivants de VBG,
- Validation du draft du protocole par les représentants des communautés d'intervention,
- Dissémination du protocole au niveau des Fokontany d'intervention,
- Réunion entre les différents services, notamment les prestataires de santé, la police et la gendarmerie et les acteurs dans le domaine para-légal et judiciaire pour améliorer leur collaboration et le circuit de prise en charge,
- Réunion de services avec les Fokontany.

2. Points de vigilance/recommandations

Au niveau local, les différents responsables sont souvent confrontés à des problèmes de divergence d'opinion. Ces problèmes handicapent le fonctionnement du système de prise en charge et de prévention des SGBV. En effet, les responsables du Fokontany n'attribuent pas assez de responsabilités à certains Volontaires de quartiers et KIFMO du fait que certains d'entre eux sont des adversaires politiques des dirigeants. Face à cette situation, la redynamisation des partenaires à la base s'impose.

Chaque intervenant impose ses propres outils, ce qui déroute les responsables locaux et par la suite handicape l'enregistrement des cas de violence et dans un moindre degré l'application effective des instructions inscrites dans le protocole.

Durant leurs interventions, les responsables locaux sont confrontés à une certaine complaisance dans les cas de violence conjugale même si les cas sont critiques. Ils sont aussi placés face à un dilemme fondamental : s'ils poursuivent les démarches inscrites dans le protocole, le mari risque une condamnation sévère, ce qui peut compromettre la subsistance de la famille. Parfois, les femmes victimes demandent elles-mêmes l'arrêt de la procédure et demandent un règlement à l'amiable en préservant la valeur du Fihavanana. Les responsables entament alors une réconciliation entre les belligérants. Dans ces cas, les protocoles ne sont pas appliqués.

Enfin, l'application du protocole rencontre un obstacle lorsque les responsables locaux sont impliqués dans le cas (directement ou parce que l'agresseur est une connaissance).



3. Prérequis et conditions de succès

La mise en œuvre des actions de communication pour le changement de comportement au profit des responsables locaux sont capitales. Dans le cadre du projet, des séances de sensibilisation multiples sont effectuées au profit des KIFMO, Fokontany, VQ. A cela, s'ajoutent les sensibilisations destinées à la population qui prend notamment la forme d'affichages.

L'implication des structures locales et leur collaboration est fondamentale dans l'application effective des protocoles.

L'attribution des responsabilités à chaque niveau valorise l'appropriation du protocole et son application effective. Les volontaires de quartier de ce Fokontany rapportent périodiquement leurs activités au niveau du Fokontany et du KIFMO. Ce genre de bonne pratique est à disséminer aux autres Fokontany.

Un autre facteur de succès consiste dans l'existence préalable d'une structure de protection. Les Fokontany d'intervention peuvent ainsi capitaliser sur les acquis des interventions d'UNICEF en matière de protection des enfants. La dimension de protection des femmes ne pose alors aucun problème majeur.

Le protocole local élaboré et mis en œuvre dans les Fokontany d'intervention constitue un atout majeur et distinctif du projet par rapport à d'autres interventions en matière de VBG. C'est un outil facile à assimiler,

Affiche illustrant le protocole local de référencement
conçu dans un langage simple et compréhensible et qui mérite d'être disséminé.

Amélioration du traitement des cas de violence basée sur le genre par la police et la gendarmerie

1. Description de l'activité

La police et la gendarmerie sont des acteurs incontournables dans la prévention et la réponse aux violences en générales et à la violence basée sur le genre en particulier. L'appui du projet consiste à :

- Un état de lieux sur la pratique de la prise en charge des violences basées sur le genre dans les commissariats de police et les brigades de la gendarmerie,
- Un développement de document de procédures pour harmoniser les pratiques et les rendre compatibles avec les standards internationaux,
- Validation du standard de procédures par les directions de la police judiciaire,
- Formation des officiers et des agents enquêteurs sur le standard de procédures,
- Suivi de la formation et coaching,
- Dotation en matériel informatique et mobilier de bureau pour garder les documents confidentiels,
- Conception et adoption d'une base de données pour faciliter la collecte des données auprès des commissariats de police et des brigades de la gendarmerie,
- Formation in situ sur l'utilisation de la base des données.

2. Challenges rencontrés et mitigation

Il y a un fort taux de turn over des officiers et des agents de la police et de la gendarmerie ; les personnes initialement formées sont affectées ailleurs et les hauts responsables ont changé en cours de mise en œuvre. Il faut ainsi reprendre le dialogue et le renforcement des capacités.

3. Prérequis et conditions de succès

La police et la gendarmerie sont des institutions très hiérarchisées, l'engagement des hauts responsables de ces institutions sont nécessaires pour l'atteinte des résultats.

4. État des lieux en termes de pérennisation

UNFPA prévoit avec UNICEF, UNDP et les autres partenaires, d'intégrer dans la formation initiale des agents et des officiers de la police judiciaire le standard de service de traitement des cas des violences. Afin d'optimiser les chances de pérennisation, il faut engager un dialogue pour influencer le maintien pour une période raisonnable (2ans) dans un même poste les agents et officiers formés pour suivre l'atteinte des résultats et voir la fonctionnalité du standard de service.

Du point de vue de l'enregistrement des plaintes et du suivi effectué grâce au logiciel Sécurité Humaine déployé dans les commissariats et les brigades de gendarmerie de la CUA, il est souhaitable d'organiser une mise en réseau et la mise en place d'une base de données consolidée au niveau de la ville, afin de faciliter le suivi des cas, et de permettre l'analyse des données au niveau de la ville.

Amélioration des services de prise en charge médicale des cas de violence basée sur le genre

1. Description de l'activité

L'activité consiste à fournir des services de prise en charge médicale de proximité aux survivants des violences basées sur le genre, notamment celles qui ont subi une violence physique ou une violence sexuelle. Il a été prévu de renforcer les capacités des prestataires de service en santé sur l'accueil et le traitement des survivants. Au démarrage de l'activité, l'inexistence de protocole spécifique pour la prise en charge médicale de ce type de document a été constatée. Le projet a ainsi appuyé l'état des lieux des pratiques des médecins et paramédicaux au niveau des centres de santé de base en ville et en périphérie, au niveau des différents niveaux des centres hospitaliers. Les standards internationaux ont été aussi revus et adaptés au contexte local. Un guide de prise en charge médicale des violences sexuelles a été développé et validé par le Ministère de la Santé Publique. Les médecins des centres de santé de la Commune Urbaine d'Antananarivo, des centres de santé de base et des hôpitaux localisés dans ou à proximité des Fokontany d'intervention ont bénéficiés de formation sur la prise en charge médicale des violences sexuelles conformes aux normes internationales. Ces formations sanitaires sont dotées en kit de prise en charge médicale. En somme 12 formations sanitaires sont touchées par ce renforcement des capacités.

2. Challenges rencontrés et mitigation

Comme le guide de prise en charge médicale est document normatif qui est applicable dans tous les centres de santé et hôpitaux de Madagascar, il a fallu la validation officielle du document avant son entrée en vigueur et son utilisation effective. Cette validation est un processus consultatif. Ce processus a eu des répercussions dans la planification opérationnelle des activités, notamment les formations, l'achat et la dotation des intrants.

Le projet a décidé de collaborer et de faire piloter la mise en œuvre des activités par le département du ministère en charge de la protection des personnes vulnérables et de la lutte contre les violences pour faciliter le processus de validation et de renforcement des capacités des centres de santé.

3. Prérequis et conditions de succès

La violence basée sur le genre est considérée à Madagascar comme un problème de santé publique. Des médecins cliniciens disposent des expériences pertinentes répliquables dans les centres de santé et sur lesquelles des leçons ont pu être capitalisées dans le guide de prise en charge.

4. État des lieux en termes de pérennisation

Les expériences en matière de renforcement de capacités des formations sanitaires sur la prise en charge médicale des violences sexuelles dans le cadre du projet conjoint sécurité humaine sont actuellement répliquées dans d'autres sites d'intervention de UNFPA, notamment dans ses régions d'intervention. Le guide de prise en charge médicale est repris et est utilisé par les autres partenaires dans le domaine de la santé de la reproduction.

5. Éléments budgétaires associés

a. à la pérennisation

Il est encore nécessaire de faire la promotion de la disponibilité des services de prise en charge médicale dans les centres de santé de la CUA et des centres de santé de base, qui se trouvent proches des Fokontany et de la communauté.

L'approvisionnement en intrants médicaux (achat, acheminement vers les centres de santé) nécessite encore un appui.

b. à la mise à l'échelle

Pour faciliter la mise à l'échelle de la prise en charge médicale des violences basées sur le genre, il y a besoin d'avoir une clarté sur la stratégie nationale de la prise en charge, notamment sur les questions de gratuité des services (médicaments, analyses, certificat médical...), sur le ciblage des bénéficiaires de ces services et sur la promotion de ces services. Le renforcement des capacités des prestataires peut être assuré par les partenaires au développement. La mise à disposition des intrants de santé dépend de la stratégie nationale.

6. Réplication

La réplication est actuellement en cours, des formateurs régionaux seront formés, et des centres de santé bénéficiaires dans les régions sont identifiés. Les résultats pourront ensuite être mesurés à grande échelle.

7. Conclusion

Il y a un changement institutionnel atteint, notamment dans la manière de prendre en charge les violences basées sur le Genre. Cette expérience est répliquable dans d'autres sites d'intervention.

Mobilisation sociale pour la cohésion sociale

Activité-clé : Socio event

Les habitants des milieux défavorisés n'ont toujours d'une manière précaire et ne bénéficient même pas d'une règle appropriée. Ils ont besoin d'être soutenu et encouragé pour avoir une vie meilleure et avoir une solidarité.

Description de l'activité

Socio event est une organisation de manifestation sportive et culturelle à travers lequel on encourage la population d'une même localité ou des localités différentes ayant la même condition de vie à s'organiser entre eux afin d'avoir une vie meilleure plus tard pour favoriser leurs quotidiens.



Finale du concours de socio-events organisée le 14 septembre 2014

Challenges rencontrés et mitigation : Prise de responsabilité effective de la plupart de la population surtout quand les présidents du Fokontany sont convaincus. Les KIFMO et VQ sont mis en place. Les membres des clubs, groupe ou équipes consacrent leurs temps libres au tournoi.

Prérequis et conditions de succès

- La structure locale organisée au sein du Fokontany facilite le déroulement du « socio event ». Les MAS ont tenu le rôle de moteur et de mobilisateur.
- Le Sahan'ny Ankizy existant encourage la participation des enfants au tournoi

Participants : environ 200 participants par Fokontany et par activité, environ 4000 personnes pour les finales



État des lieux en terme de pérennisation

Une bonne organisation interne des structures locales peut résoudre tous les problèmes financiers pour le bon déroulement des activités.

Éléments budgétaires associés :

- à la pérennisation : La conviction continue et régulière des managers privilégie la réalisation de toutes les manifestations.
- à la mise à l'échelle : Les activités du socio event ne requièrent pas de moyens inabordables.

Recommandations pour une mise à l'échelle réussie : Persuader les structures locales à concentrer leurs efforts au « socio event ».

Leçons apprises:

- Influencer en premier lieu le Président du Fokontany pour assurer le déroulement des activités
- Encourager les structures locales à savoir travailler en équipe
- Les apprendre à exploiter les espaces et infrastructures locales pour la réalisation des activités pour ne pas engager des dépenses superflues.

Bien définir à l'avance les règles de procédure à suivre pendant le déroulement et résoudre en commun et en toute transparence les problèmes produits.

Références : <https://www.facebook.com/events/305388339643822/>

Activité : Sensibilisation des communautés locales et appui à la mise en place d'instruments locaux pour réduire et prévenir les violences et renforcer la sécurité personnelle.

TAMABOHO

La plupart des individus des zones défavorisées vit dans une situation précaire. Ils n'ont jamais eu la chance d'avoir une instruction poussée. Leur gain journalier est très faible et ne leur permet pas d'avoir une vie décente. Ayant des enfants, il leur est pénible d'offrir des jouets à leurs progénitures alors que ces derniers ont bel et bien le droit de jouer.

Description de l'activité

Le Tamaboho est un jeu traditionnel auquel les petites racontent des histoires à l'aide des cailloux. C'est un outil de sensibilisation efficace, abordable et à la portée de tous.

Challenges rencontrés et mitigation

Il intéresse beaucoup les enfants parce qu'on a perçu une participation massive des enfants de 7 à 14 ans. La formation et la conscientisation commencent dès leur jeune âge pour une préparation à la gestion de leurs vies futures.

Prérequis et conditions de succès

- La structure d'accueil n'est pas indispensable, il peut de faire en plein air.
- Le jeu peut se dérouler en famille, entre voisins, par quartier et au Fokontany

État des lieux en termes de pérennisation

Ce type de jeu n'exige pas de moyens financiers. Seule la volonté d'organiser une rencontre est capitale.

Éléments budgétaires associés :

- à la pérennisation : il suffit de récompenser les vainqueurs du tournoi et trouver des sponsors pour pouvoir se procurer des lots pour les enfants participants.
- à la mise à l'échelle : n'exige pas de moyens financiers.

Recommandations pour une mise à l'échelle réussie : Choisir un thème correspondant à la sécurité humaine à chaque tournoi pour encourager la collaboration imposante des enfants. Les parents et personnes âgées doivent être attentifs pendant que les enfants jouent au Tamaboho.

Activité : Sponsoring pour artistes

Constat : Le manque de distraction favorise la violence et la consommation des stupéfiants.

Description: Pour transmettre un message, le chant est l'un des moyens les plus efficaces. L'essentiel est de déceler un groupe artistique qui se va se spécialiser à la sensibilisation pour la lutte contre les violences et la drogue. Pour attirer l'attention du public, des tenues sont importantes.

Challenge : Avoir des bienfaiteurs pour fournir les vêtements de scène, gagner de l'argent lors des représentations pour mieux vivre, la faculté de répéter dans des studios

Pérennisation : Organisation des spectacles pour réaliser des bénéfices à l'aide desquelles le groupe gagnent de l'argent pour subsister à leur quotidien et en acquérir des tenues, paiement de la location des studios.

Faire des tournées de sensibilisation, animer les fêtes foraines et les évènementiels.

Programme Vina Lombonana

Emission radiophoniques de 70 émissions sur 20 thèmes

Durée : 15 min

Radio ACEEM

Plus de 200 personnes invités

Micro-trottoirs et focus group pour le choix des thématiques

Centre d'accès aux services ou Centres Ilaiko

1. Contexte

Dans la ville d'Antananarivo et les deux autres communes d'intervention, les enfants subissent différentes formes de maltraitance¹¹, dans un environnement qui exacerbe leur vulnérabilité (non scolarisation, déscolarisation, faiblesse de la protection parentale, violence conjugale), constituant des situations à risque de générer des maltraitances.

Les offres de service pour la protection de l'enfance dans son environnement familial existent mais présentent des limites, dont l'insuffisance en nombre et l'insuffisance d'intégration et de coordination. Certains de ces services peuvent aussi être difficiles d'accès pour la population des quartiers vulnérables.

Le Projet Sécurité Humaine vise en partie à adresser ces limites.

2. Description de l'activité

2.1 Le concept

La mise en place des Centres d'Accès aux Services dénommés Centres ILAIKO entre dans la mise en œuvre de deux objectifs du projet Sécurité Humaine : **Objectif II** « Renforcement des structures et mécanismes de protection des plus vulnérables contre la violence et les crimes » et **Objectif III** « Amélioration de l'accès aux services urbains de base et soutien économique aux plus vulnérables ».

L'activité consiste à offrir deux types de services aux enfants et à leurs familles, **en un seul endroit** : le service de prise en charge psychosociale (écoute et soutien psychosocial, appui à l'insertion scolaire, prise en charge des victimes de violences, prise en charge de l'enfant/mère malnutris, problème foncier, régularisation d'état civil...) et socioéconomique (conseil et orientation professionnel, formation au

parcours du micro entrepreneur, appui au montage de business plan, suivi et coaching, placement, formation professionnelle). Le deuxième service vise à améliorer les revenus des ménages et à améliorer le cadre de vie de la famille et ainsi celui de l'enfant.

Ces services peuvent être fournis directement par les CAS ou via leurs partenaires.

La finalité de leur mise en place est d'accompagner les familles les plus vulnérables dans leur

CENTRE ILAIKO
Ivotoerana momba ny fiarovana sy ny fampandrosoana ny mahaolona

1 - Fandraisana an-tànana ara-krosialy:

- Fihainona
- Fiofanana
- Fanentanana maro samihafa
- Torohevitra momba ny didy aman-dalàna sy ny dingana ara-pitsarana
- Fandraisan-tanana ireo iharan'ny herisetra

2 - fanohanana ara-tekhnika amin'ny fananganana tetik'asa :

- Fianarana mandrafitra drafitr'asa
- Fiaraha-miasa amin'ny mampindram-bola madinika
- Fanaraha-maso sy fanampiana eo amin'ny fanatanterahana ireo torohevitra naroso
- Fitadiavana asa

Misedra olana ara-piaraha-monina sy ara-pivelomana ve ianao?

Aza misalasala manatona ny ivotoerana ILAIKO fa afaka hanampy anao izy. Ireto avy ny toerana ahitana azy :

CENTRE ILAIKO, Manarintsoa Afovoany

CENTRE ILAIKO, Isoavimasoaandro

Logos: UNICEF, Ministry of the Family, PlaNet Finance

...utes formes de violences, d'atteinte ou de brutalités physiques ou morales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation y compris la violence sexuelle perpétrées sur un enfant par ses parents, ses représentants légaux ou toute autre personne ».

projet de vie et dans la réduction des risques économiques et psychosociaux.

Les Centres Ilaiko sont implantés dans deux Fokontany (Manarintsoa Afovoany, Isoavimasoandro) parmi les plus vulnérables pour faciliter l'accès aux services pour la population de ces quartiers et des quartiers environnants.

En liaison avec l'activité de renforcement de l'ancrage communautaire des mécanismes de protection, la stratégie de pérennisation des Centres Ilaiko consiste à mettre en place des partenariats relais du projet à son terme avec la commune urbaine d'Antananarivo en tant que maître d'ouvrage du projet en étroite collaboration avec les Fokontany et grâce à l'implication des membres de KIFMO/Volontaire des Quartiers dans le référencement des cas de maltraitance ou de violence envers les enfants.

2.2 Mise en application

• Le processus de mise en place des Centres Ilaiko.

Le processus a nécessité la **concertation de plusieurs acteurs** : l'ONG PlaNet Finance, la Direction des Affaires Sociales et Culturelles (DASC) de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA), les associations locales, la Coordination du Projet Sécurité Humaine et l'UNICEF. Il est important de noter que, bien que la gestion des ressources financières et matérielles n'ait pas relevé de la DASC, cette Direction a toujours fait preuve de bonne volonté pour la mise en œuvre du projet. La CUA a également apporté sa contribution au fonctionnement des Centres Ilaiko notamment l'appui à la scolarisation, la participation au référencement et le recrutement des assistantes sociales.

Facilitation de la CUA/DASC et de la Coordination du Projet pour les locaux : la maison de l'Association Locale Tsimanavaka abrite le Centre Ilaiko Manarintsoa, en vertu d'une convention entre les différentes parties. Le Centre Ilaiko Isoavimasoandro est installé dans un bâtiment qui appartient à la commune et qui est utilisé par une association locale. Les locaux ont été réhabilités, aménagés et équipés avec les fonds du projet.

• L'opérationnalisation des Centres ILAIKO.

Trois éléments ont été déterminants dans leur opérationnalisation.

- **L'expertise du personnel** des Centres ILAIKO, dont le recrutement a été conduit par l'ONG PlaNet Finance (définition d'un organigramme, élaboration de termes de référence pour chaque consultant, consultants motivés et engagés). Un renforcement de capacité interne et externe a été opéré tout au long du projet,
- **L'implication des acteurs locaux** (VQ, KIFMO). Relais de l'équipe d'Ilaiko dans les quartiers, ils ont deux mandats : orienter les familles vers les centres et informer celles-ci des services disponibles au sein des Centres ILAIKO. Les VQ et membres des KIFMO ont bénéficié de formations sur les modules (développement personnel, communication interpersonnelle, life skills) et participé à un atelier de standardisation afin de les aider à assurer leur rôle.
- La **sensibilisation au niveau de la communauté de base** : afin de promouvoir les services des Centres ILAIKO auprès des cibles du projet, une série d'actions de sensibilisation de masse a été organisée :

Services offerts au sein des Centres Ilaiko

- **Accueil individualisé et orientation** : aux services internes des CAS ou aux partenaires externes
- **Cellule d'écoute** : accompagnement psychosocial, accompagnement/référencement des bénéficiaires vers les services/centres de prise en charge, animations informations et communications, suivis et visite à domicile, counseling...
- **Cellule de conseil et d'orientation professionnelle** : diagnostic, conseil et orientation professionnelle, référencement vers les centres de formation professionnelle, placement, appui à l'employabilité ;
- **Formation au développement personnel et au parcours complet du micro-entrepreneur** (pouvant comporter de l'alphabétisation fonctionnelle)
- **Coaching et montage de Business Plan**
- **Octroi de fonds d'appui au lancement de l'AGR & suivis/ coaching individuels des bénéficiaires**
- **Octroi de fonds d'urgence pour les victimes de violence (femmes et enfants)**

distribution de supports de communication (affiches, flyers, banderoles), organisation de diverses animations (groupes folkloriques, jeux quizz, distribution de paniers ménagers pour les femmes ou kits scolaires pour les enfants), organisation d'événements médiatique afin de présenter les services des CAS et les résultats atteints tout au long du projet renforçant son ancrage dans le paysage de l'appui à la protection de l'enfance.

- La fourniture des services proprement dits a commencé avec l'ouverture au public des Centres ILAIKO en novembre 2012.

Les services sont fournis par le personnel des Centres ILAIKO, qui est composé de :

- 02 superviseurs chargés de l'accueil des bénéficiaires
- 02 assistants sociaux chargés de l'écoute et soutien psychosocial,
- 01 conseiller en orientation professionnelle
- 02 formateurs
- 02 coaches
- 01 coordinatrice

Le principal changement apporté en cours de projet a été l'association des activités des Centres ILAIKO avec les activités d'appui à la mise en œuvre des plans d'actions locaux des Fokontany. Ainsi, dans le cadre de la **prise en charge intégrée**, les parents des enfants victimes de négligence ont bénéficié de formations en développement personnel et en réalisation d'AGR dispensées par les Centres ILAIKO. Les Assistants sociaux du Service Social de la CUA/DPSP ont été formés par le Centre ILAIKO pour assurer l'encadrement et le suivi de ces parents dans la conception de micro business plan.

3. Résultats

- Entre novembre 2012 et mai 2014, **4023 personnes** ont bénéficié des services des Centres Ilaiko **(+100% par rapport à l'objectif du projet** qui était de 2000 bénéficiaires) : 53% de femmes, 32% de jeunes et 6% d'enfants,
- 91 % de ces personnes ont bénéficié d'au moins un des services Centre Ilaiko: prise en charge psychosociale et /ou formation et / ou renforcement des capacités productives,
- La **prise en charge intégrée** de la famille et de l'enfant (formation mère/père + scolarisation) a bénéficié à 5 familles et 50 enfants. Par ailleurs, les Centres ILAIKO ont travaillé directement avec le Service Social de la DPSP pour le renforcement des capacités des familles des 950 enfants victimes de négligence, identifiées dans les Fokontany comme parmi les plus vulnérables. Cette collaboration est une innovation,
- Selon l'évaluation interne menée par PlaNet Finance sur les **AGR, 45% des bénéficiaires ont réussi à développer leur activité** : leurs AGR sont en mode de croissance et développement (indicateurs économiques positifs : hausse capital, épargne & crédit pour investissement...). Les bénéficiaires directs sont surtout les femmes et leurs familles,
- Concernant les enfants victimes de violences en général, 11 ont bénéficié du fonds d'urgence. L'existence du Centre ILAIKO a permis l'intégration de l'écoute et de l'accompagnement de l'enfant. L'intégration des autres services (ex HUGOB + Police) va encore faciliter la prise en charge et raccourcir le circuit que les victimes doivent parcourir.

Les Centres ILAIKO répondent à la finalité ayant conduit à leur création qui est d'**accompagner les familles les plus vulnérables dans leur projet de vie et dans la réduction des risques économiques et psychosociaux.**

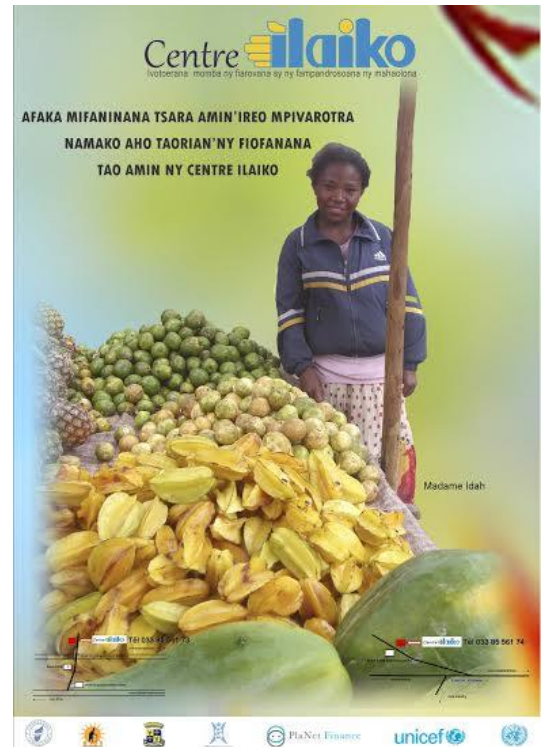
4. État des lieux en terme de pérennisation

Le processus de pérennisation est en cours sur le plan technique :

- DASC et DPSP sont impliquées dans la pérennisation de ces structures : recrutement en interne (parmi le personnel en place au niveau de la CUA) de 6 personnes qui ont été formées et travaillent sur la fourniture de services de renforcement des capacités économiques, et 5 sur l'aspect psychosocial,
- Transfert des compétences par le personnel et experts de PlaNet Finance en cours.

Sur le plan financier, la continuité des services n'est assurée que jusqu'à **fin novembre 2014** :

- Les frais de fonctionnement pour financer la phase de processus de pérennisation sont couverts par la coopération monégasque et des ressources régulières d'UNICEF jusque fin novembre 2014.
- La CUA rendra fin novembre 2014 son plan de développement, sur la base des activités à externaliser, celles à maintenir en interne, et des pistes de partenariat.



Afin d'assurer une continuité de service, de nouveaux financements doivent être trouvés avant décembre 2014, afin d'éviter de véhiculer une mauvaise image auprès des bénéficiaires et de démobiliser les équipes des CAS.

Formation professionnelle

1. Contexte

Dans le cadre du projet Sécurité Humaine, CEFOR fut Partenaire de mise en Œuvre de ONU-HABITAT, pour l'insertion professionnelle de 1200 jeunes issus de 25 Fokontany de la CUA et de 2 communes rurales., dont 40% auront moins de 35 ans et 60% seront des femmes, ainsi que l'accompagnement de 150 Business Plan. Une étude menée par le cabinet Midas a pu déterminer les besoins de formation des bénéficiaires.

2. Description de l'activité

1 - Sensibilisation/Information/Sélection des jeunes :

Des réunions d'information dans les bureaux des 25 Fokontany d'intervention ont été organisées. Les jeunes ont été pré sélectionnés par les structures locales et engagés moralement dans le processus, au moyen d'une fiche d'engagement. La sélection se fait sur la base d'analyse socioéconomique à partir d'un outil appelé **la Fiche de catégorisation sociale**,

1602 jeunes ont été touchés par la sensibilisation.

2 - Formation professionnelle :

Pour une durée de 4 semaines, les jeunes ont été formés sur la spécialité de leur choix. La formation se fait en 2 étapes : la Formation comportementale et la Formation technique.

1227 jeunes ont été formés, dont 690 orientés vers le secteur formel, et 537 vers le secteur informel, avec 71% de participation de femmes. 87% des formés ont moins de 35 ans.

3 -Insertion professionnelle :

Les activités post formations concernent le placement et les suivis (post formation et post placement). Une Agence de placement dite **CEFOR ASA** prend en charge les jeunes formés qui sont encadrés par des **orientateurs professionnels**. **La période de suivi s'étale sur une** durée de 3 mois.

365 stagiaires placés dans le secteur formel soit 52% des formés.

4 - Orientation vers l'auto emploi :

537 jeunes ont été formés et orientés vers l'auto emploi.

151 personnes ont été formées et accompagnées dans l'élaboration de leurs business plan.

3. Challenges rencontrés et mitigation

1/ la mobilisation des jeunes vulnérables qui veulent s'investir dans une formation en période de crise. En effet, ces jeunes vulnérables sont dans l'obligation de participer à la survie de la famille. Une pré identification a déjà été effectuée par les MAS et les Chefs quartiers, La sélection finale revient à CEFOR.

2/L'assiduité des jeunes : en effet, ils sont confrontés à diverses difficultés liées à la pauvreté. Mais, l'intervention des MAS dans la ré-motivation des jeunes futs très efficace, Par ailleurs, une lettre d'engagement est signée par les jeunes au début du processus et ils sont tenus de la respecter.

3/La collaboration MAS/Formateurs de CEFOR : en effet, les MAS sont impliqués dans le cursus de formation (sélection, Visite à domicile, suivis). Or, les MAS eux même sont sollicités dans d'autres projets et d'autres activités (animations sociales dans le Fokontany, formations, réunions, forum...organisés par le projet), Ces diverses interventions les rendent parfois indisponibles. Avec l'accord du projet, CEFOR

continuent les activités mais les MAS sont informés de la suite au moment de leur passage dans les centres.

4. Prérequis et conditions de succès

1 - L'implication des structures locales aux différentes étapes du projet (présélection, information, sensibilisation, suivis post formation), doublée par la forte expérience de CEFOR dans le domaine de l'accompagnement de populations vulnérables avait permis d'atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés dans le délai imparti.

2 – L'assouplissement des critères relatifs au niveau d'instruction a permis aux jeunes démunis, motivés de suivre des formations qualifiées et à CEFOR d'atteindre les objectifs de 1200 formés.

5. État des lieux en terme de pérennisation

Pour l'année 2014, CEFOR est aussi financé par l'association genevois **Frères de nos Frères**.

6. Éléments budgétaires associés

- à la pérennisation (coût de fonctionnement des structures et mécanismes déjà existants) **300 000 000 Ar/an-**

- à la mise à l'échelle (coût de mise en place de nouvelles structures ou établissement de nouveaux mécanismes dans d'autres zones non touchées par le projet) : **400 000 000 Ar / an**

7. Recommandations pour une mise à l'échelle réussie

- Prévoir une durée de formation un peu plus longue pour les formations techniques,
- Pour la formation en business plan : orienter les cibles vers les filières porteuses - identifier les besoins en formation technique par rapport à l'orientation de leur choix - élaborer le business plan dès cette phase d'orientation - suivre le plan d'affaire.

8. Conclusion

1/ certaines pratiques sont innovantes :

- l'organisation de Réunion d'information décentralisée dans les Fokontany avec les MAS
- la sensibilisation à 2 niveaux : identification/sensibilisation par les structures locales et une autre faite par CEFOR
- la sélection à 2 niveaux : par la fiche d'engagement du projet et la fiche de catégorisation sociale de CEFOR
- l'organisation de formation en business plan qui a permis de mettre en lien le centre de formation avec les agences de Micro crédit.

2/ l'approche adopté s'est révélée efficace

- la mobilisation en cascade : MAS → CHEF QUARTIERS → JEUNES
- l'implication des structures locales dans le processus (dans la sensibilisation, dans le suivi pendant et après la formation), a baissé le taux d'abandon en formation (2,4%)

3/ le dispositif mis en place par CEFOR : (Formation professionnelle et Agence de placement CEFOR ASA, et le Micro crédit) donnant accès à l'emploi formel (par l'agence CEFOR ASA) et parfois informel (par les agences de Micro crédit qui financent les micro entrepreneurs) contribue efficacement à la lutte durable contre la pauvreté.

Leçons à tirer

Les quartiers d'intervention du projet Sécurité Humaine à 'Antananarivo et ses agglomérations concentrent des besoins primaires très intenses, associés à une volonté des populations d'améliorer leur revenu et leur situation sociale. La population pauvre et vulnérable, cible prioritaire du projet dans ces quartiers est souvent déstructurée et cherche les moyens économiques de survie, afin de s'insérer socialement et de répondre à ses besoins sociaux primaires. Cela crée certes une très forte dynamique de

développement. Mais pour en tirer parti, ces familles ont besoin d'un appui à la fois financier et non financier.

Les actions à entreprendre auprès des populations vulnérables doivent répondre aux critères de pertinence et d'efficacité

Valorisation des déchets au niveau de deux centres à Antohomadinika 3 G Hangar & Andavamamba Anatihazo I du centre multifonctionnel et de production de brique énergétique d'Andranomanalina

1. Contexte

La gestion des déchets solides (GDS) est particulièrement affectée à Antananarivo. L'agglomération urbaine produit environ de **700 tonnes de déchets solides par jour** dont **seulement 37% sont collectées**, presque exclusivement le long des axes principaux par la SAMVA. Une grande quantité de déchets restent dans les quartiers, sont enterrés ou brûlés sur place, résultant en des risques accrus sur le plan sanitaire et une plus grande probabilité de catastrophes naturelles (ex. inondations compte tenu de la saturation des bassins versants).

2. Description de l'activité

2.1. Le concept

La mise en œuvre des activités a été conduite de la manière suivante:

- Modélisation de la stratégie de mise en œuvre de 03 projets « Centre de services de base intégrés » répondant aux besoins de la communauté,
- Mise en place des structures de gestion et de pérennisation des services des centres,
- Renforcement des capacités de tous les acteurs engagés dans le projet,
- Opérationnalisation des centres.

2.2. Mise en application

Les activités de modélisation ont débuté par la conduite d'une analyse des types de déchets issus des Fokontany pilotes complétée par une étude de marché sur les possibilités de recyclage et valorisation des déchets afin de développer un service commercial basé sur la collecte, le transfert et le traitement des déchets au niveau communautaire et la création d'activités génératrices de revenus.

L'étude exploratoire a montré que la population avait également besoin d'infrastructure de base en terme d'eau, assainissement et hygiène. Sur ces bases, a donc été décidée la mise en place de:

- 1 Centre de transformation de fines de charbon en briquettes de charbon + Bloc sanitaire + Borne fontaine (projet pilote 1) – Projet du centre multifonctionnel d'Andranomanalina Afovoany
- 2 Centres de valorisation des déchets autres que les déchets biodégradables (projet pilote 2) – Projet d'Andavamamba Anatihazo I et Antohomadinika III G Hangar

La mise en place du centre multifonctionnel a été facilitée par la disponibilité d'un terrain.

Conformément aux objectifs du projet, le projet a initialement mis en place des structures communautaires pour gérer les Centres en appuyant la stratégie de la Commune Urbaine d'Antananarivo consistant dans la mise en place un système de gestion locale intégrée en eau, hygiène et assainissement, à travers la mise en place de 3 structures « Rafitra Fikojana ny rano sy Fanadiovana RF2 ». Le CNRIT a également dispensé des formations pour l'exploitation de l'unité de briqueterie et la fabrication briquettes de charbon à l'endroit du RF2/gestionnaire du centre.

3. Défis et mitigation

Sur le plan de l'opérationnalisation, les RF2 ont fait face à des problèmes d'ordre techniques, financiers et organisationnels. Des équipements additionnels se sont avérés nécessaires pour assurer l'opérationnalisation effective

des centres de valorisation de déchets. Or les RF2 ne disposaient pas de financement pour pallier ce problème. Pour le cas particulier d'Andranomanalina Centre, les équipements fabriqués par CNRIT n'arrivaient pas à assurer une production optimale de briquettes permettant la rentabilité financière du centre suivant l'étude initiale. Plusieurs paramètres ont biaisé l'étude en effet: panne fréquente des machines fabriquées localement, fines de charbons monnayées par la population puisqu'elles avaient acquis une valeur marchande, indisponibilité des fines pendant les saisons sèches où les fabricants de briques en terre cuite les achètent auprès des charbonniers pour leurs fourneaux de briques. En outre, il a été constaté que les 2 jeunes femmes issues de la communauté et recrutées comme agentes commerciales n'avaient pas les contacts nécessaires pour parvenir à placer les marchandises auprès des distributeurs.

Pour pallier ces défis, le projet a mis en place un comité de pilotage incluant toutes les parties prenantes pour décider ensemble des orientations à suivre. Les points suivants ont été décidés:

- Sur le plan technique: Le CNRIT a dû compléter et modifier certains matériels afin d'assurer l'optimisation de l'exploitation du centre. L'atelier devenu spacieux après modification des équipements a également été ré-alloué pour 02 destinations (i) fabrication de charbon et (ii) fabrication de mobiliers urbains (bassins lavoirs mobile, brouettes, charrettes etc) pouvant créer des emplois locaux et générer davantage de dynamique social au sein du Fokontany,
- Sur le plan financier: l'ONU-HABITAT a dû rechercher les fonds supplémentaires pour réaliser les modifications nécessaires pour le centre briquetterie et l'achat des équipements supplémentaires pour les 02 centres de valorisation des déchets,
- Sur le plan organisationnel: le projet a procédé au recrutement de gestionnaires privés au lieu de « communautaire » pour assurer une gestion rentable des centres et contribuer à des investissements. Il a été demandé aux gestionnaires privés d'intégrer les équipes locales initiales de RF2.

4. Résultats

Les centres sont opérationnels. Les trois centres ont pour bénéficiaires directs:

- Les cinquantaines d'agents locaux employés par les 03 RF2 et les 03 centres ayant amélioré leurs sources de revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles respectives (250 personnes),
- Au moins 15 000 habitants de la zone d'intervention dans la Commune Urbaine d'Antananarivo (Fokontany) bénéficiant d'un environnement salubre, d'une nouvelle dynamique sociale et d'organisation communautaire réduisant ainsi l'insécurité au sein des 03 Fokontany.

et pour bénéficiaires indirects:

- Le Service de Maintenance Autonome de la ville d'Antananarivo (SAMVA),
- Bureau Municipale de l'hygiène (BMH),
- JIRAMA (énergie et eau),
- Municipalité d'Antananarivo et d'association ceinture périphérique (OPCI-FIFTAMA),
- La société civile organisée, à savoir les organisations communautaires, les églises et le secteur privé.

Pendant la période de développement de l'atelier, des **normes techniques** sur la qualité des matériaux utilisés dans la construction de mobilier urbain, ainsi que **des normes de travail**, sur les salaires, la sécurité physique des employés et la parité homme/femme ont été proposées aux services compétents de la CUA. Cette initiative a pour but de pousser les autorités à agréer des ateliers formels et donc de participer au processus d'une économie inclusive. Dans la phase de création de produits, des **tisseuses de plastique** qui ont la faculté d'innover et de s'adapter rapidement aux exigences des acheteurs sont intervenues pour produire différents modèles de poubelles permettant le recyclage du plastique et la création de trois nouveaux postes de travail. La grande innovation du développement de produit réside dans **la conception de lavoirs mobiles fabriqués et testés** pendant une longue période et protégés par l'OMAPI. Leur installation, utilisation et financement ont fait l'objet de discussions avec la CUA et le concept fait l'objet d'un petit document de projet. Un film a été gracieusement réalisé afin de présenter les lavoirs sur internet pour lever des fonds. La mise à disposition de lavoirs mobiles dans les Fokontany vulnérables pourrait générer un grand nombre d'emplois durables et dignes pour les ouvrières qui souhaiteraient laver leur linge en toute sécurité. Aujourd'hui, le chef d'entreprise qui opère dans le centre a la faculté de concevoir, de construire, de vendre et de gérer son commerce. Il a même été retenu par un designer italien pour participer à la **création de certains prototypes de la collection TSARA**, meubles et objets de décoration, exposés au Château de la Reine le 5 décembre 2014, ce qui lui a valu d'être équipé en matériel de production par l'ONUDI.

a. Fabrication de briquettes de charbon



b. Fabrication de mobiliers urbains



5. Prérequis et conditions de succès

A la lumière des défis relevés lors de la mise en œuvre de ce projet pilote, l'on peut retenir les points suivants :

- Mener sérieusement une étude de marché avant d'investir dans le domaine,
- Assurer l'existence de demande de déchets recyclés sur le marché et la facilité d'y accéder et pénétrer le marché,
- Disposer de terrain pour la construction du local ou atelier pour la valorisation et transformation des déchets,
- Collaboration avec des fabricants de machines industrielles expérimentés pouvant concevoir de manière plus rationnelle les équipements nécessaires pour la transformation des déchets tenant compte des données issues de la phase d'étude exploratoire,
- Bien étudier la gestion de l'espace des centres de valorisation de déchets qui nécessite finalement un local assez spacieux car les déchets ex. bouteille plastique sont volumineux au stockage,
- Utiliser des équipements et matériels appropriés pour la valorisation des déchets (ex. balance suspendu au lieu de balance à bascule),
- Privilégier les gestionnaires privés aux gestionnaires communautaires pour appliquer un mode de gestion professionnelle et rentabiliser plus rapidement les centres à vocation commerciale et encourager les privés à recruter des mains locales,
- Prévoir un fonds de démarrage initial pour soutenir le lancement des activités des centres,

- Bien élaborer les termes de contrats de délégation de gestion des centres par la CUA à l'endroit des gestionnaires afin de sécuriser l'investissement et assurer les retombées économiques auprès de la population locale et Fokontany d'implantation,
- La CUA dispose déjà d'un organe de contrôle des gestionnaires délégués pouvant être saisi pour assurer le suivi de la bonne gestion des centres après le projet et aviser en cas de défaillance des gestionnaires,
- Mise en place de comité de pilotage du projet pour favoriser le partage d'expérience et enrichir les informations pour aviser les décisions sur l'orientation du projet.

6. Etat des lieux en terme de pérennisation

Intérêt dans le développement du modèle de partenariat public-privé : Etant donné que les centres sont actuellement exploités par des gestionnaires privés, les risques de dépendance au projet sont minimes. Les gestionnaires ont les aptitudes à augmenter les investissements et améliorer les équipements et matériels suivant leurs propres perspectives de marché.

La pérennisation des activités des centres sera **fonction de l'existence d'un marché** des produits recyclés. Pour la fabrication de briquettes de charbons, le marché de ce produit tend à se développer. Outre les ménages locaux, ce sont surtout les industries qui souhaitent les utiliser alternativement à l'électricité. L'opérateur privé gérant le centre honore déjà un marché de 3 tonnes par mois et d'autres demandes sont déjà pressenties.

Conception de lavoirs mobiles et de mobilier urbain dans les centres de valorisation des déchets

1. Contexte

A Antananarivo, plus de 35 000 femmes sont, quotidiennement, contraintes de lessiver leur linge dans les rivières contaminées de la capitale car les lavoirs en béton et les infrastructures sont insuffisants à la demande. Cette situation engendre des risques d'ordre sanitaire pour les lavandières et de sécurité humaine pour leurs enfants restés dans les quartiers. Cette situation résulte de l'insuffisance de lavoirs fixes dans les quartiers (coût et manque de place).

2. Description du projet

Le principe consiste à faire fabriquer des lavoirs démontables par des ateliers de la capitale puis à équiper les fokontany demandeurs de ces structures. Les ateliers formels qui les construiront, siègent dans les zones vulnérables.

Par ailleurs, en intégrant des lavoirs mobiles dans les fokontany nécessaires, il est possible rapidement d'offrir un nombre conséquent de poste de travail dans les quartiers où vivent toutes les ouvrières. De plus, elles bénéficieraient de conditions de travail dignes, pratiques et durables, réduisant les risques sanitaires et les contraintes logistiques.

D'autre part, le fait d'occuper divers endroits à l'intérieur des fokontany, le plus souvent peu fréquentés durant la journée, contribuerait à renforcer la présence et donc la sécurité humaine. Dans le même temps, ces laveuses resteraient à proximité de leurs enfants ce qui améliorerait la protection de l'enfance.

Quant aux objets, ils seront conçus en partie en matériaux recyclables. De plus, une contribution anticipée fixée dans le prix des lavoirs permettrait de renforcer les services du RF2, afin de contribuer à l'assainissement des fokontany. Ainsi, la fabrication de ces objets soutiendrait les efforts encore à faire dans le domaine de l'assainissement de ces quartiers en difficulté.

Toujours, dans le but d'apporter de nouveaux avantages à cette population vulnérable, une assurance maladie serait instaurée pour ces professionnelles du lavage, dans la location du lavoir mobile.

Aujourd'hui, la commune d'Antananarivo compte des centaines de bornes fontaines. Celles-ci sont gérées par des associations contractuellement liées avec la Jirama (Compagnie publique responsable de l'eau et de l'électricité) et la CUA (Commune urbaine d'Antananarivo). Les associations qui gèrent les bornes fontaines pourraient facilement fournir également le service de location de lavoirs mobile selon le modèle juridique utilisé pour l'implantation et l'exploitation des infrastructures communales existantes.

D'autre part, après 8 mois passés à concevoir, améliorer et tester les prototypes de lavoir mobile et de penderie verticale, il est aujourd'hui possible de fabriquer ce matériel dans des ateliers formels de la CUA, notamment les centres de valorisation créés dans le cadre du projet Sécurité Humaine.

Quant aux critères de fabrication de ces lavoirs, des discussions avancées à propos de normes techniques et de conditions de travail ont eu lieu avec les services de la CUA. Cette démarche consiste à assurer un respect des conditions de travail et à maximiser la durée de vie des lavoirs avec un manuel d'utilisation et de maintenance.

3. Résultats

Dans le cadre du projet Sécurité Humaine, le design des lavoirs mobiles, ainsi que le contexte d'employabilité qui fait partie du concept (normes techniques et sociales, protection maladie) ont été développés. Les lavoirs mobiles ont été présentés lors de la visite terrain du 29 septembre et de l'exposition sur le parvis de l'hôtel de ville du 30 septembre.

4. Prochaines étapes

Il s'agit d'identifier des bailleurs prêts à soutenir ce projet.

Les quartiers n'ayant pas de moyens financiers, les installations de borne fontaine ou lavoir sont très souvent pris en charge par les bailleurs de fonds ou les ONG. Il en est de même pour les lavoirs mobiles. Le coût d'une installation de lavoirs mobiles peut varier du simple au double en fonction du nombre de places désirées par les associations responsables et des contraintes techniques propres à chaque site. Les facteurs suivants sont déterminants pour le prix :



1) La superficie qui limite l'implantation d'unité de lavoir

2) Le nombre de postes de travail : Il existe une « unité lavoir » faite pour un poste de travail mais avec le même objet, quelque peu modifié, il est possible de créer deux postes de travail. Dans ce deuxième cas, la facture serait réduite d'un bon tiers.

3) L'installation complète d'une structure de lavoir mobile est fournie avec une penderie verticale mobile, à capacité variable. Si le terrain est adapté à l'implantation de cet outil, les différentes variantes du module de séchage peuvent supporter de deux cent à huit cent linges.

Mise en place des infrastructures selon le terrain à disposition : Comme la maniabilité d'un module de lavoir démontable est aisée, il est ainsi très facile de composer des installations de toutes formes, linéaires, circulaires, ou carré en fonction de la configuration du terrain mis à disposition. Des places, des parcs, des rues, des ruelles et même de menus emplacements sont des lieux praticables pour ce type de mobilier urbain. Enfin, le nombre de place travail est dépendant du lieu prévu pour ces implantations. Par conséquent, des bases de 4, 10, 20, 40 laveuses etc... peuvent s'intégrer dans n'importe quel fokontany.

Repères budgétaires : Exemple pour 20 personnes : lavoir mobile avec toutes les options + séchoir vertical :

5'000'000Ariary soit 2000 USD permettraient de :

- créer 20 postes de travail durables dans des conditions de travail respectueuses
- de consacrer 480'000Ariary/an soit le 80% du salaire d'un ouvrier du RF2
- de fournir une assurance maladie à 20 personnes.

Appui aux travaux de gestion des déchets, curage des canaux et nettoyage Fokontany

1. Contexte

Dans le cadre du projet Sécurité Humaine, DE.PAR fut Partenaire de mise en œuvre de ONU-HABITAT, pour l'Appui aux travaux de gestion des déchets et de curage des canaux et à la génération de petits revenus supplémentaires liés à l'assainissement des Fokontany d'intervention du projet Sécurité humaine durant les trois années du Projet.

2. Description de l'activité

- **DIAGNOSTIC D'INSALUBRITE**
 - Carte SAMVA
 - Descente sur terrain
- **PLANIFICATION**
 - Plan d'action des travaux de nettoyage et de curage
 - Recrutement des travailleurs
 - Approvisionnement en petits outils et équipements de travail.
- **IEC**
 - Plan opérationnel
 - Appropriation locale de l'Etat d'insalubrité
 - Marche pour la propreté du Fokontany
- **MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX**
 - Activité 1ère session
 - Balayage du Fokontany
Nettoyage et curage des canaux
- **EVALUATION PARTICIPATIVE (Après une inter-session de 15 Jours)**
 - Evaluation sur terrain
 - Plan d'action des travaux de nettoyage et de curage
 - Recrutement des travailleurs
 - Rajout des petits outillages
- **ACTIVITÉ 2EME SESSION**
 - Balayage du Fokontany
 - Nettoyage et curage des canaux
 - Transfert des petits outillages et équipements

3. Prérequis et conditions de succès

- 1 - L'implication des structures locales (KIFMO, VQ, MAS) au processus de mise en oeuvre de l'approche WASH Responsable (présélection des main d'œuvre, information, sensibilisation)
- 2 – L'appropriation locale de l'insalubrité au niveau de leur Fokontany

3-La prise en charge par la communauté locale via un mécanisme RF2/RFF d'une manière responsable (« Wash responsable ») les services de base en matière d'assainissement et hygiène.

4- le respect de la dignité humaine et de la valorisation des ressources locales

En outre, plusieurs avantages sont apportés par cette méthodologie :

- la mobilisation des populations locales autour d'un objectif commun
- la création d'emplois directs
- le transfert de compétences et renforcement des RF2
- la promotion d'économie locale
- mise en application et expérimentation des chartes de responsabilité adopter localement.
- La transparence et la bonne gouvernance locale et de proximité

4. État des lieux en termes de pérennisation

La mise en place de RF2/ RFF, une structure en charge de l'assainissement et de l'hygiène au niveau de Fokontany est une avancée considérable. Ces structures ont eu le transfert de compétence et de savoir faire, des équipements et matériels (brouettes, pelles, bacs intermédiaires, blouse de travail etc), ainsi que des activités d'appui à la mise en marche des chartes de responsabilité, adoptées durant les années 1 et 2 du projet afin qu'elles soient autonome et responsable.

5. Eléments budgétaires associés :

- Année 1 : Appui aux travaux de gestion des déchets et de curage des canaux et à la génération de petits revenus supplémentaires liés à l'assainissement des 14 Fokontany d'intervention du projet Sécurité humaine: 332.695.440 Ariary
- Année 2: Appui (technique et matériel) aux travaux de gestion des déchets, curage des canaux, nettoyage des Fokontany et à la génération de petits revenus supplémentaires liés à l'assainissement des (8) Fokontany d'intervention du projet Sécurité humaine : 186.446.208 Ariary
- Année 3 : Appui technique et matériel aux RF2/RFF dans leurs travaux de gestion des déchets, curage des canaux, nettoyage des Fokontany, et à la génération de petits revenus supplémentaires liés à l'assainissement dans les zones d'intervention du projet Sécurité Humaine : 76.890.000 Ariary

6. Recommandations pour une mise à l'échelle réussie :

- Renforcer la mise en application du code de l'hygiène par le biais de RF2/RFF appuyé par les services en charge de l'hygiène et assainissement au niveau des Communes
- Continuer les efforts entrepris à travers la RF2/RFF

7. Conclusion

la pérennisation des actions sociales et à caractère humanitaire, comme celles des travaux de nettoyage et curage des canaux au niveau des Fokontany vulnérables, est presque difficile. Dans ce sens, il faut penser aussi à renforcer les capacités de la Commune qui devrait assurer leurs missions en matière d'assainissement et hygiène par le biais de l'encadrement et suivi systématique des RF2/RFF.

Leçons à tirer :

L'une de spécificité du Projet Sécurité Humaine dans son troisième volet est de viser à donner des conditions de vie meilleures et plus saines aux communautés à travers la prestation continue de services

de base tels que : l'assainissement, la gestion de déchets et l'Information-éducation et sensibilisation des communautés locales.

Réalisation de sous-projets locaux de prévention de la violence

Thématique :

La réalisation des sous-projets locaux de prévention de la violence entre dans le cadre de l'autonomisation des communautés pour assurer elles-mêmes la sécurité et protéger les plus vulnérables de la violence et ainsi renforcer la sécurité personnelle.

La population des 25 Fokontany vulnérables d'Antananarivo a identifié et élaboré chacune leurs stratégies locales de réduction de la vulnérabilité (SLRV) d'où découle des plans d'actions locales de prévention de la violence (PALPV).

Depuis janvier 2009 en effet, la situation de la sécurité humaine à Madagascar a été menacée par les effets cumulés de catastrophes naturelles fréquentes (cyclones, sécheresses), la crise économique et alimentaire mondiale (2008-2009) et une longue période de crise politique. En conséquence, les conditions de vie déjà dégradées des populations les plus pauvres à Madagascar ont empiré, surtout en milieu urbain où la perturbation des services sociaux de base et l'affaiblissement des systèmes de soutien aux familles et aux communautés mettent en péril les plus vulnérables. L'absence d'opportunités socio-économiques a résulté en un environnement de plus en plus violent pour des populations déjà fortement exposées aux risques de maladies et aux menaces de catastrophes naturelles.

Le projet de Sécurité Humaine visait ainsi à renforcer les institutions, les communautés et les individus locaux pour améliorer leurs conditions de vie à travers la prévention de la violence, la réduction de l'insécurité personnelle et par une préparation aux crises et catastrophes, afin d'assurer une sécurité humaine durable dans les bas quartiers d'Antananarivo.

Les sous-projets de prévention de la violence choisis par les Fokontany ont de manière générale portés sur : la réhabilitation des infrastructures pour la mobilité humaine (pavé piétonne, ruelle, diguette, passerelle), la réhabilitation des infrastructures publiques telles que les bureaux du Fokontany, la construction d'équipements sanitaires publics (bassin lavoir, borne fontaine, wc publique, centre de soin, canaux d'assainissement).



La réalisation des PALPV a reposé sur le Fokontany, la population et les KIFMO appuyés techniquement par le partenaire de mise en œuvre de l'ONU-HABITAT.

Les KIFMO : instrument et force locale du projet

- ✓ Ne disposant pas de bureau exécutif ou structure centrale, cette institution regroupe en son sein vingt cinq (25) représentants de la population, associations & clubs locales, association des femmes, commissions existante par secteur du Fokontany, ayant des profils de leaders de quartier et une grande capacité dans le renforcement de la cohésion sociale et mobilisation communautaire, respectés et reconnus par la population dans les décisions collectives.
- ✓ De par leurs connaissances du terrain et de chaque membre de la population du secteur dont ils sont issus, les KIFMO sont les piliers dans tout ce qui est facilitation de la mise en œuvre du projet que ce soit sur le plan technique, humain ou matériels

Les réalisations :

De manière générale, les sous-projets de prévention de la violence choisis par les Fokontany ont porté sur :

- La réhabilitation des infrastructures pour la mobilité humaine (pavé piétonne, ruelle, diguette, passerelle) : 14/20 Fokontany
- La réhabilitation des infrastructures publiques telles que les bureaux du Fokontany : 3/20
- Construction d'équipements sanitaires publics (bassin lavoir, borne fontaine, wc publique, centre de soin, canaux d'assainissement) : 3/20 Fokontany



Ruelle propre et animée réduisant l'enclavement et l'insécurité



Infrastructures pour fournir les services de base en eau, assainissement, hygiène

Pour le cas spécifique d'Ambohitafy, la population a choisi de réhabiliter et rajouter un étage supplémentaire à son bureau de Fokontany dans le but de recueillir le centre des enfants issus des familles vulnérables. Faute de moyen en effet, les enfants des ménages vulnérables ne fréquentent pas l'école et errent juste toute la journée sans protection des parents vaquant à leurs occupations pour subvenir aux besoins journaliers. Le centre des enfants abritent depuis sa construction quelques 70 enfants recevant journalière ment des éducations dispensées par les KIFMO et volontaires du Fokontany.



Les dispositifs de pérennisation des activités réalisées suivant les PALPV :

- pour les sous-projets « ruelles » et « canaux d'assainissement », la pérennisation des infrastructures est abordée par le projet Sécurité Humaine sous le volet « Amélioration de l'environnement de vie par une prestation continue de services de base et une base économique plus stable » en mettant en place des structures locales nommées « Rafitra fikojana ny rano sy fanadiovana RF2 » ayant pour rôle d'entretien et de maintenance des ruelles au niveau des 25 Fokontany et assainissement des Fokontany. Les budgets mobilisés par les RF2 pour assurer ces entretiens et maintenance sont collectés mensuellement auprès entités locales incluant les écoles, les églises, les commerçants, les ménages à hauteur de 300 Ar (ménages) à 10 000Ar (institution) variant selon la catégorie de l'entité et la capacité et niveau de vie des Fokontany
- pour les sous-projets « infrastructures de base » (bassin lavoir, latrines, bornes fontaines, centre de santé) : des structures de gestions ont été mises en place et assurent la continuité de la fourniture des services de base et l'entretien et maintenance des ouvrages. Ces structures ont été formées et suivies par le service « Eau » de la CUA/DASSP. Les budgets mobilisés par les gestionnaires pour assurer ces entretiens et maintenance sont collectés à partir des tarifs des

services fournis (ex : seau d'eau à 1Ar le litre (borne fontaine et bassin lavoir), utilisation de latrines à 50-100Ar par usage)

- pour le cas spécifiques d'extension de bureau de Fokontany, la pérennisation et entretien de l'infrastructure sont assurés pour la plupart des cas par le bureau de Fokontany lui-même utilisant le budget « entretien » du Fokontany.

Promotion de la jeunesse

Pour garantir l'essor économique de Madagascar, assurer le développement et préserver la santé des jeunes qui constituent le 1/3 de la population du pays (ODEROI 2008) sont primordiaux. Or, malgré les louables efforts déployés par les intervenants à multi-niveaux sous l'égide du Ministère de la jeunesse et des loisirs, notamment en matière de santé de la reproduction des adolescents, les services dédiés aux jeunes restent précaires, insuffisants et peu adaptés à leurs besoins. Il n'est donc pas étonnant de constater que les trois quarts de ces jeunes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté (ODEROI 2008).

Concernant la santé, les menaces auxquelles les jeunes font face au quotidien sont les grossesses précoces et non planifiées, les IST et le VIH, les avortements clandestins et la consommation de l'alcool, tabac et de drogues. Les indicateurs relatifs à ces aspects restent ainsi préoccupants. Pour n'en citer que quelques-uns :

- 48% des jeunes filles de moins de 18 ans ont au moins un enfant ou sont enceintes et,
- 54,72% des femmes enceintes séropositives sont âgées de 15 à 24 ans ;
- 43% des jeunes de 15 à 24 ans ont fini l'école primaire et 3.7% pour l'école secondaire ; et
- presque 40% de ces jeunes n'ont pas accès aux médias.

(Source EDS IV)

Par ailleurs, suite aux troubles socio-politiques de 2009 ayant abouti à la mise en place d'un pouvoir de transition, la situation socio-économique du pays s'est dégradée, avec de larges coupes dans les budgets dédiés aux services sociaux comme la santé et l'éducation.

Selon l'évaluation d'urgence des jeunes sur la crise sociopolitique à Madagascar qui a été conduite auprès de 12,000 jeunes et ses conséquences rapportées dans « les Jeunes à la Croisée des chemins » (La Boîte de Pandore), beaucoup de jeunes ont été à la fois acteurs, témoins et victimes des violences, abus et manipulation durant la période de trouble suivant le renversement du Gouvernement et beaucoup se sentent isolés et abandonnés. Beaucoup de jeunes indiquent que leurs amis sont maintenant impliqués dans des travaux à risque - y compris la prostitution - pour compenser la perte de revenus des ménages.

Pour améliorer la situation, des interventions qui visent à renverser cette tendance et accordent plus d'attentions et de priorités aux adolescents et aux jeunes, à leur futur et à leurs rêves sont alors à mener. Dans ce sens, l'UNICEF Madagascar, en partenariat avec les différents secteurs, apporte son appui financier et technique pour réduire les différents types de vulnérabilité des jeunes à travers le renforcement de leurs connaissances et compétences.

OBJECTIFS DE L'ACTIVITE :

Objectif général

Améliorer les comportements des adolescents et des jeunes en matière de compétences à la vie ou Life Skills dans les 25 Fokontany d'intervention du projet Sécurité Humaine, à travers la sensibilisation et l'engagement des décideurs.

Objectifs spécifiques

- Obtenir l'engagement des décideurs et obligataires pour appuyer les adolescents et les jeunes dans leur développement au niveau communautaire dans 8 Fokontany d'intervention
- Identifier et renforcer les capacités des Jeunes Pairs Educateurs issus des 25 Fokontany d'intervention en matière de Life Skills et des différentes thématiques liées à la Sécurité Humaine.

Prérequis et conditions de succès :

- Organisation des réunions d'informations (mission des JPE) et présentations officielles des JPE auprès de la communauté des 8 FKT avant la tenue des forums avec la participation de personnes citées ci-dessous pour chaque Fokontany dans le but d'avoir une reconnaissance officielle des JPE et de l'encadreur local nouvellement recrutés et de sensibiliser la communauté sur la tenue du forum :
 - 05 JPE
 - 01 encadreur local
 - 05 parents des JPE
 - 01 Chef Fokontany
 - 15 agents du TAFMO
 - 06 personnes influentes
 - 10 agents de la DRJLA
- Organisation des réunions préparatoires avec les TAFMO en vue de conscientiser les cibles à l'appropriation de l'activité, aux avantages de toute la communauté, à la nécessité de la cohésion ; de motiver en impliquant tous les participants à l'organisation et à la réalisation du forum ; de responsabiliser en cherchant une stratégie pour faciliter cette prise de responsabilité lors de l'élaboration du plan d'engagement ;
- Disponibilité et professionnalisme du personnel de la DRJL Analamanga pour appuyer techniquement les responsables de chaque Fokontany dans tout le processus
- Forte implication des TAFMO dans la facilitation des forums

Chantiers des jeunes

Cette activité a pour but de redynamiser les Jeunes Pairs Educateurs de la 1^{ère} phase. Les chantiers ont été une occasion de prendre une responsabilité notoire et un engagement concret au sein de leur communauté respective.

Suite aux plaidoyers effectués par les JPE dans les Fokontany, certains d'entre eux ont mis à la disposition des jeunes des espaces pour servir de kiosque d'information et d'échange. La réhabilitation et l'embellissement de ces espaces ont été effectués par les jeunes des Fokontany. 4 kiosques de jeunes sont actuellement opérationnels.

- Ce processus a été suivi pour les 04 FKT qui ont effectué les chantiers avec quelques variantes

Les chantiers des jeunes ont plusieurs avantages à savoir :

- le renforcement des compétences des JPE, ce qui favorise leur développement personnel ;
- la visibilité des JPE ;
- leur participation active dans leur communauté ;
- le renforcement de la cohésion sociale.

Les JPE, les superviseurs, les encadreurs, les structures locales de la Sécurité Humaine, les autorités locales ainsi que les jeunes du quartier participent tous aux chantiers.

- **Elaboration d'un guide d'Education par les Pairs pour les JPE**

L'élaboration d'un guide pratique pour les clubs de JPE Tandem (Tanora mandray andraikitra eto Madagasikara) s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des Jeunes Pairs Educateurs.

Cette initiative répond aux objectifs suivants :

- Le guide est un aide-mémoire pour les JPE car il renforce les acquis pendant les formations. Ce document est également un outil de travail qui facilitera la tâche des JPE. Le contenu du guide concerne, en général, une synthèse des techniques d'animation participative, un rappel des thématiques Jeunes et Sécurité Humaine et les messages y afférents.
- Le guide est un outil de référence en vue de parler un langage commun entre tous les acteurs concernés en général et les JPE et les formateurs en particulier, d'harmoniser les informations à transmettre aux JPE.
- Un guide pratique pour les Tandem sera élaboré à l'issue d'un atelier de travail.

Après les travaux de chantier, une sensibilisation a été conduite par les pairs éducateurs (Andohatapenaka III).

Collecte continue des données

Historique

L'activité « collecte continue des données au niveau des 25 Fokontany (activité IV.1.3) contribue à la réalisation de l'objectif IV du projet sécurité humaine visant à **« établir d'ici 2013 les conditions de suivi et de réduction des risques pour la sécurité humaine des communautés bénéficiaires au niveau de la ville »**. L'objectif est double. Il s'agit, d'une manière générale, de constater l'évolution de l'exposition des populations vulnérables aux risques, et de manière plus spécifique, de suivre et évaluer l'impact du projet sur les dimensions des vulnérabilités pour lesquelles des activités sont menées.

Cette activité a été effectuée pendant les trois années du projet

Afin de favoriser cette pérennisation sur le long terme, des mobilisatrices techniques et sociaux (MAS) et des Volontaires de Quartiers (VQ) ont été formés dans le cadre du projet et ont participé à cette activité de collecte de données.

Les résultats de la collecte de l'année 1 (2012) et année 2 (2013) constituent en quelque sorte la situation de référence des indicateurs de vulnérabilités. Une restitution de ces résultats a été déjà réalisée au niveau de l'agglomération d'Antananarivo.

Description de l'activité

1 – Elaboration des outils des collectes

Pour pouvoir effectuer les collectes de données, différentes fiches ont été élaborées :

- Fiches de collectes individuelles
- Fiches ménages
- Fiches de collectes auprès des structures
- Fiche de signalement

2 – Création de base de données

Pour effectuer les différentes saisies et traitements des données et faire les analyses des résultats, un logiciel spécifique que nous avons dénommé fYaroo a été créé.

3 – Formation des enquêteurs

Au cours de la réalisation des activités, 125 VQ et 12 MAS ont été formés

4- Organisation des collectes.

Les collectes de données ont été effectuées au niveau des 25 Fokontany touchés par le projet ; lesquelles sont réalisées par les VQ sous l'encadrement des MA et sous la supervision des Socio-organiseurs.

Chaque année, 3750 ménages et 6775 individus ont été touchés par les enquêtes

5- Saisie et analyse des résultats

Les données ont été saisies dans le logiciel de base de données fYaroo , à partir desquelles des analyses ont été faites

6- Restitution des résultats dans les Fokontany et au niveau de la ville

Chaque année, des restitutions ont été faites au niveau des Fokontany et de la ville pour que les responsables connaissent les résultats des enquêtes et l'état de vulnérabilité de chaque Fokontany

7 – Transfert de compétence

Pour pouvoir pérenniser le projet, toutes les activités ont été réalisées avec l'équipe du BDA

Challenges rencontrés et mitigation

Les activités de collectes continues de données durant le projet ont été effectuées par des VQ formés et habitants dans les Fokontany . Ce qui facilite l'acceptation de la population et la rapidité des enquêtes

Prérequis et conditions de succès

L'existence de VQ et MAS formés en matière d'enquêtes est un outil précieux pour les Fokontany. En effet, avec leurs trois années d'expériences, ils sont rodés et capables de mener d'autres types d'enquêtes en cas de besoin. En outre, il y a la BDA une structure pérenne qui peut toujours assister les Fokontany en matière d'encadrement

État des lieux en terme de pérennisation

Outre le personnel formé durant le projet (VQ, MAS), le BDA et les Fokontany ont été dotés de matériel informatique afin qu'ils puissent continuer sans difficulté les traitements de données

Conclusion :

Un des acquis majeur dans cette activité du projet est le changement palpable au niveau des Fokontany en matière de collectes et de mise à jour des différentes données concernant le Fokontany

Leçons apprises d'ordre général et recommandations

Afin d'avoir des résultats fiables dans les collectes de données, il est préférable que les différentes réalisations se fassent pendant une période fixe. Il faudra aussi toujours renforcer les capacités des enquêteurs et responsabiliser les KIFMO et les Fokontany en matière de contrôle et suivi des enquêtes

Développement d'un système expérimental de suivi précoce des vulnérabilités

1. Contexte

Le Système Expérimental de Suivi au Préalable de la Vulnérabilité (SESPV) a été développé dans le cadre de la mise en place de mécanismes communautaires et de renforcement des capacités locales afin de garantir que des conditions favorables au maintien de la **sécurité humaine** soient durablement réunies.

Il s'inscrit dans le 4ème volet du projet Sécurité Humaine qui s'intitule « *Anticipation des risques de détérioration par la mise en place d'un système de surveillance et la préparation aux désastres et à la violence au niveau de la ville* ».

Le SESPV est un Système Informatique Expérimental qui permet de suivre l'évolution de la vulnérabilité en termes de sécurité humaine et alerter au préalable les différents responsables et acteurs au niveau la ville sur l'existence ou l'éventualité de faits anormaux.

Après le développement du module informatique SESPV, le système s'appuie sur les résultats de collecte continue de données dans les Fokontany et capitalise les résultats des différentes activités menées par le Projet Sécurité Humaine pour ne citer que la « Cartographie sommaire des vulnérabilités des habitants des 25 Fokontany de la ville d'Antananarivo », la « Collecte continue des données » et le « Diagnostic de la violence ». Sa gestion a été confiée au Bureau de Développement d'Antananarivo (BDA), une direction de la CUA, qui sera responsable du bon fonctionnement et l'opérationnalisation du système.

2. Description de l'activité

La mission du PMO a été initialement de développer un système d'alerte précoce urbain de la ville d'Antananarivo pour soutenir le plan de contingence multirisques de la ville en se basant des acquis du projet Sécurité Humaine pendant sa première année. Toutefois, les moyens mis en œuvre par le projet ne permettent pas à la mise en place des observatoires permanents pour la collecte et le suivi des données et ne permettant donc pas de développer un véritable SAP, dès lors, la mission a été transformée en développement d'un système de suivi au préalable de la vulnérabilité qui s'adapte au mieux à la situation. L'échelle d'application est restreinte au niveau des 25 Fokontany d'intervention du projet SH.

3. Challenges rencontrés et mitigation

Faible capacité organisationnelle et technique des Fokontany pour assurer et piloter une collecte continue de données au niveau local faute d'une coordination efficace de la part de la municipalité, d'un bon système de collaboration avec les chefs secteurs et de disponibilité d'outils de collecte structuré et unifié.

4. Prérequis et conditions de succès

Participation des structures locales / mécanismes locaux (Fokontany, KIFMO, MAS, VQ, etc.) pour la collecte de données et le remplissage systématique des fiches de structure nécessaires à l'alimentation du SESPV.

Implication de la CUA par l'intermédiaire du BDA, structure d'ancrage du système.

Mise à niveau du SESPV en SSPV (Système de Suivi au Préalable de la Vulnérabilité) ou en SAP, intégrant l'ensemble des Fokontany de la ville d'Antananarivo.

5. État des lieux en termes de pérennisation

Le système peut survivre si les mécanismes locaux participent activement à l'alimentation de la base de données associée au SESPV et que la structure d'ancrage (BDA) présente une volonté d'aller dans ce sens

et dispose d'un minimum de moyens (humain, matériel et financier). La transformation du BDA en agence d'urbanisme est la solution avancée par les responsables de cette structure. La mise en place et l'opérationnalisation d'une seule fiche structure au niveau des Fokontany intégrant toutes les données de base nécessaires au fonctionnement du SESPV conditionne la continuité du système après projet car le BDA ne pourra pas supporter le coût des enquêtes individuelles et ménages dans les Fokontany. Or l'opérationnalisation de cette fiche structure nécessite la collaboration entre les Communes, les districts et le ministère de l'intérieur qui est toujours la tutelle des chefs Fokontany.

6. Eléments budgétaires associés

- à la pérennisation (dotation par ONU-HABITAT en matériels informatiques au BDA)
- à la mise à l'échelle (Difficile à estimer pour le moment pour couverture de tous les Fokontany de la ville d'Antananarivo)
- Expériences éventuelles de réplique dans d'autres zones géographiques par d'autres sources de financement que le projet et résultats si disponibles : à négocier

La réplique du système dans d'autres villes du territoire est probable avec l'appui d'un partenaire externe à la municipalité

- Recommandations pour une mise à l'échelle réussie :

Disponibilité des informations actualisées et périodiques sur les thématiques de la vulnérabilité

7. Conclusion

En tant qu'outil innovant le SESPV est considéré comme bonne pratique mais sa réplique nécessite la mise en place des conditions précédentes et qui dépend plus de la volonté politique de l'Etat et de la municipalité que du BDA ni plus du projet de sécurité humaine.

Annexe 2 – Dialogues communautaires (15 et 16 septembre 2014)

Calendrier de tenue des Dialogues communautaires

Fokontany	Lieu et date	Nombre de participants
Dialogue 1 : Andohatapenaka I (Phase 1) Andohatapenaka III (Phase 1) Anosimasina (Phase 2) Ambohijafy (Phase 2)	Commune Bemasoandry Itaosy le 15 septembre	52 participants
Dialogue 2 : Andavamamba Anatihazo (Phase 1) Manarintsoa Centre (Phase 2) Manarintsoa Est (Phase 2) Ambilanibe (Phase 1)	EPP Andavamamba Anatihazo le 15 septembre	44 participants
Dialogue 3 : Anatihazo Isotry (Phase 2) Andohatapenaka II (Phase 2) Andranomanalina (Phase 1)	Maison des Jeunes Andohatapenaka II Le 15 septembre	48 participants
Dialogue 4 : Anjanahary (Phase 3) Manjakaray (Phase 3) Ankadifotsy (Phase 3) Ankorondrano (Phase 3)	Andravoahangy Salle Jean du Mouza EKAR le 15 septembre	51 participants
Dialogue 5 : Tsaramasay (Phase 2) Ankazomanga (Phase 2) III G Hangar (Phase 1)	Falda Antanimena le 16 septembre	42 participants
Dialogue 6 : Antanandrano (Phase 2) Angarangerana (Phase 1) Anosizato (Phase 1)	EPP Madera Namontana le 16 septembre	40 participants
Dialogue 7 : Ankerana (Phase 3) Besarety (Phase 3) Andraisoro (Phase 3) Tsarahonenana (Phase 3)	Andravoahangy Salle Jean du Mouza EKAR le 16 septembre	52 participants

Grille thématique par dialogue communautaire et synthèse

Thématiques et activités	Dialogue 1	Dialogue 2	Dialogue 3	Dialogue 4	Dialogue 5	Dialogue 6	Dialogue 7	Synthèse
1 – Création, autonomisation des structures locales et renforcement de capacités + Planification								
1. 1 Etablissement des KIFMO, MAS et VQ , renforcement de capacités et implication des structures locales pour la sécurisation des quartiers	Dispositif connu et considéré comme utile car facilitant l'accomplissement des activités au niveau communautaire. Pérennisation à travers la formalisation en association. Partage d'expériences entre structures locales souhaité	Structures connues, considérées comme facilitant la mise en œuvre du projet et considérées comme pérennes car formalisées	Structures connues et considérées comme contribuant au renforcement de la sécurité humaine au niveau des quartiers vulnérable, structures considérées comme pérennes s'il y a une formalisation des structures existantes par le biais de la création d'une association	Structure utile pour prendre et assumer des responsabilités aux niveaux des Fokontany et considérée comme pérenne car les membres sont choisis par la population	Structures connues et considérées comme utiles pour les coordinations des travaux et référencement des cas. Structures considérées comme pérennes compte tenu de leur formalisation imminente en association	Structures connues et considérées comme pérennes car existantes et fonctionnelles	Structures connues, considérées comme utiles dans la réduction de la violence et prise en charge des victimes et pérennes car les acteurs sont prêts à continuer de travailler notamment à travers la structuration en association	Dispositif clé du projet selon les communautés locales. Néanmoins, les avis divergent : tandis que la majorité considère ces structures comme pérennes compte tenu de leur rôle clé au sein des mécanismes communautaires de protection et de la formation d'association de structures locales, d'autres indiquent que, dans l'esprit collectif, ces structures restent associées au projet. La question de leur vie autonome reste donc en suspens. Partage d'expérience souhaité.

Thématiques et activités	Dialogue 1	Dialogue 2	Dialogue 3	Dialogue 4	Dialogue 5	Dialogue 6	Dialogue 7	Synthèse
<p>1. 2. Stratégies locales pour la réduction des vulnérabilités et des plans d’actions locaux pour la prévention de la violence</p> <p>et Appui à la mise en place d’un volet de ces plans (suivant les Fokontany : réfection de passerelles, ruelles, réhabilitation de bureaux de Fokontany, Sahan’ny ankizy, lavoirs et latrines publics)</p>	<p>Initiative utile car appuyant la recherche ultérieure de financements. Travaux de réhabilitation appréciés et continuité souhaitée par les communautés locales.</p>	<p>Connues, considérées comme utiles, particulièrement en tant que support dans l’optique de recherche de financement, considérées comme pérennes puisque existantes</p>	<p>Initiative qui semble utile car contribuant à l’amélioration des conditions de vie mais dont la pérennité passe par l’intervention de nouveaux partenaires techniques et financiers au développement</p>	<p>Initiative utile car elle aide à mieux connaître la vulnérabilité des Fokontany et à connaître l’indice de développement et qui répond aux besoins de la population</p>	<p>Initiative utile pour discerner les vrais besoins des populations cibles et considérée comme pérenne compte tenu de la participation de tous (ex pour IIIG Hangar : contribution des habitants à l’installation de portails) mais besoin de transparence dans la gestion financière des travaux de réhabilitation conduits</p>	<p>Initiative qui semble utile car répondant aux attentes de la population</p>	<p>Activité considérée comme utile dans le cadre de la réduction des vulnérabilités mais dont la pérennité dépend de la volonté des communautés locales de les maintenir</p>	<p>Besoin d’appui et d’encadrement par des institutions ou organisation relai afin que ces stratégies soient perçues et utilisées comme une aide au développement local</p>

2- Renforcement des structures et mécanismes de protection								
2. 1. Mise en place des protocoles locaux contre les violences basées sur le genre (VBG) et renforcement des mécanismes communautaires d'identification, de référencement et de suivi pour les VBG et pour les enfants en situation de vulnérabilité extrême ou en souffrance	Mécanisme simple et utile	Dispositif connu considéré comme « défini », « utile », et « pérenne » car la structure locale en charge du signalement est très investie et est devenue un repère pour la communauté locale	Activité jugée utile pour la promotion de l'égalité de genre et pérenne à condition que la structure locale continue à collaborer avec les responsables du Fokontany	Activité jugée utile pour sensibiliser la population sur les formes de violences et les protections adéquates; cette initiative est jugée pérenne et les Fokontany souhaitent une application étendue de ces protocoles	Mécanisme considéré comme utile car favorisant l'information sur les démarches à entreprendre en cas de VBG et les organismes de protection existants, et pérenne car les responsables de Fokontany et les structures locales sont au cœur du dispositif et disposent des procédures à suivre	Mécanisme utile pour faciliter les procédures administratives et pérenne si les outils de travail dont disposent les structures locales sont bien exploités, Nécessité de vulgariser ces protocoles locaux et d'impliquer effectivement les Chefs Fokontany	Utile et poussant le changement de comportement	Variations importantes suivant les quartiers ce qui peut indiquer que l'efficacité des protocoles locaux contre les VBG et plus généralement des mécanismes de signalement repose en grande partie sur l'implication et la conviction personnelle des structures locales

<p>2. 2. Mise en place de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - centres Sahan' ny Ankizy, - d'un centre d'accueil (structure préscolaire accueillant environ 80 enfants issus de familles très vulnérables) - d'un centre d'urgence pour renforcement de la protection des enfants (Centre d'accueil d'urgence pour les enfants victimes de maltraitance de la CUA au BMH). 	<p>Initiative jugée très utile car procurant un soutien important aux gens vulnérables – 180 enfants des 4 Fokontany ont bénéficié des kits scolaires et pu accéder à l'éducation</p> <p>L'existence du centre d'urgence est connue</p>	<p><u>Sahan' ny Ankizy</u> : Structure connue et appréciée car ayant favorisé l'accès à l'EPP pour de nombreux enfants (notamment via les kits scolaires)</p> <p>Néanmoins, structure considérée comme non pérenne</p> <p><u>Centre d'urgence</u> : Initiative considérée comme très utile car soutenant les vulnérables et pérenne car intégré dans le dispositif de la CUA</p>	<p>Dispositif jugé utile pour occuper les enfants pendant que les parents travaillent et pour réduire le nombre d'enfants dans les rues, dispositif jugé pérenne</p>	<p>Dispositif jugé inutile, les Fokontany n'ayant pas les moyens d'installer un lieu ou un centre pour les enfants ou rencontrant des problèmes fonciers; les communautés locales estiment que ces centres, y compris le centre d'urgence, ne sont pas suffisamment connus et que la sensibilisation est insuffisante</p>	<p>Structures considérées comme utiles car soutenant les parents démunis et permettant une meilleure protection des enfants contre les abus</p> <p>Sahan'ny ankizy non fonctionnels dans les Fokontany du groupe (la communauté locale demande l'accélération des travaux de construction pour Ankazamanga Avaratra</p>	<p>Dispositif jugé utile pour la promotion des droits de l'enfant et pérenne s'il existe une stratégie de gestion appropriée au niveau du Fokontany</p>	<p>Dispositif connu et apprécié et considérée comme pérenne compte tenu de l'existence d'un volet pour la continuité des activités par les acteurs locaux</p>	<p>Dispositif clairement identifié comme l'un des dispositifs clés du projet. Alors que la pérennité du Centre d'urgence semble acquise pour les Fokontany compte tenu de son intégration au sein du dispositif de protection de la CUA, la survie des Sahan' ny ankizy – dont les actions de soutien à la scolarisation des enfants sont particulièrement appréciées – n'est pas acquise pour tous. Des frustrations exprimées par les Fokontany qui avaient soumis un dossier et n'ont pas été retenus ont été exprimées. Nécessité d'informer la population sur l'existence de ces centres</p>
--	---	--	--	---	---	---	---	---

<p>2. 3. Services et sensibilisation offerts dans les Centres Ilaiko (Manarintsoa Centre, Isoavimasoandro)</p> <p>Liste des services offerts : écoute et soutien psycho-social, orientation juridique, diagnostic et orientation professionnelle, formation, suivi</p>	<p>Dispositif connu et jugé utile par la variété de services offerts – la continuité de ces services est vivement souhaitée par la population</p>	<p>Oui : Formation professionnelle , business plan, fond de démarrage</p> <p>Utile car “aide au développement personnel de l’individu bénéficiaire”</p> <p>Considérée comme pérenne car relai de la CUA</p>	<p>Dispositif jugé utile « pour réduire les maux sociaux » mais plus d’actions de sensibilisation sur les services offerts dans les Centres est appelée</p>	<p>Dispositif jugé utile car aidant les populations les plus vulnérables surtout en écoute, soutien et formation; une replication est souhaitée</p>	<p>Structures considérées comme très utiles, notamment par la rapidité et la gratuité de la prise en charge ; la pérennisation dépend de l’organisation des centres, mais les communautés locales souhaitent la continuation de ces centres</p>	<p>Dispositif jugé utile car le pack des services offerts par les centres s’inscrit parmi les besoins prioritaires des bénéficiaires cibles, notamment l’appui psycho-social ;</p> <p>Dispositif jugé pérenne compte tenu du transferts des compétences aux agents de la DASC et de la DPSP de la CUA</p>	<p>Dispositif connu et considéré comme utile et pérenne compte tenu de l’implication de la CUA</p>	<p>Dispositif plébiscité par les communautés locales et considéré par elles comme un des bénéfices clés du projet</p> <p>La logique intégrée de soutien au développement économique est identifiée comme un atout clé (les bénéficiaires présentant une idée, bénéficiant alors d’une formation en éducation financière et gestion puis soutenant le démarrage de l’activité)</p> <p>Conscientes que la pérennisation de ces centres dépend de la mise à disposition de fonds pour supporter leur fonctionnement, les communautés locales appellent ce soutien de leurs vœux</p>
3- Mobilisation sociale								
<p>3. 1. Campagnes de sensibilisation et événements socio-culturels pour la promotion et la protection des droits des enfants, des femmes et des jeunes (diffusion du film Dzaomalaza)</p>	<p>Activité connue et diffusion du film jugée très utile pour la sensibilisation mais diffusion pas encore réalisée</p>	<p>Pas connu</p>	<p>Activité connue et jugée utile</p>	<p>Activité jugée utile et efficace pour aboutir à un changement de comportement</p>	<p>Activité non connue</p>	<p>Activité connue mais non commentée</p>	<p>Activité connue et considérée comme éducative et efficace. Projection du film Dzaomalaza encouragée</p>	<p>Divergence entre Fokontany selon que la diffusion du film Dzaomalaza a eu lieu ou non</p>

3. 2. Mobilisation médiatique pour le renforcement de la cohésion sociale : production et diffusion du programme Vina Lombonana sur Radio ACEEM	Emission très intéressante pour l'éducation citoyenne. Diffusion sur écran souhaitée.	Emission connue et considérée comme « très utile pour l'éducation afin d'aboutir au développement personnel et communautaire » Proposition que la diffusion soit étendue à la télévision	Activité connue et jugée utile mais diffusion préférable à des heures de pause et dans d'autres canaux de diffusion au premier rang desquels la radio et télévision de la CUA	Activité connue et jugée utile et efficace pour l'éducation sociale	Activité jugée utile et efficace pour mobiliser les populations et conduire à un changement de comportement	Activité considérée comme utile et efficace compte tenu de la couverture géographique de la Station Radio ACEEM ; continuation de l'émission souhaitée	Emission considérée comme utile pour participer à l'élaboration d'une éducation citoyenne. Diffusion sur d'autres médias et à un horaire de pause préconisée	Proposition que le programme soit diffusée sur d'autres canaux de communication (autres fréquences radio et chaînes de télévision), certains invitant la CUA à diffuser sur sa chaîne radio et télé. Bonne pratique.
3. 3. Mobilisation sociale pour le renforcement de la cohésion sociale : concours de chant, tournois sportifs, concours de tamaboho (Ny Sahy)	Activité ayant contribué à renforcer la cohésion sociale et interFokontany – continuation de cette activité souhaitée par la population pour renforcer ces acquis	Utile "car elle a renforcé la cohésion sociale inter-Fokontany ainsi qu'a redynamiser la solidarité dans les quartiers" et considérée comme efficace pour toucher la population et promouvoir un changement de comportement, mais mal organisée Continuité de l'activité souhaitée afin de pérenniser les acquis du projet	Activité connue et jugée utile mais à améliorer sur le plan organisationnel	Activité jugée utile pour améliorer l'esprit d'équipe et la mentalité; activité dont la continuation est souhaitée	Activité jugée utile et efficace pour mobiliser les populations et conduire à un changement de comportement ; possibilité pour les communautés locales de perpétuer ces événements avec leurs propres ressources	Activité considérée comme utile et efficace car contribuant à la cohésion sociale entre la population notamment les jeunes des quartiers mais quelques soucis organisationnels à régler	Activité ayant contribué à renforcer la cohésion sociale. Continuation souhaitée et extension à d'autres activités	Activité ayant évolué durant la vie du projet, avec l'organisation de plusieurs séries d'événements. Les Fokontany notent une amélioration dans l'organisation et la gestion et, dans l'ensemble, apprécient cette activité qui, selon eux, contribue à créer une solidarité inter-Fokontany et appuie les changements de comportement

4- WASH								
4. 1. Travaux de curage des canaux et nettoyage dans les quartiers	Travaux ayant contribué à améliorer l'assainissement du Fokontany et la mobilisation des ressources humaines et matérielles	<p>Activités connues et considérées comme utiles parce qu'ayant permis « la responsabilisation des structures et leaders »</p> <p>Ces activités ont convergé pour permettre la mise en place et la formalisation des RF2 et ont également entraîné une prise de conscience des communautés locales de leur propre rôle</p> <p>Les activités sont considérées comme pérennes à condition que le RF2 soit renforcé.</p> <p>Sensibilisation jugée très utile et efficace, notamment tri</p>	<p>Activité utile car affectant positivement directement la vie de la population en général, et car le système HIMO peut aider à court terme la population en situation de vulnérabilité</p>	<p>Activité utile pour la santé et l'hygiène et aboutissant à une création d'emploi pour les plus défavorisés</p>	<p>Activité utile pour l'assainissement des quartiers et pour le soutien économique pour les familles vulnérables</p>	<p>Activité considérée comme très utile. Le cas du Fokontany d'Antananandr o est à souligner car la Commune Rurale d'Ankadikely Ilafy ne dispose pas de bacs à ordures ce qui favorise les décharges sauvages</p>	<p>Activité considérée comme utile pour améliorer l'assainissement des quartiers et la vie des familles vulnérables</p>	<p>Le RF2 est perçu comme jouant un rôle central dans l'amélioration des conditions sanitaires, notamment car il a pour vocation de jouer un rôle pivot dans les travaux de nettoyage et curage. La sensibilisation semble également avoir contribué à une prise de conscience par les communautés locales, et par leurs leaders, de leur propre rôle dans l'amélioration de leurs conditions de vie.</p>

4. 2. Sensibilisation des communautés locales sur les risques sanitaires liés au manque de services de base (porte-à-porte et concours de tri des matières plastiques) (DRV)	Sensibilisation jugée marquante, notamment le tri des déchets plastiques qui a conduit à une continuation de ce tri, en dépit des déceptions liées à l'absence de débouchés économiques	des déchets	Activité jugée utile et pérenne si des débouchés sont créés au niveau de la matière plastique triée	Activité utile pour conscientiser les gens sur l'hygiène et la protection de l'environnement	Activité considérée comme utile et efficace pour faire connaître à la population les risques sanitaires liés au manque de salubrité	Activité considérée comme très utile et pérenne à condition que la mise en œuvre des sensibilisations se fasse de manière systématique et continue	Activité connue et considérée comme efficace pour contribuer à réduire les risques sanitaires et pouvant être pérenne si les structures locales continuent de s'impliquer	Sensibilisation jugée très utile, notamment le tri des déchets que les populations continuent de faire, même si des déceptions ont été exprimées suite à l'absence de débouchés économiques liés à ce tri
4. 3. Adoption des Chartes de coresponsabilité pour la prestation des services de base et appui à l'établissement du système RF2	Dispositif jugé utile et bien connu des populations locales et approuvent les activités du RF2			Activité jugée utile, pérenne et de nature à aboutir à un changement de comportement	Activité utile pour responsabiliser les différents acteurs et considérée comme pérenne mais nécessite d'informer les communautés locales sur le contenu de la Charte	Activité considérée comme utile et pérenne	Dispositif connu et qui facilite la fourniture de services aux ménages et dont les performances peuvent être renforcées à travers la motivation des agents des RF2	Les Chartes sont associées au système RF2 ayant permis une formalisation des rôles de chacun dans l'amélioration de la prestation des services de base. Le dispositif intégré (Chartes, RF2, renforcement, travaux HIMO) est une approche qui semble changer efficacement l'environnement et la perception des droits et devoirs de chacun en terme de prestation des services de base. Importance du volet sensibilisation et connaissance de la Charte. Il s'agit donc d'un dispositif pérenne et considéré comme clé et constitue donc une bonne pratique .

4. Construction et opérationnalisation de centres de tri (Andranomanalina Centre, Andavamamba et IIIG Hangar)	(question non posée car non pertinent puisque pas de centre de tri dans les Fokontany de ce groupe)	Centre d'Andavamamba Anatihazo I considéré comme utile car désormais opérationnel et procurant de l'emploi aux habitants	Activité jugée utile à condition que des financements permettent leur activité	(question non posée car non pertinent puisque pas de centre de tri dans les Fokontany de ce groupe)	Structures utiles pour apporter un gain en termes de gestion des déchets et fournir des opportunités socio-économiques aux habitants des quartiers	(question non posée car non pertinent puisque pas de centre de tri dans les Fokontany de ce groupe)	(question non posée car non pertinent puisque pas de centre de tri dans les Fokontany de ce groupe)	Centres appréciés dans la dimension de pourvoyeur d'emplois pour les habitants des quartiers environnants Les communautés locales sont néanmoins conscientes que la survie de ces centres dépend du mode de gestion et des débouchés Andavamamba Anatihazo 1 : gestion privée
5- Soutien socioéconomique								
5.1. Soutien au développement de projets de petite échelle pour les Jeunes (Don Bosco)	Dispositif connu mais non commenté	Dispositif inconnu, aucun bénéficiaire connu	Dispositif inconnu, sauf pour Andohatapena ka II	Activité non connue – problèmes de sensibilisation et communication	Activité non connue	Dispositif peu connu, aucun bénéficiaire connu	Dispositif inconnu, aucun bénéficiaire connu	Activité très peu connue

5.2. Formation professionnelle pour 1200 bénéficiaires et soutien à l'élaboration de business plans (CEFOR)	Dispositif connu et jugé comme utile car source de motivation à suivre la formation professionnelle compte tenu de la facilitation de l'accès à l'emploi ; les effets sont considérés comme durables	Dispositif connu et apprécié car facilitant l'accès à l'emploi mais qui n'est pas pérenne au-delà du projet	Dispositif jugé utile car contribuant à l'insertion professionnelle des bénéficiaires, lesquels souhaitent un allègement du coût de la formation et un allongement de la durée de formation trop courte, synthétique et nécessité beaucoup d'efforts	Dispositif jugé utile	Activité jugée utile pour fournir des opportunités économiques à des personnes sans emploi	Activité considérée comme utile car les compétences sont améliorées mais peu pérenne. Il est déploré que les bénéficiaires subissent quelque pression à chercher un financement auprès de CEFOR	Dispositif connu et considéré comme efficace pour réduire les vulnérabilités. Soutien facilitant la recherche d'emploi et l'accès aux prêts	Apprécié mais déplore le manque de perspective de pérennisation compte tenu du coût du dispositif. Facilitation de l'accès au financement pour les personnes cherchant à démarrer une activité et prêtes à suivre une formation, notamment les jeunes
6- Exposition aux vulnérabilités								
6.1. Elaboration des cartographies sommaires de vulnérabilité (COOPI et YMCA)	Outil jugé utile car aidant à identifier les axes stratégiques en matière de vulnérabilité au niveau des Fokontany	Dispositifs connus et considérés comme utiles car permettant d'identifier les zones sensibles et de prévenir la population Et pérenne puisque les documents existent et peuvent être	Outil jugé utile en terme d'archive et d'information et jugé pratique (lecture facile de la carte) mais nécessitant une mise à jour régulière	Utile pour la sensibilisation sur l'insécurité et ayant une portée préventive pour les Fokontany et donnant un indice sur le développement des Fokontany ; ces outils pourraient être étendus à	Activité jugée utile en terme de communication des zones dangereuses aux communautés locales	Outils utiles car permettant d'identifier les problèmes saillants au niveau des quartiers (déchets, électricité, ruelle, éducation, insécurité)	Activité connue et considérée comme potentiellement pérenne car pouvant être mise à jour au sein des Fokontany – l'affichage permanent dans les bureaux de Fokontany est préconisé	Dispositif pérenne car documents existants et pouvant être mis à jour par les communautés locales elles-mêmes. Outil nécessitant une mise à jour périodique pour être pertinent. Compte tenu de la relative facilité d'exécution, de la relative facilité de la mise à jour et du degré de satisfaction des communautés locales

6.2. Elaboration d'audits locaux de sécurité (YMCA)	Outil jugé utile et marquante pour les communautés locales qui souhaitent que les marches soient reconduites	mis à jour	Outil jugé utile, mais devant être adapté compte tenu des migrations des zones à risque	d'autres Fokontany			Activité connue et pouvant être reconduite par les communautés locales sans appui extérieur	(notamment vis-à-vis des marches de sécurité), peut être considéré comme une Bonne pratique
---	--	------------	---	--------------------	--	--	---	--

Annexe 3 - Grille d'appréciation des activités par les communautés locales, les communes d'intervention et les organisations de mise en œuvre

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
1 – Création, autonomisation des structures locales et renforcement de capacités, et planification locale				
1. 1 Etablissement des KIFMO, MAS et VQ , renforcement de capacités et implication des structures locales pour la sécurisation des quartiers	Dispositif connu des communautés locales et considéré comme un dispositif clé du projet car facilitant l'accomplissement des activités au niveau communautaire. Pour les communautés locales, ces structures devraient survivre compte tenu de leur rôle clé au sein des mécanismes communautaires de protection, même si quelques voix expriment leurs craintes que ces structures restent associées au projet dans l'esprit collectif. Quoi qu'il en soit, l'ensemble des Fokontany considère que la pérennisation des structures locales passe par leur formalisation en association. Enfin, certains Fokontany souhaitent que le renforcement de capacités continue à l'avenir, et appellent un partage d'expérience entre structures de différents Fokontany.	Les structures mises en place ont des attributions spécifiques et sont fonctionnelles et sont devenues incontournable pour tout ce qui concerne le bien-être de la communauté locale : résolution de problèmes (violence, risques, insalubrité), participation à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des projets de développement. Les structures locales ont été formées avec l'appui technique et l'encadrement de la CUA. Afin de garantir leur pérennisation, la commune urbaine d'Antananarivo (CUA) les encadre et supervise avec son équipe sociale et propose la mise en place d'un bureau de coordination mixte, la formalisation de la structure et la reconnaissance par la CUA.	La création de structures locales procède de la recherche d'autonomisation des communautés locales prônée par l'approche Sécurité Humaine. Elles étaient donc conçues comme le prérequis indispensable pour faciliter la mise en œuvre des activités du projet et la pierre d'angle du processus de conscientisation du rôle des communautés locales dans l'amélioration de leurs propres conditions de vie. Les structures locales créées par le projet ont acquis un rôle pivot dans les mécanismes communautaires de protection (identification, signalement et suivi des cas de violence par exemple). Les KIFMO sont dépositaires, avec les chefs Fokontany, des outils développés pour appuyer le développement des quartiers (cartographies, stratégies locales). Néanmoins, une déperdition de VQ et MAS a été notée au cours du projet. Par ailleurs, les KIFMO ont été, dans certains Fokontany, au cœur de manœuvres politiques.	Plus qu'une bonne pratique, le soutien à l'établissement de structures locales et leurs formations aux thématiques du projet a constitué le prérequis essentiel pour la mise en œuvre des activités du projet et le développement des dispositifs clés. Cette approche a été appréciée par les acteurs concernés, notamment les communautés locales, ce qui peut permet d'espérer la pérennité des structures créées et plaide pour leur réplication. Néanmoins, afin que les structures locales puissent continuer à jouer leur rôle au sein de leurs quartiers, elles devraient continuer à bénéficier de formations périodiques. Enfin, il est important que les structures locales créées par le projet soient articulées avec les structures préexistantes et qu'il n'y ait pas, à l'avenir, de création de nouvelles structures dans le cadre de nouveaux projets mais une vraie capitalisation sur les structures existantes.

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
1. 2. Formation des Jeunes Pairs Educateurs (JPE), sensibilisation de la jeunesse à travers des forums pour la jeunesse et formation / sensibilisation en life-skills	Question non posée car activité s'adressant à une cible très circonscrite.	La commune n'a pas vraiment pris part au dispositif JPE et souhaiterait être intégrée dans d'éventuels futurs développements.	Les JPE ont été identifiés et les forums pour la jeunesse ont été organisés dans les 25 Fokontany du projet mais avec retard et difficultés dans certains Fokontany compte tenu d'un manque d'intégration avec les structures du projet. La diffusion du film Dzaomalaza avec débats publics a été décidée comme activité complémentaire en fin de projet.	La sélection de JPE et leur formation s'est avérée compliquée car le dispositif, préexistant au projet, était fondé sur une méthodologie propre qui n'a pas été suffisamment intégrée avec les structures locales créées par le projet. Les communes d'intervention ont peu été associées car l'institution de référence était la Direction Régionale de la Jeunesse et des Loisirs d'Analamanga (DRJLA). Les forums pour la jeunesse ont parfois été conduits de manière tardive dans certains Fokontany du projet.

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
<p>1. 3. Stratégies locales pour la réduction des vulnérabilités et des plans d'actions locaux pour la prévention de la violence</p> <p>et Appui à la mise en place d'un volet de ces plans (suivant les Fokontany : réfection de passerelles, ruelles, réhabilitation de bureaux de Fokontany, Sahan' ny ankizy, lavoirs et latrines publics)</p>	<p>Initiative utile car renseignant sur le degré de développement d'un Fokontany et appuyant la recherche ultérieure de financements. Ces outils ont permis aux communautés de définir ensemble leurs besoins prioritaires et de contribuer à la réalisation des travaux.</p> <p>Travaux de réhabilitation appréciés et continuité souhaitée par les communautés locales. Mais besoin d'une plus grande transparence dans la gestion des travaux réalisés.</p>	<p>Les stratégies locales et plans d'actions locaux sont considérés comme des outils réalistes, opérationnels et légitimes car plaçant les Fokontany au cœur de la conception de leurs propres stratégies et plans d'actions. C'est une initiative à consolider dans les plans locaux dans l'élaboration du plan d'actions de la CUA (Travaux de concertation), avec l'appui et l'encadrement de la CUA.</p>	<p>L'élaboration d'une stratégie locale par les populations vulnérables elles-mêmes est une bonne pratique dans la mesure où, en l'absence d'un plan de développement de Fokontany, les stratégies et plans d'actions développés dans le cadre du projet sont la seule alternative pour les Fokontany d'asseoir une véritable vision de leur développement social. Le système de suivi et d'actualisation de l'outil est déjà acquis par les KIFMO ce qui garantit sa pérennité.</p>	<p>Cette initiative doit être d'encadrement par des institutions municipales afin que ces stratégies et plans d'actions soient perçus et utilisés comme un véritable outil de développement local, intégrés dans les plans de développement au niveau de la ville. L'intérêt de ces stratégies et de ces plans est de définir le cadre de développement du Fokontany, mais ils ne sont réellement pertinents et fonctionnels que s'ils sont mis en œuvre, ce qui passe par des actions des communautés locales mais aussi par l'apport de financements extérieurs pour réaliser des travaux significatifs. La pérennité de cette initiative dépend de sa crédibilité à long terme auprès des communautés locales qui passe par la mise en œuvre de certaines actions identifiées comme prioritaires et par une gestion financière transparente dans le cas où des travaux sont entrepris. Il est à noter que, dans les Fokontany de la phase 3, le développement de ces outils a été très tardif.</p>

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
2- Renforcement des structures et mécanismes de protection				
2. 1. Mise en place des protocoles locaux contre les violences basées sur le genre (VBG) et nouvelles procédures de prise en charge de ces victimes au niveau de la police	<p>Les communautés locales considèrent les protocoles locaux contre les VBG comme une initiative utile car formalisant et facilitant des procédures administratives. En revanche, les communautés locales divergent sur la pérennité du système, acquise selon certains car les structures locales sont au cœur du dispositif, plus fragile, selon d'autres qui considèrent que l'efficacité des mécanismes de signalement repose en grande partie sur l'implication et la conviction personnelle des structures locales.</p> <p>Les Fokontany insistent sur la nécessité de vulgariser et d'informer les populations locales sur ces procédures, et d'impliquer effectivement les Chefs Fokontany.</p>	Dispositif considéré comme essentiel dont la pérennisation passe par une collaboration plus active entre les communes et UNFPA.	Le protocole local élaboré et mis en œuvre dans les Fokontany d'intervention constitue un atout majeur et distinctif du projet par rapport à d'autres interventions similaires telles que le projet du PNUD sur le VBG. C'est un outil facile à assimiler, conçu dans un langage simple et compréhensible. Malgré les quelques lacunes dans son application intégrale, on peut affirmer que cet outil mérite d'être disséminé à plus grande échelle.	<p>Les protocoles locaux contre les VBG constituent une réelle avancée du projet. Les protocoles sont accessibles aux communautés locales et les structures locales sont au cœur du mécanisme d'identification. Ces protocoles peuvent être facilement développés dans de nouveaux Fokontany. Il s'agit donc d'une bonne pratique. Néanmoins, les communautés locales remarquent un manque d'information et un besoin de sensibilisation plus importante, alors que la CUA souhaite une collaboration plus active, condition d'une réplique dans d'autres zones.</p> <p>Le développement de procédures de prise en charge des victimes de VBG au niveau de la police et la formation des personnels de police constituent une avancée-clé.</p>

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
<p>2. 2. Formation des médecins et paramédicaux sur la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG)</p> <p>Fourniture de kits d'intrants médicaux destinés à la prise en charge des victimes de VBG dans les structures médicales publiques de la ville</p> <p>Et élaboration d'un guide médical sur la prise en charge des victimes de VBG</p>	Question non posée aux communautés locales car activité ciblant un public différent.	<p>Dispositif considéré comme utile si le processus est bien défini et dont la pérennisation passe par une collaboration plus active entre les communes et UNFPA et un travail commun sur le processus.</p> <p>La fourniture d'intrants est considérée comme utile mais la CUA déplore une livraison tardive. En ce qui concerne le guide, elle remarque qu'il est insuffisamment utilisé et appelle à une meilleure collaboration du corps médical.</p>	<p>Les expériences en matière de renforcement de capacités des formations sanitaires sur la prise en charge médicale des violences sexuelles dans le cadre du projet sont actuellement répliquées dans d'autres sites d'intervention de UNFPA, notamment dans ses régions d'intervention. Le guide de prise en charge médicale est repris et est utilisé par les autres partenaires dans le domaine de la santé de la reproduction. Néanmoins, la pérennisation passe par un travail de promotion de la disponibilité des services de prise en charge médicale dans les centres de santé de la CUA et des centres de santé de base tandis que la mise à l'échelle dépend de la clarté sur la stratégie nationale de la prise en charge.</p>	<p>Plus qu'une bonne pratique, les activités en matière de formation des personnels médicaux et paramédicaux sur la prise en charge des victimes de VBG, et le développement d'un guide médical constituent des jalons marquant un changement institutionnel et qui permettent de poser les bases d'une réplique.</p>

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
2. 3. Renforcement des mécanismes communautaires d'identification, de référencement et de suivi pour les enfants en situation de vulnérabilité extrême ou en souffrance (rappel : 5 membres de KIFMO compétents dans chaque Fokontany)	L'efficacité des mécanismes de signalement repose en grande partie sur l'implication et la conviction personnelle des structures locales.	Dispositif considéré comme vraiment nécessaire pour l'échantillonnage parce que c'est un projet pilote et considéré comme pérenne compte tenu de l'engagement des structures locales dans le suivi des enfants extrêmement vulnérables.	Ce processus de renforcement de l'ancrage communautaire de la protection de l'enfance a été entièrement cadré dans les activités du projet. La question de la formation continue des structures locales se pose afin que le mécanisme communautaire soit fonctionnel et bien conduit. L'implication du Service Social de la DPSP dans l'encadrement des structures est, à ce titre, primordiale. Le projet permet de tester une initiative pilote de prise en charge intégrée des enfants au sein de leurs familles devant permettre leur réinsertion scolaire durable (suivi de 940 enfants).	Comme pour les VBG, l'ancrage des mécanismes d'identification dans les communautés mêmes et la formation des structures concernées doit permettre un meilleur référencement, et permet aussi de tester de nouvelles approches (prise en charge intégrée au sein des familles). Comme pour les VBG, il y aurait probablement un gain à communiquer davantage et informer les communautés locales sur l'existence de ces mécanismes. Néanmoins, le renforcement de l'ancrage communautaire de la protection de l'enfant peut bien être considéré comme une bonne pratique .

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
<p>2. 4. Mise en place de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - centres Sahan' ny Ankizy, - d'un centre d'accueil (structure préscolaire accueillant environ 80 enfants issus de familles très vulnérables) - d'un centre d'urgence pour renforcement de la protection des enfants (Centre d'accueil d'urgence pour les enfants victimes de maltraitance de la CUA au BMH). 	<p>Dispositif clairement identifié comme l'un des dispositifs clés du projet par les communautés locales. Alors que la pérennité du Centre d'urgence semble acquise pour les Fokontany compte tenu de son intégration au sein du dispositif de protection de la CUA, la survie des Sahan' ny ankizy – dont les actions de soutien à la scolarisation des enfants sont particulièrement appréciées – n'est pas acquise pour tous. Des frustrations sont exprimées par les Fokontany qui ont soumis un dossier de création/réhabilitation de centres et n'ont pas été retenus. Là encore, les communautés locales insistent sur le besoin de sensibiliser les populations à l'existence de ces centres et aux services offerts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La mise en place des <u>sahan'ny ankizy</u> est vraiment essentielle dans la mesure où ces structures garantissent la sécurité des enfants lorsque les parents ne sont pas là en particulier pour les familles vulnérables ; - Le renforcement d'une <u>structure préscolaire</u> a permis aux familles vulnérables d'insérer leurs enfants à l'école ; - Le <u>centre d'accueil d'urgence</u> est une structure vraiment essentielle pour la protection des enfants victimes de maltraitance et d'abandons. <p>L'équipe sociale de la CUA est engagée dans le processus de pérennisation de ces structures et garantit l'accompagnement et l'appui technique de ces centres.</p> <p>Néanmoins, l'engagement de partenaires techniques et financiers est toujours souhaitable pour renforcer ces structures.</p>	<p>La question de la pérennité des structures créée a été un des critères clés d'évaluation des projets de centres soumis par les Fokontany dans la phase d'étude préalable. Le projet exigeait, pour soutenir un projet, que le Fokontany s'engage à garantir le fonctionnement de ce centre, soit sur ses ressources, soit par cotisation des parents plaçant leurs enfants dans ce centre. La CUA et la commune de Bemasoandro-Itaosy ont été les maîtres d'œuvre de cette activité, et encadrent et accompagnent les structures d'un point de vue technique.</p>	<p>Dispositif identifié par tous comme un des apports-clés du projet, qui constitue un gain important en termes de protection pour les familles et les enfants en situation de vulnérabilité. Le travail préalable de conception et d'articulation des activités de protection a été très important et inclusif, permettant de définir les rôles et responsabilités de chacun, pour maximiser les chances de pérennisation de ces initiatives. Une sensibilisation plus importante des populations sur l'existence et les services offerts par ces centres pourrait être développée.</p> <p>Les sahan'ny ankizy, le centre préscolaire et le centre d'urgence, ainsi que, plus largement, les actions de protection de l'enfant menées par les communes d'intervention, au premier rang desquelles la CUA, constituent une bonne pratique du projet.</p>

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
<p>2. 5. Services et sensibilisation offerts dans les Centres Ilaiko (Manarintsoa Centre, Isoavimasandro)</p> <p>Liste des services offerts : écoute et soutien psycho-social, orientation juridique, diagnostic et orientation professionnelle, formation, suivi</p>	<p>Dispositif plébiscité par les communautés locales et considéré par elles comme un des bénéfices clés du projet, par son ciblage des populations vulnérables et par la gamme de services offerts.</p> <p>La logique intégrée est un atout du dispositif et le suivi au niveau du soutien au développement économique est identifié comme un atout clé (les bénéficiaires présentant une idée, bénéficiant alors d'une formation en éducation financière et gestion puis soutenant le démarrage de l'activité)</p> <p>Les communautés locales sont satisfaites que le transfert des compétences vers les organes de la CUA ait commencé et que la CUA prenne le relai au niveau technique et comptent unanimement sur la survie de ces structures- voire leur réplique, mais elles sont conscientes que la pérennisation de ces centres dépend de la mise à disposition de fonds pour supporter leur fonctionnement.</p> <p>Comme pour les centres ciblant les enfants, certains Fokontany souhaitent qu'une sensibilisation plus importante sur les services des Centres Ilaiko soit faite auprès des populations cibles.</p>	<p>Les services répondent aux besoins de la communauté surtout les plus vulnérables tant les services d'appui psychosocial que ceux d'autonomisation économique. Ils offrent des services de proximité accessibles à tous.</p> <p>La CUA est très impliquée dans le processus de pérennisation des centres. Le transfert des compétences est en cours, les services offerts sont intégrés dans les services offerts par la CUA à la population, les assistantes sociales de la CUA sont formées aux services offerts, et les associations locales sont intégrées dans le processus.</p>	<p>Les Centres ILAIKO répondent à la finalité de d'accompagner les familles les plus vulnérables dans leur projet de vie et dans la réduction des risques économiques et psychosociaux. Le processus de pérennisation a été engagé tôt et consiste notamment en un transfert des compétences des personnels des centres vers les personnels de la CUA. Concernant les frais de fonctionnement, ils sont assurés par la Coopération monégasque et les ressources régulières de l'UNICEF jusque fin novembre 2014.</p>	<p>Structures identifiées par tous comme un apport-clé du projet, au cœur de la stratégie de protection et de la stratégie de réduction des vulnérabilités à travers un soutien au développement économique. Par la logique intégrée d'accès aux services, par le placement au cœur des quartiers, par la gratuité des services offerts, ces centres répondent aux besoins exprimés par les populations locales vulnérables. Le large dépassement des objectifs initiaux (+100%) signale le succès du dispositif. Néanmoins, il s'agit d'un dispositif coûteux tant en terme de mise en place que de fonctionnement. Tandis que la CUA s'est engagée sur le plan technique pour être en mesure de continuer à offrir aux bénéficiaires la même gamme de services, cette continuation – ou toute initiative de réplique – dépend de la disposition de financement. Ces structures sont un apport clé et constituent une des grandes réalisations du projet, mais la dimension budgétaire constitue un frein dans la qualification en bonne pratique.</p>

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
3- Mobilisation sociale				
3. 1. Campagnes de sensibilisation et événements socio-culturels pour la promotion et la protection des droits des enfants, des femmes et des jeunes (diffusion du film Dzaomalaza)	Activité très peu connue, d'autant plus que la diffusion du film Dzaomalaza, jugée comme très utile, n'a pas débuté dans les Fokontany. Divergence entre Fokontany	Communes insuffisamment impliquées dans cette activité.	Les campagnes de sensibilisation aux droits des enfants et des femmes sont conduits dans le cadre des activités des Sahan'ny ankizy et des centres Ilaiko, et auprès des structures locales dans le cadre de leur formation aux thématiques du projet. En ce qui concerne la sensibilisation aux droits des jeunes, cette activité a été conduite mais de façon tardive dans les Fokontany de la phase 3. En fin de projet, la diffusion publique du film Dzaomalaza et l'organisation de débats a été décidée et est en cours de réalisation.	La question de la sensibilisation des communautés locales sur les différentes thématiques du projet et de l'information sur les services disponibles est une des dimensions à améliorer dans d'éventuels futurs projets.
3. 2. Mobilisation médiatique pour le renforcement de la cohésion sociale : production et diffusion du programme Vina Lombonana sur Radio ACEEM	Emission connue et très appréciée des communautés locales qui considèrent qu'elle contribue à l'éducation citoyenne des auditeurs. Les communautés locales souhaitent que ce programme soit diffusé à des horaires de pause des travailleurs, soit diffusé à plus grande échelle sur d'autres canaux de communication (autres fréquences radio) et qu'une production télévisée soit prévue. Certains invitant la CUA à diffuser sur sa chaîne radio et télé.	Activité dont la commune considère qu'elle conduit à un changement progressif de comportement. La commune a participé à toutes les thématiques développées en particulier ce qui concerne la sécurité et la protection de l'enfant	70 émissions abordant une vingtaine de thèmes décidés sur la base de micros-trottoirs et de focus groupes.	Emission très appréciée des communautés locales qui souhaitent une diffusion plus large. On peut donc considérer cette activité comme une activité clé dont le champ d'intervention dépassait déjà le cadre géographique du projet, et qui peut être réutiliser comme telle. Il est néanmoins difficile de la considérer comme une bonne pratique puisqu'elle n'est pas, en soi répliquable.

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
3. 3. Mobilisation sociale pour le renforcement de la cohésion sociale : concours de chant, tournois sportifs, concours de tamaboho (Ny Sahy)	Activité ayant évolué durant la vie du projet, avec l'organisation de plusieurs séries d'événements. Les Fokontany notent l'importance de cette mobilisation pour la cohésion sociale et considèrent que ces événements ont contribué à changer les comportements et à créer une solidarité inter-Fokontany qu'ils souhaitent entretenir et envisagent de reproduire avec leurs ressources propres dans certains cas. Néanmoins, des problèmes d'organisation et de gestion sont relevés par les communautés locales, surtout pour la première vague d'événements, qui appellent une plus grande transparence.	Pas de commentaire.	En attente du retour d'expérience.	Les communautés locales semblent considérer que ce genre d'initiatives participe à une meilleure cohésion intra et inter Fokontany. L'activité a été marquée par des problèmes d'organisation et de gestion qui interdisent de considérer l'activité comme elle a été mise en œuvre dans le cadre du projet, comme une bonne pratique. Mais le fait que les communautés locales et les Fokontany pourraient être en mesure de continuer ce type d'actions sans apport de ressources externes est encourageant. Un encadrement technique est néanmoins souhaitable.

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
4- WASH				
4. 1. Travaux de curage des canaux et nettoyage dans les quartiers	<p>Activités considérées comme très utiles parce qu'ayant permis « la responsabilisation des structures et leaders locaux », en même temps que l'assainissement des quartiers et la fourniture de moyens de subsistance à des travailleurs vulnérables, à travers le système HIMO responsable. Le cas du Fokontany d'Antananadrano est à souligner car la Commune Rurale d'Ankadikely-Ilafy ne dispose pas de bacs à ordures ce qui favorise les décharges sauvages.</p>	<p>Ces activités constituent des éléments clés pour les services de base de la population.</p> <p>Elles constituent un des volets du secteur WASH qui a pour objectifs à la fois l'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement ;</p> <p>Ces activités (HIMO) ne peuvent être pérennes que si elles prennent en compte la structure RF2 locale. Toutes les activités du projet WASH doivent être abordées en termes de partenariat avec les structures responsables de la Commune.</p>	<p>La pérennisation des actions sociales et à caractère humanitaire, comme celles des travaux de nettoyage et curage des canaux au niveau des Fokontany vulnérables, est difficile. Il faut penser à renforcer les capacités de la Commune qui devrait assurer cette mission d'assainissement et d'hygiène par le biais de l'encadrement et du suivi systématique des RF2. En dépit des efforts pour diffuser l'approche « WASH Responsable », les populations vulnérables pensent toujours au système « vivre contre travail » car leur préoccupation durant la période de crise c'est leur survie au quotidien.</p>	<p>Dispositif très apprécié des populations locales, mais intégré dans le projet pour accompagner l'approche WASH responsable. Le système HIMO en soi, même s'il fournit des moyens de subsistance à des travailleurs vulnérables, n'est pas soutenable. Il ne s'agit pas d'une bonne pratique.</p>

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
4. 2. Sensibilisation des communautés locales sur les risques sanitaires liés au manque de services de base (porte-à-porte et concours de tri des matières plastiques) (DRV)	<p>La sensibilisation est jugée très utile et efficace, notamment le tri des déchets plastiques. La sensibilisation semble également avoir contribué à une prise de conscience par les communautés locales, et par leurs leaders, de leur propre rôle dans l'amélioration de leurs conditions de vie.</p> <p>La sensibilisation est efficace, notamment sur le tri des déchets plastiques puisque ce tri continue à être effectué, en dépit de l'absence de débouchés économiques qui a créé des déceptions.</p>	Ces activités permettent de faire prendre conscience à la population des conséquences néfastes du manque d'hygiène pour leur propre famille et leur environnement. La sensibilisation doit être continue et devrait prendre en compte les différentes étapes du changement de comportement de la population à des fins d'appropriation. Les outils de la CUA doivent être pris en compte et les efforts de communication continus pour être efficaces.	Activité efficace pour l'appropriation et la prise en main des actions de sensibilisation par les RF2/RFF existants ; prise de connaissance de la population des maladies contagieuses dus au mauvais assainissement du Fokontany ; conscientisation de la population sur la valeur réelle des déchets (utilité et bénéfices du tri) et évolution des comportements (poursuite des actions de tri des ordures/plastiques).	<p>Activités de sensibilisation efficaces et intégrées dans l'approche WASH responsable aboutissant à la création des RF2. Les activités de tri des matières plastiques semblent avoir conduit à un réel changement de comportement, qui pourrait être cristallisé par l'existence de moyens de subsistance induits, qui font défaut. Il s'agit donc d'une bonne pratique qui constitue aussi un accompagnement indispensable de l'adoption des Chartes et du développement du système RF2. Il est important de veiller à ce que le manque de débouchés économique n'ait pas des effets contre-productifs.</p>

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
4. 3. Adoption des Chartes de coresponsabilité pour la prestation des services de base et appui à l'établissement du système RF2	<p>Dans l'ensemble, les activités WASH ont convergé pour permettre la mise en place et la formalisation des RF2 et ont entraîné une prise de conscience des communautés locales de leur propre rôle en matière d'assainissement.</p> <p>Les activités sont considérées comme pérennes à condition que les structures RF2 soient renforcées et encadrées.</p>	<p>L'adoption par la population de la Charte de coresponsabilité constitue un des éléments clés pour l'effectivité de la structure RF2. Elle est nécessaire et utile pour un changement de comportement et la responsabilisation de la population. L'appui des partenaires techniques et financiers s'avère important dans sa réalisation sous la coordination de la Commune.</p>	<p>Dispositif efficace : renforcement de la responsabilisation et concrétisation des engagements par les entités : taux d'application des engagements inscrits pour chaque entité évalué à plus de 50% ; entérinement et intégration du processus d'élaboration de la charte de responsabilités dans le processus de mise en place des RF2.</p> <p>Pérennisation conditionnée à des RF2 existants opérationnels, et l'implication de la CUA dans le suivi de l'application de la charte à travers l'opérationnalisation des inspecteurs d'hygiène, en collaboration avec la police municipale</p>	<p>Le dispositif intégré (travaux HIMO, sensibilisation, Chartes, RF2) est une approche qui semble changer efficacement l'environnement et la perception des droits et devoirs de chacun en termes de prestation des services de base. Le RF2 est perçu comme jouant un rôle central dans l'amélioration des conditions sanitaires, notamment car il a pour vocation de jouer un rôle pivot dans les travaux de nettoyage et curage. Les Chartes associées au système RF2 ont conduit à une formalisation des rôles de chacun dans l'amélioration de la prestation des services de base. La logique WASH intégré et responsable constitue donc une bonne pratique du projet.</p>

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
4. 4. Construction et opérationnalisation de centres de tri (Andranomanalina Centre, Andavamamba et IIIG Hangar)	<p>Centre d'Andavamamba Anatihazo I considéré comme utile car désormais opérationnel et procurant de l'emploi aux habitants</p> <p>Activité jugée utile à condition que des financements permettent leur opérationnalisation – ce qui semble devoir passer par une gestion privée (cas d'Andavamamba Anatihazo).</p> <p>Centres appréciés dans la dimension de pourvoyeur d'emplois pour les habitants des quartiers environnants</p> <p>Les communautés locales sont conscientes que la survie de ces centres dépend du mode de gestion et des débouchés.</p>	<p>Ces infrastructures en tant que pilotes permettront d'améliorer l'assainissement et réduire les déchets au niveau local, mais aussi la préservation de l'environnement. Ces infrastructures sont importantes pour la population au niveau des Fokontany car elles permettent de créer des emplois et des sources de revenu. Réplication souhaitable au niveau d'autres Fokontany ciblés.</p> <p>Le fonctionnement de ces centres permettra d'aider la SAMVA.</p>	<p>Les RF2 ont fait face à des problèmes d'ordres technique, financier et organisationnel dans l'opérationnalisation des centres (pour le cas d'Andranomanalina Centre, les équipements fabriqués par le CNRIT ne permettaient une production rentable de briquettes; dans les autres cas, des équipements complémentaires aux équipements prévus initialement étaient nécessaires mais les centres n'étaient pas dotés de fonds de démarrage ou de roulement). Les trois centres de tri sont désormais opérationnels mais les deux centres d'Andavamamba Anatihazo I et IIIG Hangar tournent toujours au ralenti. Le développement d'un service commercial géré par des opérateurs privés basé sur la collecte, le transfert et le traitement des déchets au niveau communautaire et la création d'activités génératrices de revenus ont permis d'assurer la pérennité du service de gestion des déchets solides et d'assurer aux habitants un soutien économique immédiat.</p>	<p>La dévolution de la gestion des centres à des partenaires privés liés par des contrats de délégation de gestion à la CUA et le développement de nouveaux débouchés (fabrication de mobilier urbain et lavoirs mobiles qui par ailleurs participent aux efforts d'assainissement) permettent d'être relativement optimistes quant à la survie des centres. Néanmoins, une analyse préalable de l'opportunité d'installer des centres de tri dans les Fokontany vulnérables et la modélisation d'un modèle rentable auraient dû être des prérequis de l'activité.</p> <p>Compte tenu de ces considérations et des difficultés d'opérationnalisation, cette activité ne peut être qualifiée de bonne pratique. En revanche, l'expérience de la mise en place des trois centres de tri et valorisation des déchets a permis aux acteurs impliqués de dégager une série de recommandations opérationnelles pouvant être capitalisées dans d'éventuelles entreprises de réplication.</p>
5- Soutien économique				
5.1. Soutien au développement de projets de petite échelle pour les Jeunes (Don Bosco)	Dispositif presque inconnu de tous et non commenté	Dispositif non commenté	En attente du retour d'expérience.	Mise en œuvre difficile, manque de stratégie d'ensemble pour le volet jeune

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
5.2. Formation professionnelle pour 1200 bénéficiaires	Dispositif connu et jugé comme utile car source de motivation à suivre la formation professionnelle compte tenu de la facilitation de l'accès à l'emploi ; les effets sont considérés comme durables ; en revanche, les communautés locales sont conscientes que le dispositif en lui-même ne l'est pas compte tenu de l'ampleur des financements extérieurs nécessaires si la formation n'est pas autofinancée.	Initiative utile parce qu'elle a un impact direct sur la vie des bénéficiaires qui peut être pérenne si la commune peut engager des personnels compétents pour la continuité de la formation	Cette activité a permis de tester certaines approches innovantes (intégration des structures locales dans le processus pour une sensibilisation plus efficace des bénéficiaires potentiels, formation en business plan) qui se sont avérées efficaces. Compte tenu de la cible (populations vulnérables), la l'appui financier mais aussi la fourniture parallèle de services sociaux sont des éléments importants du dispositif.	Activité très appréciée car permettant de fournir des savoir-faire à des populations ayant peu de compétences. L'articulation de ce dispositif avec l'appui au développement d'initiatives privées et les services offerts dans les centres Ilaiko permet d'offrir un parcours intégré aux bénéficiaires pour optimiser le développement de subsistance. L'ensemble de ce dispositif peut être considéré comme un dispositif-clé. Le dispositif d'ensemble est néanmoins très coûteux.
5.3. Soutien à l'élaboration de business plans (CEFOR, PlaNet Finance)	Certains souhaitent aussi un allongement de la durée de formation et une facilitation de l'accès au financement pour les personnes cherchant à démarrer une activité et prêtes à suivre une formation, notamment les jeunes.	Initiative utile puisqu'elle a permis aux ménages bénéficiaires de sortir progressivement de l'extrême pauvreté et pérenne puisque l'équipe sociale de la commune a participé et participera effectivement à l'accompagnement des bénéficiaires (montage-validation-suivi). Le soutien de partenaires techniques et financiers est cependant souhaitable.		

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
6- Exposition aux vulnérabilités				
6.1. Elaboration des cartographies sommaires de vulnérabilité (COOPI et YMCA)	<p>Outil jugé utile en terme d'information car aidant à identifier les axes stratégiques en matière de vulnérabilité au niveau des Fokontany et d'identifier les zones sensibles, élément clé de la prévention de la population</p> <p>Les outils existent et sont à la disposition des communautés locales. Moins que de pérennisation, c'est plus une question de mise à jour périodique qui se pose pour garantir la pertinence de l'outil. Dans une certaine mesure, cette mise à jour peut être conduite au niveau de la communauté elle-même, même si un encadrement est souhaitable.</p>	Les cartographies sommaires sont très utiles parce qu'elles permettent de voir rapidement les diagnostics des Fokontany. Cette initiative devrait être pérenne si la structure dans la Commune possède les moyens financiers pour assurer leurs responsabilités.	<p>Outils d'appui à la planification locale développés dans les premiers mois de mise en œuvre avec les communautés locales. Les cartes créées ont été restituées aux Fokontany.</p>	Compte tenu de la relative facilité d'exécution, de la relative facilité de la mise à jour et du degré de satisfaction des communautés locales (notamment vis-à-vis des marches de sécurité), ces outils peuvent être considérés comme des Bonnes pratiques dans le cadre d'une analyse de vulnérabilité des quartiers et pour des actions de prévention.
6.2. Elaboration d'audits locaux de sécurité (YMCA)	Outil jugé utile et marquante pour les communautés locales qui souhaitent que les marches soient reconduites		Ces marches pour la sécurité ont rencontré un succès auprès des populations qui souhaitent qu'elles soient reconduites.	

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
6.3. Collecte continue de données sur les indicateurs de vulnérabilité	Question non posée aux communautés locales car analyses et restitutions conduites au niveau des communes.	Activité utile puisque la majorité de la population est vulnérable donc il faut être sélectif et considérer les priorités ; en outre, cette activité permet de suivre l'évolution du niveau de vie de la population. Les indicateurs de vulnérabilité retenus ont permis de cibler les vulnérabilités extrêmes. Cette initiative peut être pérenne à condition qu'il y ait une convention claire entre la Commune et les Fokontany.	Les activités de collectes continues de données durant le projet ont été effectuées par des VQ formés et habitants dans les Fokontany, ce qui a facilité l'acceptation de la population face aux enquêtes et permis de les réaliser rapidement. Afin d'avoir des résultats fiables dans les collectes de données, il est préférable que les différentes réalisations se fassent pendant une période fixe. Il faut aussi toujours renforcer les capacités des enquêteurs et responsabiliser les KIFMO et les Fokontany en matière de contrôle et suivi des enquêtes.	<p>Activité utile et rendue possible par la capitalisation sur la mise en place de structures locales. L'existence de ces structures, l'ancrage de l'activité auprès du BDA qui a été formé et doté de moyens informatiques et qui peut fournir un encadrement technique constituent des bases qui pourraient être capitalisées dans le cadre d'une continuation de cette activité. Néanmoins, il s'agit d'une activité coûteuse dont la mise en œuvre peut être difficile sans apport financier extérieur.</p> <p>La définition d'indicateurs de vulnérabilité sur la base desquels sont conçus les questionnaires de collecte est un préalable essentiel et capital qui doit être conduit en concertation pour s'assurer que les critères retenus permettent d'identifier les catégories les plus vulnérables et permettent de mesurer l'évolution des vulnérabilités.</p>
7- Planification au niveau de la ville				
7.1. Diagnostic de crime et violence	Question non posée aux communautés locales car analyses et restitutions conduites au niveau des communes.	Activité qui est utile dans une optique de planification de sécurité.	Activité non finalisée	Activité non finalisée.

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
7.2. Evaluation des risques et catastrophes au niveau de la ville	Question non posée aux communautés locales car analyses et restitutions conduites au niveau des communes.	Activité utile pour avoir une bonne planification des risques et catastrophes.	Activité préalable à l'élaboration du plan de contingence	Préalable nécessaire à l'établissement d'un plan de contingence.
7.3. Plan de contingence	Question non posée aux communautés locales car analyses et restitutions conduites au niveau des communes.	Ce plan est utile parce qu'il identifie les actions à mener en cas de survenue d'un catastrophe et permet d'organiser la réponse (avant, pendant et après-crise).	L'activité peut être considérée comme une bonne pratique car l'approche adoptée par les autorités communales ne s'est plus limitée à un esprit de secours mais plutôt de prévention, réduction, de préparation aux catastrophes ainsi que de relèvement après les catastrophes. L'utilisation de la technologie comme le SMS pour faciliter le circuit de communication entre les acteurs communaux est un des grands changements de comportement (partage des alertes, convocation réunions, etc.). La pérennisation des acquis reste réaliste soit à travers des appuis conjoints avec le BNGRC soit à travers des appuis cibles pour la ville d'Antananarivo.	Cette planification de contingence au niveau municipal, initiative pilote, a été soutenue par une analyse préalable d'évaluation des risques et catastrophes au niveau de la ville et par un exercice de simulation fonctionnelle. Il s'agit d'un dispositif pérenne qui peut être considéré comme une bonne pratique.

Thématiques et activités	Communautés locales	Communes d'intervention	Agences des Nations-Unies et partenaires de mise en œuvre	Appréciation d'ensemble et recommandations
7.4. Développement d'un système d'alerte précoce (rebaptisé Système Expérimental de Suivi Précoce des Vulnérabilités, SESPV)	Question non posée aux communautés locales car analyses et restitutions conduites au niveau des communes.	Ce système est un outil d'anticipation aux risques. Cette initiative peut être pérenne s'il y a une convention claire entre toutes les parties concernées.	Un système d'alerte précoce urbain de la ville d'Antananarivo a été développé pour soutenir le plan de contingence de la ville en se basant sur les acquis du projet Sécurité Humaine pendant sa première année. Toutefois, les moyens mis en œuvre par le projet ne permettent pas à la mise en place des observatoires permanents pour la collecte et le suivi des données et ne permettant donc pas de développer un véritable SAP, ce qui crée une tension du point de vue de la pérennité du dispositif.	La pérennité du système dépend de l'existence de moyens financiers pour permettre à ce système de survivre.
7.5. Stratégie multidimensionnelle de gestion des risques au niveau de la ville	Question non posée aux communautés locales car analyses et restitutions conduites au niveau des communes.	En attente du retour d'expérience.	Activité non finalisée	Activité non finalisée.

Annexe 4 – Synthèse des recommandations de l'Atelier de capitalisation (23 septembre 2014)

L'Atelier de capitalisation, organisé le 23 septembre 2014 à l'Hôtel de ville d'Analakely, a regroupé les acteurs ayant participé à la mise en œuvre du projet qui ont participé à des travaux de groupe autour des thématiques suivantes :

- Groupe 1 : Approche multisectorielle et mise en œuvre conjointe,
- Groupe 2 : Cadre méthodologique autonomisation/protection,
- Groupe 3 : Pérennité et répliquabilité de l'approche et des activités,
- Groupe 4 : Impact et pertinence de l'approche et des activités,
- Groupe 5 : Communication et changement de comportement,
- Groupe 6 : Partenariats de mise en œuvre et collaboration avec les institutions locales.

Après d'intenses discussions, les groupes ont présenté leurs conclusions à l'assemblée sur le format Bénéfices, Défis, Recommandations. Ci-après, n'est reproduite que la consolidation des recommandations. Néanmoins, l'intégralité des résultats est disponible sur demande auprès de la coordination du projet (René Rasolofoarimanana, rrasolofoarimanana@unicef.org).

Recommandations s'adressant aux agences et partenaires de mise en œuvre

- Coordonner et harmoniser les interventions
- Etablir un planning et plan de travail unique, déterminé conjointement avec les Fokontany et communes d'intervention
- Uniformiser les méthodologies et les indemnisations
- Améliorer la communication sur les activités et les dispositifs
- Unifier et regrouper les demandes de rapports aux communautés locales

Recommandations s'adressant aux communautés locales

- Capitaliser la culture du volontariat et conserver la volonté d'aider les communautés locales
- Formaliser les structures locales pour les pérenniser (initiative déjà en cours)

Recommandations s'adressant aux Communes

- Favoriser la pérennité en appuyant la formalisation des structures locales et continuant l'appui technique
- Fournir un feed-back sur les rapports envoyés et les référencements effectués par les Fokontany
- Fournir une restitution sur les outils développés au niveau de la ville
- Actualiser les outils développés dans le cadre du projet
- Intégrer les outils développés dans le cadre du projet dans le plan de développement au niveau de la ville avec affectation budgétaire
- Mettre à l'échelle les structures locales dans les autres Fokontany de l'agglomération

Recommandations s'adressant à tous les acteurs du projet

- Coordonner les différents acteurs en clarifiant les rôles respectifs pour éviter doublons et lacunes
- Améliorer la communication et le partage d'informations
- Travailler ensemble dès le stade de la conception des activités
- Etablir un planning d'intervention par Fokontany avec les Fokontany, communes, agences et PMO pour un plan de travail clair (et pallier le manque de coordination)

- Renforcer la communication préalable aux activités
- Renforcer la transparence dans l'organisation et la gestion des activités
- Réfléchir sur le mode d'indemnisation des structures locales qui sont aussi des populations vulnérables

Recommandations s'adressant aux partenaires techniques et financiers

- Assurer la pérennité des structures de protection mises en place dans le cadre du projet
- Répliquer ces structures (Centres Ilaiko, Sahan'ny ankizy) pour une couverture de la ville
- Répliquer les centres de tri
- Appuyer les formations professionnelles pour les populations vulnérables, notamment les jeunes

Recommandation à prendre en compte dans la conception de futurs projets

- Articuler toutes les structures créées par un projet
- Considérer les populations les plus marginales
- Equilibrer les fonds dédiés aux activités de développement et les fonds dédiés aux situations d'urgence